

صكنا من الاموال

« Les fins d'empires » : L'incendie de Persépolis



# Le Monde

15, rue Falgaire, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14770 - 7 F

VENDREDI 24 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

992 7

L'ouverture du sommet de Madrid et la « disparition » de Pablo Escobar

## Absences pour cas de force majeure

L'ANNÉE dernière, pour leur première réunion, la photo de famille hispano-lusophone était au complet : les chefs d'Etat de dix-neuf pays latino-américains rencontraient leurs anciens maîtres coloniaux espagnols et portugais à Guadalajara, au Mexique. Le deuxième sommet qui s'est ouvert, jeudi 23 juillet à Madrid, commence plus mal. Quatre présidents en sont en effet absents. Trois d'entre eux n'ont peut-être pas eu tort de rester chez eux, compte tenu des menaces pesant sur leurs régimes.

Le chef de l'Etat vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez, n'a guère eu le choix : c'est son Sénat qui lui a interdit de partir, estimant qu'il ne pouvait s'offrir le luxe d'un voyage à l'étranger quand son pays affronte sa pire crise en trente-quatre années de démocratie. Qui sait si, pendant son absence, les turbulents officiers d'un mouvement se réclamant de Bolívar n'auraient pas été tentés de réitérer leur tentative de coup d'Etat du 4 février et de renverser un homme dont beaucoup réclament la démission ?

Le président péruvien, L.M. Alberto Fujimori, fait face à une situation encore plus périlleuse. Depuis qu'il s'est arrogé, en avril, des pouvoirs d'exception, les rebelles « maoïstes » du Sendero lumineux - la guérilla la plus impitoyable du continent - ont intensifié et radicalisé leurs actions, au cœur de Lima. Après les attaques de commissariats et de casernes, ils multiplient maintenant les attentats à la voiture piégée contre des cibles civiles, semant un climat de panique générale. Bilan des dix derniers jours : au moins 30 morts et 300 blessés.

Avec un Pablo Escobar en cavale, le président colombien, César Gaviria, ne pouvait décemment pas se permettre d'aller discuter des meilleurs moyens de concilier libéralisme économique, démocratie et éducation pour des moins favorisés. Dans l'impasse actuelle, nul ne peut dire si le gouvernement colombien veut transférer le grand capo du cartel de Medellín dans un lieu plus sûr pour l'empêcher de poursuivre ses trafics depuis sa cellule, pour le juger ou pour le protéger d'un hypothétique enlèvement par des agents américains. La décision, de la Cour suprême des Etats-Unis de légaliser le rapt de citoyens étrangers accusés de crime aux Etats-Unis a suscité autant de protestation que d'inquiétude dans tous les pays latino-américains.

QUANT au président portugais Mario Soares, qui avait comparé à Guadalajara M. Fidel Castro à un « animal préhistorique en voie de disparition », il est grippé et a décidé de rester à Lisbonne. Le Uder maximo, lui, est arrivé à Madrid après avoir proclamé que Cuba pratiquait la démocratie « dans le sens le plus profond du terme ». Soumis l'an passé à toutes les pressions pour laisser l'état de son régime, il a cette fois en poche une réforme constitutionnelle toute fraîche : elle garantit les investissements étrangers qu'il vient chercher, elle reconnaît le droit à l'entreprise privée et prévoit même l'élection des députés au suffrage direct à bulletin secret. Mais deux précautions valent mieux qu'une : en cas de « guerre ou de danger intérieur », le dictateur cubain s'est donné les moyens légaux de resserrer davantage son contrôle sur l'armée...

Lire page 4 l'entretien avec le président du Mexique

M0147 - 0724 0 - 7.00 F



## Le cartel de Medellín défie le pouvoir colombien

Les forces de sécurité colombiennes continuent de rechercher, jeudi matin 23 juillet, le chef du cartel de Medellín, Pablo Escobar, et neuf codétenus qui leur avaient faussé compagnie lors du transfert entre deux prisons. Cinq autres prisonniers en fuite ont été repris et plusieurs personnes auraient été tuées au cours d'une fusillade. Le président Cesar Gaviria a promis au baron de la drogue « un procès impartial s'il se rendait volontairement ». En raison des événements, le chef de l'Etat colombien a décidé d'annuler son voyage à Madrid, où a lieu le deuxième sommet hispano-américain.



Lire page 4 nos informations et les articles de MARCEL NIEDERGAU. Lire également page 5 dans notre série « Variations latino-américaines » : « IV. Les feux mal éteints de la guérilla »

### POINT DE VUE

## Oui, tout simplement

Maastricht et le « contrat européen »

par Alain Juppé

On peut faire au traité de Maastricht bien des critiques. Le lecteur, même averti, est rebuté par un texte touffu, souvent incompréhensible, écrit en jargon communautaire. Le moins qu'on puisse dire est que les « politiques » n'ont pas pris la peine d'instiller le moindre souffle européen dans la copie des technocrates. Il est vrai que, chez les douze chefs d'Etat et de gouvernement, le souci de trouver un compromis entre des visions de l'Europe fort éloignées, voire contradictoires, a prévalu sur toute autre ambition. Plus grave : le traité ne porte pas vraiment remède aux maux les plus criants

de la construction européenne telle qu'elle s'est développée depuis trente-cinq ans. Je pense à ce qu'il est convenu d'appeler le « déficit démocratique » et la « dérive technocratique » de la Communauté. Nul mieux que M. Dumas lui-même n'a instruit le procès du fonctionnement actuel des institutions communautaires, je le cite : « Trente-cinq ans après le traité de Rome, trente-cinq années de textes et de pratiques, de rapprochements et de partages, nul ne s'y reconnaît plus, personne ne discerne les frontières de compétence... »

Lire la suite page 8  
Alain Juppé est secrétaire général du RPR.

## L'autre diagnostic économique

Moroses et inquiets, les milieux d'affaires n'ont plus la même appréciation que M. Bérégovoy sur la santé de la France

par Erik Izraelowicz

« J'appelle les responsables des marchés financiers au sang-froid. La situation économique de la France est saine. » En lançant, mercredi 22 juillet sur RTL, cet appel au calme, le premier ministre était, certes, dans son rôle. A l'instar des grandes places financières internationales, la Bourse de Paris déprime.

Depuis l'arrivée de M. Pierre Bérégovoy à Matignon, l'indice CAC 40, le thermomètre du marché, a perdu près de 11 % (une baisse de 2 % depuis le début de l'année). Son appel risque pourtant de n'être pas entendu. La crédibilité de l'ex-ministre des

finances reste forte. Mais, en cet été 1992, les milieux économiques sont moroses et inquiets. Telle « ma sœur Anne », la reprise, tant et tant annoncée, ils ne la voient point venir. Le décalage entre l'optimisme des analyses officielles (de l'INSEE, du FMI et de l'OCDE) et la morosité du monde des affaires croît.

Que la situation de l'économie française soit aujourd'hui plus saine qu'il y a quelques années ou que celles des autres grands pays industriels n'y ait guère contesté (le Monde daté 5-6 juillet). La « désinflation compétitive » a produit des résultats remarquables, notamment sur le front des prix, des exportations et du franc. Pour le premier ministre, il n'y aurait

qu'un seul point noir, le chômage. Analyses et responsables d'entreprise commencent à se demander si les points noirs ne sont pas plus nombreux.

L'environnement international est certes nettement moins favorable qu'escompté. Le chacun pour soi y règne en maître. Alors que M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine (banque centrale des Etats-Unis), annonce une nouvelle fois « une reprise prochaine » (le Monde du 23 juillet), l'économie américaine semble plutôt amorcer dans l'immediat son troisième plongeon dans la récession.

Lire la suite et les déclarations du premier ministre page 7

### Austérité en Algérie

Le nouveau premier ministre annonce un programme économique de « rigueur »

page 6

### La conférence sur le sida

Des chercheurs font état de la découverte d'un nouveau rétrovirus

pages 9 et 26

### L'ÉTÉ FESTIVAL

Pier Paolo Pasolini, lecteur passionné de Calderon de la Barca, auteur du Siècle d'Or espagnol, a mis en scène notre Histoire dans son Calderon, une pièce de 1973. A Avignon, Jean-Louis Martinelli s'en est emparé pour monter un spectacle sombre et salutaire.

Bordeaux redécouvre le bel canto avec Rigolotto, donné au Grand Théâtre somptueusement restauré, et Otello en version de concert.

pages 11 et 12

### LE MONDE DES LIVRES

■ Dernières nouvelles de Viale : Le credo de Don DeLillo « Rencontres imaginaires » : « L'Europe de Paul Valéry » ■ Theodor Adorno : penser après Auschwitz ■ L'imaginaire hors les murs. ■ BD sans frontières.

Pages 13 à 18

Le sommaire complet se trouve page 26

## Agota Kristof



PRIX DU LIVRE INTER

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 ml ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 Sch ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Amérique latine, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 95 p ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 1,90 SK ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

PASCALLE ROBERT-DIARD



# LES FINES D'EMPIRES

Vers 550 avant Jésus-Christ, Cyrus le Grand avait fondé l'immense empire perse en terre mésopotamienne. En 490 à Marathon, les Grecs stoppèrent son successeur Darius. Tant et si bien qu'un Macédonien d'exception, Alexandre, en 330, pourchasse le Grand Roi « fils de la pluie d'or » et prend Persépolis.

Par PIERRE CHUVIN

Avant de quitter Persépolis pour poursuivre Darius III Codoman, au printemps 330 avant Jésus-Christ, Alexandre donna une grande fête à ses compagnons et, exceptionnellement, à leurs femmes. Dans l'ivresse, l'une d'elles, l'athénienne Thaïs, s'écria : « Je suis récompensée de mes peines à parcourir l'Asie, en cette journée où je salue le vainqueur des palais persans ! Mais ce serait meilleur encore d'aller incendier en cortège les chambres de Xerxès, qui a brûlé Athènes ! » Tous d'approuver et de se mettre en marche, nous dit Plutarque, le roi en premier, la couronne du banquet sur la tête, une torche à la main.

Il est rare que les archéologues, en creusant, rencontrent un événement historique. Des monuments, si. Mais les traces fugitives de l'événement, l'instant décisif figé dans la terre... Ce fut la chance des fouilleurs de l'Oriental Institute de Chicago, qui, à partir de 1933, dégagèrent la trésorerie du palais de Persépolis. Alors que le site des salles du trône était indiqué par quelques colonnes déseignées dressant leurs 20 mètres, rien, même pas un tell, ne signalait la trésorerie. Mais sous la terre défilée des murs en brique crue qui avaient dû s'écrouler très vite, dans une épaisse couche de cendres, apparurent des débris d'objets précieux : des quantités de hampes de javelot carbonisées, leurs fers stockés à part ; des pièces de monnaie, dont une du roi Créus, oubliées ; un relief où des vandales avaient crevé les yeux du roi qui y figurait, mais non ceux de ses serviteurs ; sur un mur, un graffiti grec représentant Héraclès.

Comment douter que ces vestiges provenaient de l'incendie allumé dans le palais à la fin de l'hiver en 330 avant Jésus-Christ ? Devant le pêle-mêle, comment ne pas évoquer le pillage décrit par Quinte-Curce, les vêtements royaux déchirés par les soldats qui se les disputaient, les vases cassés à la hache, « rien qui fût à l'abri, rien qui fût emporté intact » ? Le rapport de fouilles, qui ne pêche pas par romantisme, peut se lire comme une illustration des descriptions antiques de ce saccage. Mais les traces d'incendie, si marquées, si violentes, sont limitées à la trésorerie. Les vastes salles d'apparat, vidées, aux murs de brique, aux colonnes de pierre, n'offraient pas tant d'aliment à la flamme. Quant aux tentes où résidaient les rois de Perse, Alexandre et sa suite les occupèrent. Restait donc la trésorerie-arsenal, qui pour tous signifiait l'incendie du palais, l'aneantissement de l'empire achéménide, fondé deux siècles plus tôt par Cyrus II, roi des Perses et des Mèdes.

Il avait duré jusqu'à l'année 331, qui vit le triomphe d'Alexandre de Macédoine. Alexandre avait vingt-cinq ans, il était passé en Asie deux ans plus tôt et, le 1<sup>er</sup> octobre, son affrontement avec une armée conduite par le roi de Perse lui-même, dans le nord de la Mésopotamie, près d'Arbèles (Irak), s'était soldé par l'écroulement complet de son adversaire. Jamais sans doute par la suite Alexandre ne goûta d'aussi purs plaisirs que cet hiver. Son armée et lui-même étaient encore dispos. Il n'y avait pas de discussion sur les buts de la guerre : on avait proclamé qu'on punirait les Perses, qui, en 480, s'étaient avancés jusqu'au cœur de la Grèce, avaient ravagé l'Attique, pillé et incendié Athènes. En guise de réparation, les plus belles, les plus anciennes, les plus prestigieuses villes de l'empire s'offraient aux vainqueurs. Babylone l'impudente, Suse la royale.

Darius s'enfuit vers les provinces montagneuses du Nord-Est, mais Alexandre se garda de l'y poursuivre. Il voulait accomplir le vœu dont les dieux avaient frustré son modèle, le

bouillant Achille : « Périssent les Grecs, périssent les Troyens, et puissions-nous, tous deux, seuls, disant-il à Patrocle, délier le voile saint au front de Troie ! » Dévoiler la cité, comme une fiancée le soir des noces... Achille avait Patrocle. Alexandre avait Héphaïstion. En octobre 331, tout semblait intact, la gloire, l'amitié, l'idéal.

L'armée repartit au printemps de 330. Entre-temps, elle s'était reposée, divertie. Elle avait cueilli les trésors de la Perse. Alexandre avait respecté les belles fiancées qui s'offraient à lui, les villes et leur population. Il avait sacrifié, à Babylone selon le rite local au dieu seigneur de la ville, Mardouk ; à Suse, selon son rite ancestral, et organisé des concours à la grecque. La famille de Darius, prisonnière depuis la bataille d'Issos de novembre 333, était honorée. Alexandre se comportait comme le héros de roman qu'il deviendrait. Or la fin de l'hiver avait vu l'accomplissement de cet acte de vandalisme théâtral : l'incendie du palais de Persépolis, livré intact par son gouverneur au nouveau maître, alors que les Macédoniens n'avaient sans doute jamais vu d'édifice aussi imposant bâti pour les hommes.

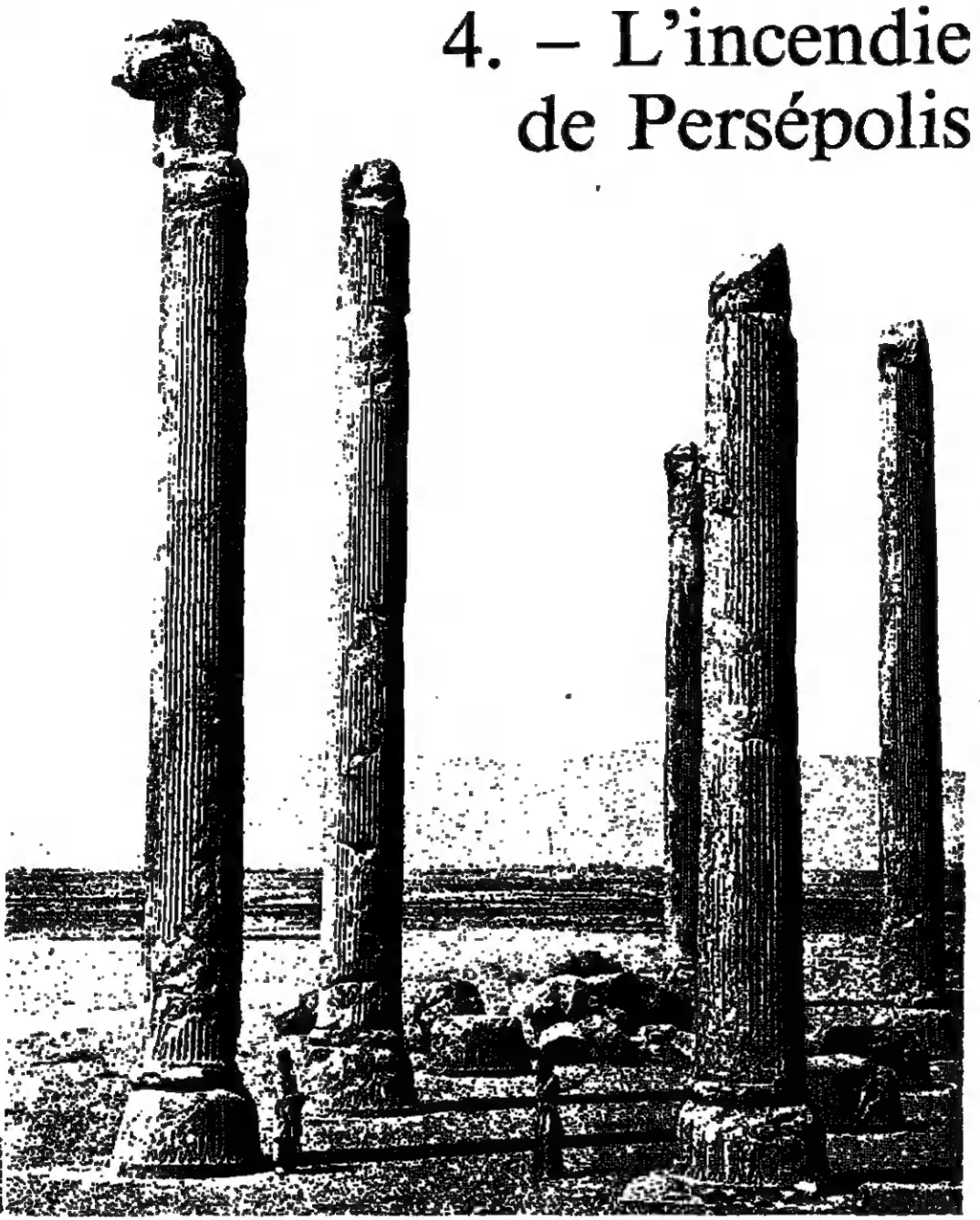
Sur une vaste terrasse, des murs en brique crue, le bas revêtu de pavements de pierre. Non pas un, mais deux ensembles de réception, ou

L'image des rois en majesté, la glorification écrasante de l'ancien pouvoir semblaient peut-être défier le Macédonien ivrogne, cultivé et enthousiaste. Alexandre à Persépolis ne pouvait pas oublier que les idéologues, comme Isocrate, avaient présenté la guerre comme un conflit de civilisations, l'antagonisme des peuples libres contre les peuples asservis à un despote. Il se devait de parfaire son image de bienfaiteur de l'hellénisme, vengeur des guerres médiques.

Pendant la campagne, un de ses principaux adversaires fut un Grec, Memnon de Rhodes, amiral de valeur dont la mort soudaine fut providentielle pour le conquérant. De même que les troupes d'élite de Darius étaient des contingents grecs, des satrapes de premier plan, tel Mazaios, s'étaient ralliés à Alexandre. Persépolis représentait un pouvoir purement ennemi et purement iranien. Dans ces conditions, deux incidents avant l'occupation suffirent à exciter, d'après la tradition unanime, le malaise et la hargne. D'abord, quand Alexandre voulut entrer dans le cœur de

l'empire, le Fars actuel, au défilé des Portes de Perse, l'armée fut bloquée en position meurtrière pour la troupe, écrasée par les rochers qu'on faisait rouler sur elle. Des Thermopyles à l'envers : cette fois, les Grecs forcent le passage, des tribus iraniennes le gardent. Comme de juste, comme aux Thermopyles en 480, un traité indiqua le chemin qui contournerait le défilé. Deuxième incident, aux abords de la ville une colonne lamentable vint accueillir Alexandre : des Grecs que les Achéménides avaient déportés là. Marqués au fer, ostensiblement, comme beaucoup d'esclaves antiques, et mutilés aux membres qui n'étaient pas nécessaires à leur tâche : Quinte-Curce fait un tableau hallucinant de cette foule de morts-vivants sortis des bagnes de la ville. Alexandre voulut les rapatrier, en les indemnisant. Ils refusèrent, pour deux raisons. Ils auraient eu honte de se montrer à leurs compatriotes mutilés et marqués au fer ; ils avaient refait leur vie en Perse, ils y avaient femme et enfants. Le deuxième argument fait penser que tous n'étaient pas des figurants pour spectacle d'épouvante. Ou l'on avait mis au premier rang les plus abîmés, ou Alexandre choisit de ne voir qu'eux.

## 4. - L'incendie de Persépolis



Les colonnes de l'apadana de Xerxès I<sup>er</sup>, roi de Perse.

apadana, salles dont les plafonds lambrissés de cèdre étaient portés par des colonnes de pierre de 18 mètres de hauteur dans l'une, de bois de 9 mètres dans l'autre, groupées par 36, par 99, par 100. Sur les bas-reliefs, la procession des peuples venant offrir à leur maître le roi de Perse, « fils de la pluie d'or », les produits de la vaste Asie, depuis la mer Egée jusqu'à Samarcande. En arrière, les appartements royaux et les magasins, non moins majestueux, avec le « hall des cent colonnes » en bois, de 9 mètres de hauteur, salle carrée de 75 mètres de côté environ. Persépolis et sa voisine Pasargades sont bien définies par Strabon : trésoreries fortifiées, mémoriaux des souverains.

Le deuxième argument fait penser que tous n'étaient pas des figurants pour spectacle d'épouvante. Ou l'on avait mis au premier rang les plus abîmés, ou Alexandre choisit de ne voir qu'eux.

A la fatigue, à l'énerverment, au ressentiment contre l'ennemi héréditaire s'ajoutait la hâte d'arriver à Persépolis avant que le trésor eût été pillé par la garnison. Le trésor, gaza en persan. L'appât du plus beau butin. C'est là qu'on raffe la mise : l'équivalent en or ou pierres précieuses de 120 000 talents d'argent – plus de 3 000 tonnes. Pasargades, à environ 70 kilomètres, fournit encore 6 000 talents, soit plus de 150 tonnes. Déjà, à Suse, 50 000 talents ont servi à battre monnaie. Diodore de Sicile précise : 40 000 flans d'or et d'argent non mon-

nayés, 9 000 d'or frappés à l'effigie du roi de Perse. De surcroît, la ville est riche. Cupidité et colère mêlées prennent le conquérant : une subite colère contre le vaincu donne à l'exercice de la cupidité sa justification. A Persépolis, les frais généraux de l'expédition payés, l'heure des sinistres gâteries est venue, avec les douceurs de l'hivernage. Pour la troupe, la liberté dont elle a été privée à Babylone et à Suse : piller, violer, tuer à satiété. Il y a trop de prisonniers : sur l'ordre d'Alexandre, on en fait un massacre général. Tamerlan donnera le même ordre, en Inde, dans un contexte analogue. Le séjour des Macédoniens commence dans le sang et s'achève dans les flammes.

L'incendie allumé au moment du départ fit aussitôt scandale. Alexandre le regretta. Il gêne les historiens antiques, Arrien le reprouve : ce n'est pas un bon exemple pour l'empereur Hadrien. Certes, l'initiative est venue d'une femme, et Alexandre l'a suivie dans un élan d'ivresse. Mais cette femme est Thaïs, non une prostituée ou une « bonne femme », quoi qu'affirme Plutarque, mais la compagne d'un général, Ptolémée, fils de Lagos, à qui elle a donné trois enfants. Rien d'une fille à soldats énervés. Son rôle résulte d'une mise en scène : la punition des Perses s'accomplit. L'événement était forcément organisé : il ne s'agit pas de brûler l'état-major du conquérant, ni que les trésors tant convoités partent en fumée. L'incendie répond peut-être aussi à un souci pratique : détruire ce qu'on n'emporte pas, les stocks d'armes dont on n'a pas besoin. Puis le courtis chevalier reparait. En juillet, il fait rendre les honneurs royaux au cadavre de Darius assassiné par le satrape Bessos. A son retour, en 324, les noces de Suse marquent un nouveau rapprochement avec les Iraniens. Lui-même épouse deux princesses, la fille aînée du roi qu'il a détrôné et la cadette du précédent. Ces fêtes ne plaisent pas à tous les « fiancés », qui flairent l'intention d'associer Macédoniens et Perses au gouvernement. Mais une union au moins fut durable, celle de Séleucos, futur maître de l'Asie, avec la princesse bactrienne Apama. Séleucos et son fils donnèrent le nom d'Apamée à plusieurs villes de leur royaume, où la population comptait sans doute nombre d'Iraniens.

Quelles ont été les conséquences du scandale de Persépolis ? Un livre de Sir Mortimer Wheeler publié en 1968 en a tracé un tableau saisissant. Alexandre a fracassé une civilisation séculaire. Il a provoqué la dissémination vers l'est des artistes et des procédés de construction employés par les Achéménides, et l'ultime reflet de Persépolis se verrait dans les palais du Pendjab et de l'Inde, à Pataliputra, à Delhi même, au pilier du Qutub. Il faut aujourd'hui rejeter ces interprétations. Les formes achéménides se sont certes diffusées vers l'est, mais étroitement associées aux influences grecques, sans exode d'artistes. Et la culture iranienne, qui ne se réduisait pas à l'art aulique, était si peu sclérosée qu'elle a survécu et prospéré à l'ouest, dans les régions sous domination macédonienne et mieux encore à leurs marges immédiates, là aussi en symbiose avec l'hellénisme.

Avant la conquête macédonienne, il existait des colonies iraniennes en Asie Mineure. Elles ont gardé leurs cultes, comme celui de la déesse des eaux Artémis-Anahita, leur morale, leur langue sacrée. Les dynastes locaux étaient à la fois iranisés et hellénisés. Après la conquête, les royaumes iraniens qui se créent ou subsistent restent fidèles à cette double tradition, dont le modèle sera donné par les rois de Commagène. Vers 40-30, Antiochos de Commagène se flatte d'une ascendance macédonienne et perse ; ses inscriptions au Nimrud Dagh expriment en un beau grec littéraire des croyances zoroastriennes pour l'essentiel. Le royaume du Pont voit naître Strabon, « le » géographe aux yeux des Anciens comme Homère était « le » poète, fier de son grand-père iranien, disert sur les cultes du feu. Les Arméniens gravent à l'iranienne des inscriptions rupestres : ce sont des vers d'Euripide.

L'exigence de justice du zoroastrisme, son aptitude à décrire les rétributions dans l'au-delà (surtout les châtiements), ont eu une large influence. Au deuxième siècle avant Jésus-Christ, les premières apocalypses, le livre de Daniel sont composés dans des communautés juives profondément iranisées. Et les premiers à venir saluer la naissance du Christ sont des prêtres zoroastriens, des « mages » dont nous avons fait des rois – promotion méritée. Les cendres de Persépolis, décidément, étaient fertiles.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- Les historiens d'Alexandre, publiés aux Belles Lettres : Diodore de Sicile, XVII, 67, 4 à 72, traduction P. Goukowsky ; Quinte-Curce, V, 3 à 7, traduction R. Bardon ; Plutarque, Alexandre, 37-38, traduction R. Flacelière et E. Chambry (ou Amyot dans « La Pléiade ») ; Histoire d'Alexandre, d'Arrien, III, 18, 10-12, traduction P. Savignac, Éditions de Minuit.
- A History of Zoroastrianism. III. Zoroastrianism under Macedonian and Roman Rule, de Mary Boyce et Franz Grenet, Leyde, Brill, 1991.
- Perse, de Roman Ghirshman, Gallimard, « L'univers des formes », 1963.
- P. Calmeyer dans L'Orient ancien, sous la direction de Barthel Hrouda et Jean Bottéro, Bordas, 1992.
- Flames over Persopolis, de Mortimer Wheeler, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968.



Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Les enfants perdus d'Alexandre »

سید بنی الامین



150

# ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 24 juillet 1992 • 3

992 7

La guerre dans l'ex-Yugoslavie

## La querelle entre M. Boutros-Ghali et le Conseil de sécurité s'envenime

La coordination des efforts de la CEE et des Nations unies pour résoudre la crise yougoslave et éviter des surprises et des malentendus a été au centre d'une rencontre, mercredi 22 juillet, entre le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, et le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, après que celui-ci ait rejeté la décision du Conseil de sécurité concernant la prise en charge par l'ONU des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. De son côté, le président serbe Slobodan Milosevic a réitéré son soutien à « la juste lutte » des Serbes de Croatie et de Bosnie.

NEW-YORK  
(Nations unies)  
correspondance

La petite guerre entre le secrétaire général et le Conseil de sécurité continue, et M. Boutros-Ghali

semble vouloir rendre publique sa querelle avec les Occidentaux en défendant la « dignité » de l'ONU. Entendant les termes de l'accord de Londres dans le cadre de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, le Conseil avait adopté une déclaration demandant à M. Boutros-Ghali un rapport dans les quarante-huit heures sur les modalités pratiques de la prise en charge par l'ONU de toutes les armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. En fait de rapport, M. Boutros-Ghali a adressé une lettre de protestation aux membres du Conseil leur reprochant d'avoir pris des décisions sans le consulter. Il a tout de même publié son rapport sur l'application de l'accord de Londres.

Dans son texte, publié mercredi, M. Boutros-Ghali rejette la décision du Conseil concernant la prise en charge par les Nations unies des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. Fondant son argumentation sur « des raisons de principe » ainsi

que des « considérations pratiques », il déclare : « Je suis amené à conclure que les conditions ne sont pas réunies pour que je recommande au Conseil la supervision par l'ONU de toutes les armes lourdes ». En ce qui concerne les considérations pratiques, M. Boutros-Ghali estime que l'application de l'accord de Londres nécessite un cessez-le-feu pendant plusieurs semaines. Il ajoute que, malgré leur engagement, « aucune des parties n'a déclaré à la FORPRONU la quantité et les emplacements de ces armes lourdes ».

« Une question de priorité »

Citant des raisons de principe, M. Boutros-Ghali parle des relations entre les organisations régionales, en l'occurrence la CEE, et l'ONU : « Selon la Charte, l'ONU peut utiliser les organisations régionales. Aucune disposition ne prévoit l'inverse ». Il rappelle que l'ONU

n'a pas participé aux négociations de Londres et estime donc : « Par principe, j'estime que les fonctionnaires de l'ONU devraient prendre part aux négociations de tous les accords susceptibles de confier un rôle aux Nations unies ». Le secrétaire général écrit par ailleurs que le rôle supplémentaire que l'on demande à la FORPRONU « dépasse purement et simplement l'actuelle capacité opérationnelle et logistique de l'ONU ».

Selon le diplomate égyptien, l'ONU consacre trop de ressources à l'ancienne Yougoslavie : « Il y a une question de priorité », dit-il, en ajoutant : « La concentration de tant d'attention et de ressources sur les problèmes yougoslaves se fera aux dépens de la capacité de l'Organisation de résoudre des conflits tout aussi cruels et tout aussi dangereux, par exemple la Somalie ». La référence à la Somalie a particulièrement irrité certains membres du Conseil, qui estiment que M. Boutros-Ghali « joue la carte africaine pour diviser le Conseil ».

La France, la Grande-Bretagne et la Belgique ont réitéré un projet de résolution réaffirmant la décision de vendredi du Conseil et demandant à M. Boutros-Ghali de « renforcer et élargir » le mandat de la force de l'ONU déjà déployée en Croatie et à Sarajevo. Le Conseil lui demande de fournir davantage d'informations sur les besoins supplémentaires de l'ONU à cette fin. Dans ce projet de résolution, le Conseil reconnaît toutefois que les conditions ne sont pas encore réunies pour que l'accord de Londres puisse être appliqué.

Même si quelques membres du Conseil ont considéré que le dernier rapport de M. Boutros-Ghali n'était que la « continuation de sa guerre contre le Conseil », ceux d'entre eux les plus vifs, à savoir les Britanniques, mais aussi les autres membres permanents, ont décidé qu'il ne fallait « surtout pas entrer en guerre avec le secrétaire général ».

AFSANE BASSIR POUR

TCHÉCOSLOVAQUIE : « accord politique » sur la partition du pays

## Les deux Etats indépendants devraient garder des liens économiques et militaires

Les premiers ministres tchéco et slovaque, MM. Vaclav Klaus et Vladimir Meciar, ont conclu, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 juillet à Bratislava, un « accord politique » sur les principes de la partition « dans la calme » du pays. Deux nouveaux Etats indépendants devraient être liés par des traités, notamment dans les domaines de la défense et de l'économie. Mais les deux hommes n'ont pu se mettre d'accord sur une monnaie commune.

PRAGUE

de notre correspondant

Le démantèlement de la fédération tchécoslovaque s'accélère. Les deux premiers ministres se sont mis d'accord pour présenter à l'assemblée fédérale une loi sur la « liquidation » de la Tchécoslovaquie, qui devrait être adoptée d'ici au 30 septembre. Ils sont également convenus de préparer dans le même temps des « traités » entre les futures Républiques indépendantes tchèque et slovaque dans quatre domaines : civique, défense, affaires étrangères, économique. Ces traités devraient donner naissance à une union douanière et de défense.

La cinquième rencontre entre M. Klaus et M. Meciar depuis les élections de juin a aussi permis de décider de la suppression des services secrets fédéraux, de plusieurs institutions fédérales et de la réorganisation des médias. La réunion marathon entre les leaders du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) et du Parti démocratique civique (ODS), « très ardent », selon M. Klaus, a prévu d'autres formules de séparation, si le Parlement fédéral rejette cette loi, qui devra être adoptée aux trois cinquièmes des voix et pourrait être bloquée dans la partie tchèque de l'assemblée.

Selon M. Klaus, il existe « quatre moyens constitutionnels et légitimes » pour mettre fin aux soixante-quatorze ans d'existence de la Tchécoslovaquie : « une loi de

l'assemblée fédérale, un accord bilatéral entre les conseils nationaux, un référendum sur l'ensemble du territoire sur le partage du pays ou un référendum dans une seule République sur sa séparation unilatérale ». En choisissant la première solution, « les deux parties veulent partager l'héritage de la Tchécoslovaquie » et « assurer à ce processus un cours tranquille et organisé », a souligné M. Meciar. Les deux hommes ont signé, jeudi matin, un accord contraignant. Ils ont assuré que la séparation ne « débouchera pas sur une situation à la yougoslave ».

Le premier traité envisagé entre les deux Républiques indépendantes doit assurer une continuité dans le domaine de la libre circulation et des droits des personnes dans l'Etat voisin. Les Tchèques ne seraient pas considérés comme des étrangers en Slovaquie et vice versa. Ce qui est un élément psychologique important pour de nombreux Tchécoslovaques, les couples mixtes et les « expatriés » dans l'autre République. Le deuxième traité, dans le domaine des affaires étrangères, prévoit que les ambassades tchécoslovaques dans les pays les plus importants, « comme les Douze », servent aux représentations des deux nouveaux pays. Le troisième document, concernant la défense, vise à ne pas « affaiblir la capacité de défense des deux pays ». Le dernier texte, économique, devrait prévoir la création d'une union douanière, d'une zone libre de commerce, de circulation du capital de la main-d'œuvre.

Aucun accord n'a cependant été trouvé sur le sort de la couronne tchécoslovaque. La question de la monnaie — unique ou non — fera l'objet de nouvelles discussions et une sorte de conseil économique et financier devra veiller à l'harmonisation des politiques économiques. Selon M. Klaus, il serait préférable que la loi sur la séparation soit adoptée d'ici au 30 septembre. Et il a laissé entendre que l'indépendance des deux Républiques pourrait prendre effet le 1<sup>er</sup> janvier 1993, avec le commencement de la nouvelle année budgétaire.

MARTIN PUCHTA

## La Serbie appuie la « juste lutte » des Serbes de Croatie et de Bosnie

déclare le président Milosevic

Le président serbe Slobodan Milosevic a réitéré, mercredi 22 juillet, son soutien à « la juste lutte » des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, au lendemain de la signature à Zagreb par les présidents croate et bosnien d'un accord de coopération, notamment militaire (le Monde du 23 juillet). En visite dans le sud de la Serbie, M. Milosevic, qui a rejeté catégoriquement toute idée de Conférence internationale pour régler le statut de la minorité albanaise du Kosovo, a souligné que la Serbie n'accepterait « aucune perte de sa souveraineté ou de parties de son territoire pour prix de la levée des sanctions ».

Le président Milosevic a, d'autre part, réaffirmé que la Serbie « soutient la juste lutte du peuple serbe pour être traité sur un pied d'égalité en Serbie et en Bosnie-Herzégovine » et indiqué qu'elle continuera à fournir « une aide humanitaire aux civils et combattants serbes ».

A Sarajevo, les relations entre les Bosniaques et l'ONU se sont considérablement dégradées, comme le montrent des incidents récents et les propos tenus par plusieurs responsables. Après que le commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour Sarajevo, le général canadien Lewis Mackenzie, eut accusé chaque camp de « tirer sur lui-même » (le

Monde du 23 juillet), le porte-parole de la FORPRONU, l'italien Mik Magnusson, a expliqué que l'ONU rencontrait « beaucoup de difficultés avec les Bosniaques » et que « les Serbes étaient plus coopératifs qu'auparavant ». Le général Mackenzie a, en outre, exprimé son amertume face à l'attitude de la population et des gendarmes qu'elle adresse aux « casques bleus » acheminant l'aide humanitaire sous les balles des tireurs embusqués.

Attaques contre la FORPRONU

De son côté, l'un des principaux conseillers du président Alija Izetbegovic, M. Kemal Muftic, répliqua depuis trois semaines : « Ce n'est pas d'aide humanitaire que nous avons besoin, mais d'une intervention militaire ou, au moins, de livraisons d'armes ». Repris par d'autres hauts responsables, ainsi que par les médias officiels et la population, M. Muftic affirme quotidiennement que l'ONU a « gâché la situation », que le secrétaire général de l'Organisation, M. Boutros Boutros-Ghali, et le président Mitterrand ont « dissuadé les Etats-Unis d'intervenir », que « l'embargo empêche les Bosniaques de se procurer des armes » et que cette situation « profite aux extrémistes serbes ».

La télévision, la radio et les journaux accusent la FORPRONU d'aider les Serbes, y compris en assurant leurs liaisons ou en transportant des armes. Lundi dernier, un détachement canadien a été arrêté en pleine ville par des policiers et des militaires qui les ont accusés de livrer de l'armement aux Serbes, leur demandant d'abandonner sur place armes et munitions et les menaçant avec des lance-roquettes anti-chars. « Les casques bleus » n'ont pu repartir que deux heures plus tard, et, bien qu'une inspection des véhicules ait démontré que les Canadiens ne transportaient que leurs propres armes, télévision et journaux ont affirmé que « des armes pour les Serbes avaient bel et bien été trouvées ». — (AFP)

Le gouvernement serbe veut restreindre le droit de manifester. Le gouvernement serbe a présenté, mercredi 22 juillet, un projet de loi visant à restreindre le droit de manifestation, rapporte l'agence Tanjug. Confronté à un nombre croissant de manifestations dénonçant la guerre dans l'ex-Yugoslavie, le gouvernement de Belgrade veut, d'après ce texte, interdire les réunions qui « visent à troubler l'ordre constitutionnel et à nuire à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de la Serbie ». — (Reuters)

RUSSIE : la liberté de la presse en question

## M. Eltsine et le gouvernement soutiennent les journalistes des « Izvestia »

Le conflit se poursuit entre le gouvernement et le Parlement de Russie à propos de l'avenir des Izvestia, quotidien du soir considéré comme un des meilleurs titres de la presse moscovite. Le ministre russe de l'Information, M. Mikhail Potzharine, a déclaré, mercredi 22 juillet, qu'il refusait de le faire enregistrer en tant que quotidien officiel du Parlement, comme ce dernier l'avait voté vendredi (le Monde daté 19-20 juillet). Le ministre a aussi annoncé que le président Eltsine « a préparé des mesures sérieuses et importantes pour répondre » à l'appropriation des Izvestia par le Parlement.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Nous ne voulons ni ne pouvons redevenir l'organe du Soviet suprême » : conjuguée sur tous les modes et tous les registres, cette profession de foi a été le leitmotiv de l'assemblée générale des journalistes des Izvestia qui s'est tenue lundi. Réitérant leurs promesses de ne pas céder aux injonctions du Parlement, qui avait décidé vendredi de se réapproprier le titre, le journal est d'ailleurs paru, lundi soir, comme si de rien n'était. Un

titre barrait la « une » : « Nous voulons bien respecter la loi mais pas la simple volonté d'un seul fauteur de loi ». Allusion directe au président du Soviet suprême, M. Rousslan Khasboulatov, bête noire des journalistes et principal instigateur de la récente décision du Parlement.

La police de M. Gaidar

Les journalistes ayant montré leur détermination, que peut faire le Parlement s'il veut faire respecter sa décision ? Sans doute la bataille va-t-elle d'abord se dérouler sur un terrain juridique, les deux parties s'estimant légalement propriétaires du journal. Le Soviet suprême, parce qu'il en était ainsi depuis plus de soixante-dix ans : Lénine n'y a-t-il pas fait publier ses deux premiers décrets, sur la paix et sur la terre ? Les journalistes, parce que, depuis le putsch d'août, ils ont pris en main leur quotidien, qu'ils ont fait enregistrer cette acquisition devant les tribunaux et qu'ils ont réussi en quelques mois à achever la transformation d'un outil de propagande en un véritable organe d'information. Le président du Parlement peut, aussi, tenter d'étouffer économiquement le quotidien, en demandant par exemple le gel de ses biens, ou, encore, peser sur la société d'édition qui imprime le quotidien.

Quant à un recours à la force

publique, il semble, pour le moment, exclu. Au cours d'un entretien téléphonique avec le rédacteur en chef des Izvestia, le premier ministre, Egor Gaidar, a mis les points sur les « i » : « L'oublier, pas, a-t-il dit, que je suis à la tête du gouvernement et que la police dépend de moi ». Le président Boris Eltsine qui monte dans l'opposition semble donc maintenant résolu à engager une épreuve de force avec le Parlement à propos de ce conflit des Izvestia.

C'est d'abord le ministère de l'Information qui dépose une plainte auprès de la Cour constitutionnelle contre la décision du Soviet suprême. C'est ensuite l'ancien conseiller de Boris Eltsine, M. Sergueï Chakral, qui se dit prêt à défendre les intérêts des Izvestia devant cette cour. Et c'est, enfin et surtout, Boris Eltsine qui monte dans l'opposition. C'est ainsi que le 18 juillet, un Parlement qui « tente de museler la presse », « il est regrettable, poursuit le président russe, que le Soviet suprême essaye de changer le statut d'indépendance des Izvestia, considéré comme un des journaux les plus respectés du pays ». Selon son porte-parole, « le président Eltsine va entreprendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre de la Constitution et de la loi sur la presse pour protéger les médias démocratiques ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

ESPAGNE : avant la ratification du traité de Maastricht

Les députés ont approuvé à l'unanimité la révision constitutionnelle MADRID

de notre correspondant

La première réforme de la Constitution espagnole de 1978 a été adoptée, mercredi 22 juillet, sans la moindre difficulté. Les trois cent trente-deux députés présents ont approuvé à l'unanimité la modification de l'article 13 qui permettra aux ressortissants de la CEE de pouvoir être élus lors de scrutins locaux, conformément aux dispositions du traité de Maastricht. La Constitution ne prévoyait jusque-là pour eux que la possibilité de voter. Le Tribunal constitutionnel, consulté par le gouvernement, avait estimé, le 1<sup>er</sup> juillet, qu'une révision constitutionnelle était nécessaire avant ratification du traité sur l'Union européenne.

Le Sénat doit encore se prononcer sur cette révision fin juillet. Le président du Parti populaire, principale formation de l'opposition, M. José Maria Aznar, a annoncé que son groupe proposera à cette occasion d'améliorer la réforme, c'est-à-dire de « délimiter de façon explicite le droit d'éligibilité des citoyens européens ». S'il n'obtient pas satisfaction, le Parti populaire votera néanmoins le projet de modification adopté par les députés.

Il ne fait donc guère de doute que cette réforme constitutionnelle sera adoptée. Quant à la ratification, elle devrait être soumise à référendum si un dixième des sénateurs ou des députés le demandait dans un délai de deux semaines. Il n'est pas totalement exclu que le Parti communiste, au sein de la coalition Izquierda Unida, use de cette possibilité, arguant du fait que les accords de Maastricht n'ont suscité aucun débat au sein de la population. M. Felipe Gonzalez a estimé pour sa part que le référendum « n'était ni nécessaire ni opportun ».

M. B.-R.

ITALIE : après l'assassinat du juge Borsellino

## Divisions au sein du parquet de Palerme

Le préfet de police de Palerme, M. Vito Plantone, a été muté d'office à Rome, mercredi 22 juillet, « avec effet immédiat », à la suite de l'assassinat, dimanche, du juge Paolo Borsellino. Les obsèques privées du juge devaient avoir lieu vendredi. L'annonce de la démission de plusieurs magistrats palermitains illustre la crise grave que traverse le parquet sicilien.

PALERME

de notre envoyé spécial

C'est un rebelle tranquille. Au soir de l'assassinat de son collègue Paolo Borsellino, le substitut du procureur, M. Vittorio Teresi, les yeux rouges par le manque de sommeil, démissionne de ses fonctions à la direction anti-Mafia du parquet de Palerme : « Nous ne sommes plus en mesure de mener l'action pénale. Que cela se sache ! » Deux de ses confrères l'imitent. La dizaine d'autres hésitent : est-il opportun de partir ? Dans les couloirs du palais de justice, on s'interroge. Le procureur de la République, M. Piero Giannone, vué sur les lieux de la tuerie, annonce qu'il reste à son poste. « C'est lui qui devrait prendre la parole », exigent une bonne partie de ses collaborateurs, qui l'accusent de « bloquer les enquêtes » contre l'organisation criminelle.

Ces polémiques illustrent les divisions profondes de ce palais réputé pour ses chasses-tras. Ces divisions viennent de loin, aiguës par les siennements de l'autorité centrale. Elles débutèrent quand le « pool anti-Mafia » fut démantelé, contre la volonté de ses membres, qui récoltaient les premiers fruits de leur combat. Son dirigeant d'alors, Giovanni Falcone, se vit, peu après, refuser le poste de chef de la section d'instruction par le Conseil supérieur de la magistrature (le Monde du 22 juillet). Le juge Falcone quitta Palerme sans oublier de consigner ses critiques précises, y compris contre le procureur

Giannone, dans son journal décourvert après sa mort.

« Sans lui, sans Borsellino, ce n'est plus possible. » Ce n'est pas la peur qui dicte le geste de M. Teresi. Entré dans la magistrature en 1979, il était en poste, toujours en Sicile, à Termini-Imerese lors de la capture du « pape », Michele Greco. Il est au fait des dossiers brûlants.

La police allemande vient de confirmer que, début juillet, Paolo Borsellino s'était rendu à Mannheim pour interroger un « super-rapémi » sur l'assassinat, près d'Agrigente, le 21 septembre 1990, du jeune magistrat Rosario Livatino. Le 22 juillet, le juge devait, toujours en Allemagne, mener l'interrogatoire d'un Milanais expert dans le langage des narcodélinquants de la filière colombienne. De là jusqu'à remonter aux assassins de son ami Falcone... Hélas, son enquête marque le pas ! Ces repentes, de plus en plus nombreuses, ne voulaient se confier qu'à ces deux magistrats. Leur enquête assurait correction, transparence et garanties. Après leur disparition, « à qui parler ? Il n'y a plus de point de référence », affirme calmement M. Teresi.

En terre sicilienne, les tribunaux se vident peu à peu. Quatre villes à forte densité mafieuse n'ont aucun magistrat. Le Conseil supérieur de la magistrature a décrété des mutations « pour trahison » ou mieux « pour incompatibilité » avec l'environnement. Pis encore : la mort du juge Borsellino était annoncée. Un rapport de la section spéciale de gendarmerie, le ROS, en avait informé les autorités. Sans suite. La rue où réside la mère du magistrat, où celui-ci se rendait régulièrement, demeure sans protection. Pourquoi ?

« Nous travaillons sans aucun soutien des institutions », accuse le substitut Teresi. L'Etat a délégué la responsabilité de la lutte contre la Mafia « à la seule magistrature ». Face à cette attitude de Ponce Pilate, la position est devenue intenable : « C'est l'affaire de l'Etat, de tous ! » Ce 21 juillet, les mouchards de la Mafia se répandaient dans les ruelles de Palerme. « Ici, plus aucun magistrat ne mérite de mourir ».

DANIELLE ROUARD

PASCAL ROBERT-DIARD



## AMÉRIQUES

COLOMBIE : la « disparition » du chef du cartel de Medellín

## Le président Gaviria promet à Pablo Escobar un « procès impartial » en échange de sa reddition

Les autorités colombiennes recherchaient toujours, jeudi 23 juillet, le chef du cartel de Medellín, M. Pablo Escobar, qui a échappé aux forces de sécurité, avec neuf autres trafiquants de drogue, lors de son transfert de sa prison d'Envigado vers un établissement militaire plus sûr. Le parain de la drogue reste introuvable après une prise d'otages ratée et une violente fusillade.

Le président colombien, M. Cesar Gaviria a expliqué, dans la soirée de mercredi qu'il espérait que Pablo Escobar se trouvait encore caché quelque part dans l'enceinte de la prison et pourrait être repris. Le président a ajouté que l'armée n'avait

pu découvrir de souterrain menant hors de la prison et qu'il ne s'expliquait pas comment le baron de la drogue aurait pu quitter une prison encerclée par quatre cents soldats. Le chef de l'Etat a indiqué qu'il reportait son voyage à Madrid « pour faire face au défi lancé contre l'Etat et l'ensemble de la société » par Pablo Escobar. Il a également lancé un appel au narcotraffiquant, lui offrant la vie sauve « en un procès impartial s'il se rendait volontairement ».

Répondant à une question, lors d'une conférence de presse, le président Gaviria a, à nouveau, estimé que les trafiquants de drogue devaient être jugés en Colombie, et non extradés vers les Etats-Unis. En juin 1991, M. Escobar avait accepté de se rendre après avoir reçu la garantie qu'il ne serait pas extradé. Il était, depuis, gardé

dans la prison d'Envigado, qualifiée de « prison de luxe », d'où il continuait à diriger son organisation, comme l'admet un communiqué publié mercredi par la présidence.

Selon le président du Congrès, M. Joe Blackburn, le chef du cartel de Medellín avait acheté la complicité de tous ses gardiens, et avait fait venir certains de ses hommes dans l'enceinte de la prison, où il les avait jugés et condamnés à mort. Son transfert vers une prison militaire aurait été destiné à mettre un terme à ces pratiques. En outre, des travaux de réfection de la prison d'Envigado ne permettraient plus d'assurer une parfaite sécurité.

C'est mardi soir que Pablo Escobar et ses complices ont pris en otage un membre du gouvernement et trois hauts fonctionnaires - le vice-ministre de la justice,

M. Eduardo Mendoza, le directeur général des prisons, le colonel Hernando Naves, et deux magistrats - venus superviser l'opération de transfert.

Les trafiquants se sont ensuite retranchés avec des armes prises à des gardes dans un tunnel qui fait partie des installations de la prison et qui était destiné à donner refuge au trafic de drogue en cas d'attaque en force contre le pénitencier, précisa par la suite le porte-parole du ministère de la justice à Bogotá. Escobar a alors fait parvenir un communiqué et plusieurs messages enregistrés sur cassettes à des radios locales : « Je préfère mourir, je ne me rends pas, je n'accepte pas d'être transféré dans une autre prison. »

Les quatre fonctionnaires ont finalement été libérés mercredi matin par des forces spéciales de l'armée. Leur libération

s'est déroulée au milieu d'une « impressionnante fusillade », a déclaré M. Mendoza en relatant l'opération au cours d'une conférence de presse après son retour à Bogotá. Trouvant le vice-ministre étendu sur le sol, un sergent des forces spéciales l'a protégé avec son corps avant de lui ordonner de ramper avec lui. « Il m'a sorti à quatre pattes au milieu d'une pluie de balles ».

Le vice-ministre n'a pas donné d'indications sur les éventuelles victimes de la fusillade. Il y aurait eu deux morts, selon diverses radios locales. D'autres radios ont fait état de six morts, tous des gardiens de la prison. Cinq complices d'Escobar ont été repris sur les quatorze qui l'accompagnaient dans sa fuite. (AFP, Reuters, AP.)

## Une prison en or

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Depuis sa reddition négociée le 19 juin 1991, M. Pablo Escobar menait une existence paisible dans sa prison de haute sécurité, au sommet d'une colline avec vue imprenable sur son fief d'Envigado. Vaste cellule, bureau-bibliothèque, salle de bains, tapis, tableaux, terrain de football et de volley. Il recevait des visites à peu près sans contrôle, même de nuit, de son entourage, de ses onze avocats et de truands pourtant recherchés par la justice.

Le trafic de la drogue a continué en dépit de l'incarcération de Pablo Escobar, qui avait mis une sourdine à l'offensive sanglante du narcoterrorisme. Il n'en demeure pas moins qu'en moyenne quinze meurtres par jour ont été commis à Medellín depuis le début de 1992.

La non-extradition de Pablo Escobar a été obtenue par le chantage et la pression de l'argent. Le gouvernement n'a pas touché à la fortune du trafiquant, avait déclaré M. Enrique Parajo, ancien ambassadeur, lui-même victime d'un attentat de la mafia et récemment élu au conseil municipal de Bogotá. On peut penser que le plupart des meurtres par jour ont été commis à Medellín depuis le début de 1992.

C'est aussi ce que disaient les avocats de Pablo Escobar. Leur client faisait face à vingt-neuf chefs d'accusation, dont trafic de stupéfiants, attentats, assassinats, enlèvements. Trois dossiers seulement avaient été abordés en un an. Parmi les pays invités à collaborer avec la justice colombienne, trois, dont les Etats-Unis et la France, avaient répondu.

Escobar n'avait avoué qu'un seul délit : l'envoi en France, via la Guadeloupe, d'un chargement de 400 kilos de cocaïne, et seulement comme « intermédiaire ». Pour bénéficier de la non-extradition adoptée en 1991 par l'Assemblée constituante, il rejetait en bloc tout le reste, l'assassinat de Luis-Carlos Galán, candidat libéral à la présidence, du dirigeant de gauche Bernardo Jaramillo, de plusieurs colonels de la police, du procureur Carlos Mauro ou du directeur du journal *El Espectador*, Guillermo Cano.

On croyait la prison-bunker de Pablo Escobar inviolable. Des spécialistes avaient néanmoins récemment renforcé les grilles électriques, les fossés, les champs de mines, les systèmes vidéo ; les patrouilles militaires avaient même été doublées, juste avant que le gouvernement ne décide, mardi 21 juillet, le transfert du numéro un du cartel et de quatorze de ses codétenus dans une caserne de l'armée.

M. N.

## Une nation à la dérive

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Sous le choc de l'évasion de Pablo Escobar, les Colombiens égrènent le catalogue de leurs illusions perdues : la paix avec la guérilla plus éloignée que jamais ; la violence et la délinquance en hausse ; le trafic de drogue en expansion ; la moralisation et la modernisation de la vie politique, annoncées dans la nouvelle Constitution de 1991, au oubliettes.

Rien au fond n'a vraiment changé, constate avec amertume l'écrivain et éditeur Plinio Mendoza. « La situation est désastreuse », ajoute un ancien ministre de la justice. Le Parti libéral au pouvoir a perdu toute crédibilité, tout sens de l'État. La Colombie est un navire à la dérive.

En juillet 1991, après la reddition de Pablo Escobar, la popularité de M. Gaviria était au zénith. Un an après, le chef de l'Etat - contraint d'annuler sa participation au sommet latino-américain de Madrid - est conspué à Cali et à Barranquilla. A Medellín, des tracts demandant sa démission. En encourageant, l'an passé, les tentatives de rénovation de l'Assemblée constituante, M. Gaviria s'était appuyé sur les nouveaux courants politiques, les conservateurs, partisans de l'ouverture, de M. Gomez Hurtado, et l'Alliance

démocratique M 19 de centre-gauche, issue de la guérilla.

Il fait maintenant la cour aux cécies, flatte les parlementaires, a légalisé leurs privilèges en échange d'une réforme fiscale, car l'Etat a besoin d'argent. La « révolution sociale » qu'il a proposée, lundi 21 juillet (vaste programme de dépenses publiques pour améliorer la santé, l'éducation et le logement des pauvres) n'a guère convaincu. Même le directeur de la rédaction du journal (lié au Parti libéral) *El Tiempo*, parle de « pagaille ».

Pendant une semaine, le pays a été isolé du monde par une grève totale des télécommunications, dont les employés s'opposent à la privatisation. Depuis trois mois, les Colombiens s'éclairaient à la bougie ; l'électricité est coupée de six à huit heures chaque jour. Ces restrictions doivent durer au moins jusqu'à la fin de l'année. L'eau doit être également rationnée.

« Economisons l'énergie », recommandent des banderoles en travers des avenues de la capitale. Les restrictions d'électricité coûtent officiellement 3 milliards de dollars à la nation. La production industrielle a chuté de 6 % et le tourisme de 40 %. La crise de l'agriculture, selon le ministre, est « la plus grave depuis un quart de siècle ». A la sécheresse s'ajoute l'insécurité dans les campagnes (guérilla et banditisme) et la chute des cours mondiaux.

Le café est au plus bas et deux millions de petits producteurs sont menacés. Seule la construction connaît un boom, favorisé par le retour au pays de capitaux plus ou

moins « sales », qui profitent d'une loi d'amnistie fiscale. Officiellement, 1,6 milliard de dollars ont bénéficié de cette mesure. On estime que 20 milliards sont encore réfugiés dans des banques américaines ou européennes. C'est plus que le total de la dette extérieure de la Colombie.

Des juges « sans visage »

La corruption reste à l'ordre du jour. Le général Medina Sanchez, ancien directeur de la police, est en prison pour « enrichissement illicite ». L'ex-maire de Bogotá, M. Caicedo Ferrer, provisoirement élargi, a été incarcéré pour le même motif. « La première source de corruption, c'est le budget de l'Etat », affirme un haut magistrat.

En dépit des saisies de cocaïne, en hausse, « le trafic de drogue est très actif », reconnaît le général Pardo, commandant la quatrième brigade de Medellín. Il est bien placé pour en juger : la police a démantelé récemment un laboratoire situé au nord de la ville. « La capacité de production de coca du pays est passée de 300 000 à 350 000 tonnes », affirme un enquêteur du CINEP (Centre de recherche dirigé par des jésuites).

« Treize départements sont maintenant affectés par l'extension des champs de pavot » (matière première de l'héroïne). Caux plantés en 1991 dans les montagnes du Cauca et de Valle n'ont pas trop souffert, dit-on, des opérations de saupoudrage de pesticides, réalisées sporadiquement par des unités de la police. Le trafic de l'héroïne est contrôlé par la nou-

velle vague du cartel de Cali, ville interdite, comme Medellín, aux ressortissants américains par leur ambassade.

Une avionnette chargée de 500 kilos de cocaïne au Pérou a été capturée par hasard en juin sur une piste isolée des Llanos (les grandes plaines de l'est). Les documents de bord étaient de complaisance. « Une prise pour cinquante autres qui échappent à tout contrôle », commente un expert de la Drug Enforcement Agency (DEA), agence américaine de lutte contre le trafic de drogue.

Le gouvernement Gaviria s'était récemment félicité - un peu trop tôt - de la « victoire de la légalité » et du « renforcement de la justice ». Des juges théoriquement anonymes ont été désignés pour instruire les procès de trafiquants arrêtés mais le secret ne semble pas total. Les familles de plusieurs juges « sans visage » viennent d'être menacées de représailles.

Le Parlement, élu en octobre 1991, ressemble comme un frère à celui qui avait été dissous par le Constituant. Absentéisme, clientélisme, privilèges et fonds secrets, arrangements de couloir, népotisme : peu de parlementaires échappent aux sarcasmes de l'opinion. La relève de M. Gaviria est, de toute façon, assurée. Deux personnalités du Parti libéral, six des différentes fractions du conservatisme et le chef du M 19, M. Navarro, sont déjà sur les rangs pour une élection présidentielle qui n'aura lieu qu'en 1994.

MARCEL NIEDERGANG

## La visite à Paris du président du Mexique

## « Il y a encore beaucoup à faire pour démocratiser le pays »

nous déclare M. Carlos Salinas de Gortari

Sur le chemin de Madrid, où se tient, jeudi 23 et vendredi 24 juillet, le deuxième sommet ibéro-américain, le président du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, a fait une halte de vingt-quatre heures à Paris, où il a rencontré mercredi MM. François Mitterrand et Roland Dumas, ainsi que de nombreux chefs d'entreprise. A l'occasion de cette visite officielle - sa première en France en tant que président, exception faite de sa participation aux cérémonies du bicentenaire de la Révolution en 1989 - M. Salinas nous a accordé un entretien, dans lequel il a notamment affirmé sa volonté de poursuivre la démocratisation de son pays.

Le président Salinas de Gortari - frère moustachu à l'œil vif et rusé - va vite. Et les bouleversements qu'il a imposés aux Mexicains depuis que ces derniers l'ont élu de justesse en 1988 se sont accélérés ces derniers temps. Réorganisation budgétaire et financière ; privatisations massives ; modifications des formes de la propriété de la terre qui ont bousculé l'héritage de la révolution de 1910 ; reconnaissance officielle de l'église catholique.

Il est cependant un domaine - celui de la démocratisation de la vie politique - où le rythme est plus lent, quoiqu'on ne puisse plus tout à fait dire que le Mexique vit sous un régime de parti unique. Au pouvoir

depuis 1919 à Mexico, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) accaparait aussi, en truant systématiquement les élections, les postes de gouverneur des trente et un Etats du pays. Un premier Etat, la Basse-Californie, est passé en 1989 aux mains du Parti d'action nationale (PAN, opposition de droite), qui vient d'obtenir un autre succès, le 12 juillet, dans celui de Chihuahua.

Ce même jour se déroulaient dans le Michoacan, bastion du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche), des élections beaucoup plus contestées, où les observateurs ont relevé « plus de cinq cents irrégularités ». M. Salinas a félicité le candidat de son parti « pour son triomphe électoral », dans un communiqué officiel publié alors que seulement 20 % des bulletins de vote avaient été dépouillés. Mais, explique-t-il, « les sondages effectués par des instituts privés dans un certain nombre de bureaux de vote, où le scrutin était clos, lui donnaient l'avantage ». D'après les résultats officiels publiés depuis, le PRI l'a emporté avec 55 % des voix. Le PAN a, quant à lui, obtenu l'an passé l'annulation de deux élections dans les Etats de Guanajuato et de San Luis Potosí, où le PRI avait été proclamé vainqueur.

« Il y a encore beaucoup à faire dans le processus de démocratisation », reconnaît M. Salinas, mais nous sommes fermement décidés à poursuivre nos efforts pour améliorer le recensement électoral et pour nous doter d'autorités adéquates dans la surveillance des élections. » Répondant aux critiques sur le versement de fonds de son parti avant chaque scrutin, le président estime qu'il

« conviendrait de plafonner les dépenses électorales » et qu'il « serait bon que les citoyens sachent clairement ce que tous les partis ont dépensé ». Des réformes vont être proposées dans ce sens. « Par ailleurs, pour construire la démocratie, il faut de meilleurs partis », ajoute-t-il, en constatant une désaffection des citoyens à leur égard. « Le PRI a entamé une profonde réforme et l'opposition na doit faire davantage d'efforts pour lutter contre ce phénomène « inquiétant », commun à beaucoup de pays.

La victoire du PAN au Chihuahua, interprétée par le *New York Times* comme le signe que le PRI « a enfin appris à admettre ses défaites », est intervenue - opportunément, disent les mauvaises langues - à la veille d'une rencontre entre les présidents George Bush et Salinas, qui ont lancé la « phase finale » des négociations sur le traité de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Confiant qu'un accord de principe pourra être annoncé « dans les prochaines semaines », le chef de l'Etat mexicain reconnaît que les discussions restent ardues sur les derniers points. M. Salinas a notamment évoqué la délicate question des règles d'origine des produits, ainsi que les périodes de transition à prévoir pour certains secteurs comme « l'automobile, le textile et l'agriculture ». Ces périodes pourront être de « cinq, dix ou même quinze années ».

Le principe de l'entrée des intérêts nord-américains dans le capital des banques et des assurances est acquis depuis peu, mais les pourparlers se poursuivent sur les plafonds à autoriser. « Il y aura donc le traité une



clause explicite qui réservera aux Mexicains le contrôle du système financier du pays », a précisé M. Salinas. De même, « la propriété, le contrôle des réserves pétrolières et le raffinage du brut » resteront exclusivement mexicains, conformément à la Constitution.

« Sur ces points, j'ai clairement dit non aux Américains, en dépit de leur insistance », a-t-il assuré. Dans la pétrochimie secondaire, les investisseurs étrangers, dont la participation était autrefois limitée à 40 % du capital, sont depuis peu autorisés à prendre le contrôle total des entreprises.

M. Salinas se dit déterminé à veiller à ce que les entreprises nord-américaines ne profitent pas de l'ouver-

ture des frontières pour tourner, à l'avenir, les réglementations de leur propre pays, en matière de protection de l'environnement : « Dans l'agglomération de Mexico, où vivent quinze millions de personnes - presque autant qu'en Amérique centrale - nous dépensons plus de 4,5 milliards de dollars pour améliorer la qualité de l'air. Dans la zone frontalière, c'est plus de 400 millions. »

Lancé en 1982 par son prédécesseur, M. Miguel de la Madrid, le programme de privatisations (banques, compagnies aériennes, téléphone, mines et sidérurgie) « est pratiquement terminé ». Seuls « quelques ports, aéroports et services ferroviaires » seront dénationalisés. « De plus, nous commencerons, la semaine prochaine, à mettre sur le marché international une partie de notre réseau autoroutier, qui couvre au total 2 500 kilomètres. Parallèlement, un programme de construction, avec le secteur privé, d'un nouveau réseau de 5 000 kilomètres en cinq ans a été lancé », a ajouté le président.

A coups de progrès vers le néolibéralisme, le Mexique est-il finalement en voie d'adopter, sur le plan économique au moins, un « modèle » américain autrefois si décrié ? « Le néo-libéralisme comporte le risque d'aggraver les inégalités. Je suis convaincu qu'une politique économique de ce type ne peut pas réussir, si elle n'est pas accompagnée d'importants programmes sociaux. Nos dépenses dans ce domaine ont augmenté de 70 % depuis 1989. Nous les avons financées, non pas en imprimant le papier monnaie, mais en épargnant sur le service de la dette : les quelque 20 milliards de dollars que nous avons tirés des privatisations ont

servi à réduire notre dette intérieure », a dit M. Salinas.

Son gouvernement a montré qu'il n'était pas prêt à sacrifier la souveraineté nationale, toujours aussi ardemment défendue, sur l'autel d'un rapprochement économique. Le récent arrêt de la Cour suprême américaine (le *Monde* du 17 juin), qui a légalisé le rapt au Mexique, en 1990, d'un médecin accusé de complicité dans l'assassinat d'un agent de la DEA (organisme américain chargé de la lutte contre le trafic de drogue) a été considéré comme un « monstruosité ». Bien que le président Bush l'ait assuré, par écrit, que son administration « s'engageait à ne pas persister dans ce type d'actions », M. Salinas a jugé plus prudent de limiter les prérogatives des agents de la DEA au Mexique, de menacer de condamnation pour « haute trahison » les Mexicains qui se rendraient complices de tels enlèvements et de demander la renégociation du traité d'extradition bilatéral.

Ces limites étant fixées, le président mexicain attend du traité de libre-échange tripartite plusieurs effets secondaires : « Nous espérons qu'il fera l'effet d'un électrochoc auprès des investisseurs étrangers. » Les capitaux allemands, britanniques et japonais ont commencé à affluer dans le pays dès que ce dernier a entrepris, il y a vingt-sept mois, des pourparlers avec Washington et Ottawa, mais l'Hexagone n'a guère réagi jusqu'à présent, au grand regret des autorités mexicaines. « Arriver aujourd'hui au Mexique, c'est arriver à temps », a dit M. Salinas aux patrons français.

MARTINE JACOT et GUY HERZLICH

1501 600 1000



سكنا مع الالعين

## AMÉRIQUES

### Variations latino-américaines

#### IV. - Les feux mal éteints de la guérilla

Nous poursuivons la publication de notre enquête sur l'Amérique latine par l'analyse de la situation en Colombie, au Guatemala et au Pérou, les trois principaux pays où des mouvements de guérilla poursuivent leur lutte armée. Nous publions demain le volet annoncé sur l'Eglise en perte de vitesse. Les trois premiers volets de cette série ont été successivement consacrés à l'évolution des relations entre Washington et les pays latino-américains (*le Monde* du 21 juillet), à l'avenir de la démocratie sur le continent (*le Monde* du 22 juillet) et à la haute bourgeoisie (*le Monde* du 23 juillet).

##### SAN-JOSÉ-DEL-GUAVIARE (COLOMBIE)

de notre envoyé spécial

Les soldats, maigres et bruns, du bataillon colombien de parachutistes Joaquim-Paris étendent leurs carcasses fatiguées dans l'aube tropicale. Café, riz, haricots noirs, mijotent sous l'abri de fortune du poste. Dans un coin, un amoncellement de boîtes sales et trouées. La jungle commence à 300 mètres avec la forêt. Armées de fusils d'assaut israéliens, les sentinelles de la nuit sont encore embusquées dans les hautes herbes. Des éléments des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, pro-communistes) rôdent dans les parages.

Une patrouille, en file indienne, rentre en traînant les pieds. Elle a perdu deux hommes, et le lieutenant qui la commande, le torse bariolé d'une cartouche et d'une mitrailleuse, a la mine d'un collégien en faute. Il a plu toute la nuit. Le chantier, en contrebas de la future caserne, est inondé. L'hélicoptère, désert, est à 1 kilomètre.

L'air de méchante humeur, le colonel Nino pique consciencieusement des punaises noires et rouges sur une carte des zones (immense plaine entre le corridor oriental et la frontière vénézuélienne) : les nouvelles positions supposées des insurgés. « En cas de coup dur, dit-il, nous faisons appel aux hélicoptères des brigades mobiles de Villavieja. » Il a une moue ironique : « 400 000 kilomètres carrés de savane et de forêt à surveiller pour huit bataillons et quelques brigades mobiles, c'est un peu juste... »

##### Un cocktail explosif

Le Guaviare, comme le Meta, l'Amacá, la Vaupes et la Vichada, est une terre de colonisation, de guérilla et de trafic de drogue, un cocktail explosif d'aventuriers et de migrants. San-José, Miraflores, Calamar, Trinidad : autant de bourgades où « Far West » sur les bords, ayant attiré chercheurs d'or, ténaciers pour les plantations de coca, colons, paysans fuyant les hautes terres. La guérilla est à l'aise dans ces vastes espaces. Elle administre, rend la justice, prélève les impôts, enlève de gré ou de force les adolescents. L'autorité de l'Etat ? Dans certains chefs-lieux et encore... Ce qu'un responsable local, la bouteille de rhum à la main, traduit à sa manière : « Ici, c'est la zone rouge. La sécurité n'existe pas. Le boom de la coca a ralenti. Beaucoup, maintenant, retournent vers les cordillères, les terres froides du Tolima et du Cauca où les champs de pavot poussent comme des champignons. L'héroïne est le nouveau mirage. »

Le sang a coulé et continue de couler dans les Llanos. A San José, trois maires, membres de l'Union patriotique (proche du PC), ont été successivement assassinés. Sous les palmiers poussiéreux de la place, des hommes en chemise blanche, visage fermé, racontent avec réticence les descentes de paramilitaires dans le bar voisin, les représailles de la guérilla, l'engrenage sans fin des règlements de comptes. Qui sympathise, qui est contre les FARC ? Le maire a un regard évasif. L'évêque, d'origine basque, a la réputation de pouvoir établir le « contact » avec les insurgés. Il nie à peine. « Le premier barrage, dit-il, n'est qu'à 10 kilomètres. »

Une jeep du bataillon passe au ralenti. Les soldats ont le doigt sur la gâchette. A l'embarcadere, un policier maussade contemple le flot puissant du Rio Guaviare, l'une des voies d'accès des produits chimiques importés par les trafiquants de cocaïne et d'héroïne. Le fleuve est, lui aussi, soumis à la vigilance des rebelles. Il y a trois jours, un

sous-lieutenant de la marine a été tué par un tireur embusqué sur la rive. En amont, au-delà des chars, on atteint la sierra de Macarena, fief solide et traditionnel des FARC.

San-José est un microcosme. L'une parmi les innombrables bourgades isolées de Colombie, entre guerre et paix dans le Valle, l'Antioquia, le Cordoba, le Santander. Cela dure depuis quatre décennies. Comment les vents de l'Histoire pourraient-ils arriver jusqu'ici ? La chute du communisme, à l'Est, s'est déroulée sur une autre planète. La guérilla multiforme de Colombie est la plus ancienne de toute l'Amérique latine. Elle ne semble pas près de baisser les bras. Une longue tradition d'abord. Le plus espagnol des pays d'Amérique

l'équilibre militaire sur le terrain et à réclamer une reddition ainsi qu'une épurée des forces armées et de la police. A l'argument du gouvernement selon lequel « la guérilla n'a plus de justification idéologique et ne peut plus compter sur un soutien extérieur, pays de l'Est ou Cuba », ils répondent que l'aggravation de la crise sociale est un ferment de réformes latentes et justifie encore le recours à la lutte armée.

Lassitude de la population ? Sans doute. Dans le Santander, le village d'El Carmen était étroitement contrôlé depuis vingt-cinq ans par l'ELN. Les paysans, fatigués des exécutions et du recrutement forcé des jeunes, se sont révoltés. Ils le paient cher. L'ELN a truffé les champs cultivés d'El Carmen de

à tuer, a fait monter d'un cran la peur latente dans les quartiers résidentiels. « La nuit, la police s'enferme dans ses commissariats, le terrorisme a les mains libres pour agir », écrit la revue *Caretas*, dont les collaborateurs sont quotidiennement menacés d'attentat.

Le Sentier lumineux n'a pas, malgré quelques revers cuisants face aux milices paysannes d'auto-défense contrôlées par l'armée (les *rondas*), abandonné ses fiefs de la sierra. Il maintient sa pression dans la vallée tropicale du Hualaga (zone de production extensive de la coca) et ses liens avec les trafiquants. Il a découragé les coopérateurs étrangers, isolés dans les villages de la montagne. D'importantes sociétés comme la Bayer allemande ont décidé de cesser leurs activités.

Il prétend avoir atteint la phase d'équilibre stratégique, et ses propagandistes affirment que les *bidonvilles*, ceintures de misère, seront le théâtre de batailles décisives. Langue de bois et prédictions apocalyptiques sont suffisamment à l'honneur dans ce mouvement pour que l'on conserve un doute raisonnable. Il marque souvent des points par simple intimidation.

Rien n'est jamais certain avec un mouvement hermétique qui ne revendique pas toujours ses actions. Le coup de force de M. Fujimori apporte de l'eau à son moulin en accélérant la polarisation de la société et en lui permettant peut-être de recruter dans des secteurs de gauche jusqu'alors hostiles ou réservés.

Au Pérou, comme en Colombie, il n'y a pas de cloison étanche entre les guérillas actives et des courants de gauche ou d'extrême gauche divisés et animés. Le ironie est commune. José-Carlos Mariategui (1894-1930), journaliste, écrivain, fondateur du premier Parti socialiste péruvien (d'où sont sorties toutes les formations d'extrême gauche, y compris le PC orthodoxe), affirmait que le « problème national était celui de l'exploitation des masses indiennes ».

##### « Hors du pouvoir tout est illusion »

L'APRA (Alliance populaire pour la révolution américaine social-démocrate) se réveille aussi, à l'occasion de Mariategui, qui prophétisait des lendemains qui chantent « sur des sentiers lumineux ». L'ancien président Alan García, alors au pouvoir, avait lui-même publiquement son admiration pour le « mysticisme » et l'abnégation des militants du Sentier. Dans les premières années, le mouvement suscitait la sympathie, voire la collaboration de nombreux intellectuels. Ses exécutés sanglants et son sectarisme les ont éloignés. Mais la gauche péruvienne, violemment anti-américaine, déboussolée par l'effondrement du communisme, refuse parfois la réalité. Elle continue volontiers d'idéaliser un passé indien et inca (supposé parfait) et a tenté de justifier l'action armée par la nécessité de tempérer la misère séculaire des hommes de la sierra et aujourd'hui des miséreux des villes.

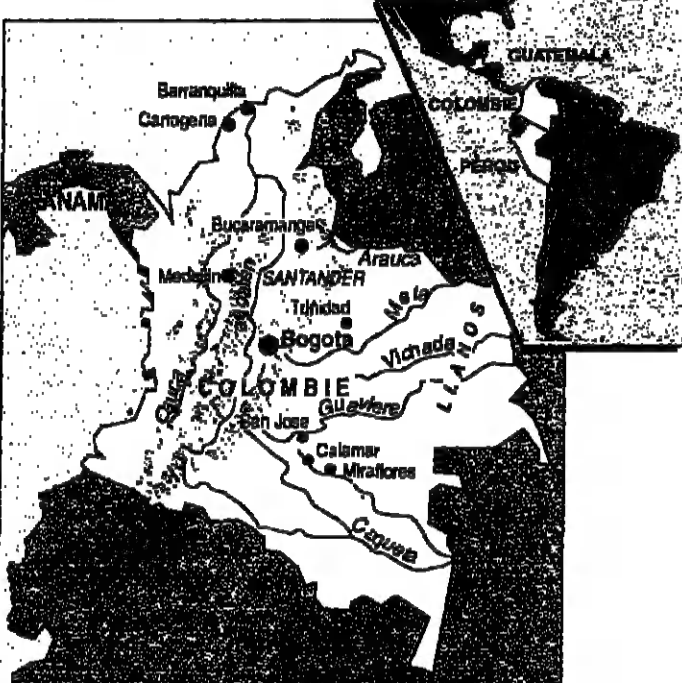
Ces liens subtils et la puissance du courant anti-américain expliquent en partie le succès de la guérilla. « Hors du pouvoir, tout est illusion », proclame le Sentier. Certains secteurs de gauche, pourtant, continuent à dialoguer avec des insurgés qui le refusent et qui s'inspirent d'une vision quasi religieuse et ultra-orthodoxe d'un marxisme-léninisme rejeté partout ailleurs dans le monde. La révolution culturelle chinoise était terminée lorsque Abimael Guzman, leader de l'organisation, déclencha un conflit qui a déjà fait au moins 25 000 morts. Imperturbable, il a repris le flambeau, champion autoproclamé de la « seule véritable révolution communiste mondiale ».

Il y a deux ans, un ouvrage de politique fiction, *Attila*, avait suscité un intérêt amusé à Lima. Le sujet : un coup d'Etat avait lieu au Pérou en 1992. Le Sentier était écroulé au prix de 600 000 morts et une dictature s'installait pour longtemps. La réalité est peut-être sur le point de rejoindre la fiction.

MARCEL NIEDERGAANG

Prochain article :

Une Eglise en perte de vitesse  
par Jean-Michel Caroit  
Bertrand de La Grange  
et Denis Hautin-Guilraut



du Sud est aussi celui des curés-guérilleros et des *bandoleros* de grande chemin. La guerre de mille jours, à la fin du dix-neuvième siècle, a fait 100 000 morts. Celle de la « violence », de 1948 à 1953, guerre civile d'une cruauté exceptionnelle entre libéraux et conservateurs, 300 000 victimes. Demi-siècles et chefs de guerre ont pris des habitudes. Mariategui, numéro un militaire des FARC, bat la campagne depuis quarante ans. Toujours poursuivi, jamais pris.


Le M-19 et l'EPL (Armée populaire de libération, pro-chinoise) ont certes accepté, en 1990, de déposer les armes et de se plier à la législation offerte par le gouvernement. Leur chef se sont plus ou moins intégrés. Dans leurs troupes, beaucoup, d'ailleurs, sont retournés aux maquis ou ont basculé dans la délinquance.

##### « Avec un fusil, on peut encore faire la loi »

Pourquoi cette persistance des guérillas ? « Ils ne sont pas vraiment intéressés à la paix », dit le général Bedoya, commandant de la deuxième division à Bucaramanga. Avec un fusil on peut encore faire la loi... « Ils persistent par inertie et par appât du jeu, estime de son côté M. Gilbert Etcheverry, responsable au gouvernement de la réintégration sociale des ex-guérilleros. Les chefs historiques ont la saison terminée. Ils ne peuvent plus évoluer. Ils n'ont d'ailleurs pas de projets politiques et l'ont fait savoir aux négociations de Caracas et du Mexique. » M. Etcheverry déplore des cartes de Colombie, hachurées de gris, de rouge, de vert : les zones d'implantation de la guérilla, les régions où elle est légalisée depuis quatre ans et enfin, les secteurs d'action du gouvernement. Il ne reste guère de tache blanche dans ce pays. L'ELN (Armée de libération nationale, le mouvement colombien de guérilla le plus dogmatique, de tendance castriste) « est devenue la première entreprise nationale, la plus riche, avec les dizaines de millions de dollars des extorsions et des impôts révolutionnaires », dit encore M. Etcheverry.

Les dirigeants de l'insurrection active font, bien sûr, une autre analyse. Ils estiment d'abord que leur situation est meilleure en 1992 (crise des institutions, crise économique, montée de la grogne populaire) qu'en 1991 (ouverture politique et Constitution). Ils spéculent donc sur les difficultés et le discrédit du gouvernement Gaviria et de la classe politique. La solution salvadorienne - ni vainqueurs ni vaincus - les incite à rechercher

JEAN-MARIE PELT



JEAN-MARIE PELT

Au fond de mon jardin

330 p. 120 F

Une somme écrite en totale liberté où humour et fantaisie accompagnent, en contrepoint, les questions essentielles de tous les temps, plus cruciales aujourd'hui.

Odile Le Bihan, *Le Republicain lorrain*

Prendre le parti de la nature ne signifie pas un retour à des valeurs surannées.

Cela correspond, au contraire, à l'heure qu'il est, à une position d'avant-garde.

Alfred Eibel, *Le Quotidien de Paris*

FAYARD



## AFRIQUE

ALGERIE : dans sa première intervention télévisée

## Le premier ministre appelle les Algériens à une « nécessaire » austérité

Trois jours après la formation de son gouvernement, le premier ministre, M. Belaid Abdesslam, a exposé, mercredi 22 juillet, au cours d'une déclaration télévisée, les grandes lignes de son action future. Annonçant à ses concitoyens « rigueur » et « abnégation », il a affirmé son intention de mener une « lutte implacable contre toutes les formes de corruption », tout en soulignant la nécessité de « restaurer l'autorité de l'Etat » compromise sous le régime du président Chadli.

ALGER

de notre correspondant

Il y a eu la période du « regret Houari Boumediène » et celle du « regret Mohamed Boudiaf ». Entre les deux : la parenthèse Chadli, durant laquelle « l'Algérie a été frustrée de son avenir [et] l'Etat livré au jeu des intérêts personnels, dévoyé de ses missions essentielles et en fin de compte, dévoyé ». Pour sa première intervention télévisée depuis sa nomination au poste de premier ministre, M. Belaid Abdesslam, n'a pas mâché ses mots, dressant un bilan sévère du régime Chadli, promettant une lutte

implacable contre la corruption et avertissant les Algériens que l'austérité était à nouveau à l'ordre du jour. Le programme du premier ministre, qui devait être présenté mercredi au Haut Comité d'Etat, n'a été exposé qu'en pointillé. Seuls ses principes ont été dévoilés. Selon M. Abdesslam, la condition sine qua non d'une solution à la crise réside dans une plus grande rigueur, couplée à une lutte implacable contre toutes les formes de corruption. Aux dires des milieux économiques algériens, le premier ministre aurait d'ailleurs évoqué son intention de mener prioritairement une lutte résolue contre le « trabendo » (l'économie parallèle) en renforçant sensiblement les moyens et les effectifs des services douaniers.

Bâtir une économie efficiente

Traditionnellement considéré, à cause de ses anciennes fonctions de ministre de l'Industrie sous la présidence de Houari Boumediène, comme un partisan du socialisme, M. Abdesslam a aussi voulu montrer qu'il savait tenir compte des réalités internationales nouvelles. « Il faudra s'atteler à bâtir une économie efficiente qui tienne compte des évolutions et des contraintes de notre temps », a-t-il précisé, en soulignant l'utilité de « l'ouverture sur le monde d'aujourd'hui » et en affirmant que l'Algérie « poursuivra

et renforcera sa coopération internationale sur des bases saines et équilibrées ». Mais, pour ce faire, il faudra compter « sur nos propres ressources ».

Bref, le premier ministre n'a pas caché que la période à venir sera rude : « L'effort que la situation actuelle impose à chaque citoyen et à chaque citoyen sera doublement ». Une claire mise en garde à l'adresse des Algériens pour que ces derniers s'apprêtent à se serrer la ceinture. C'est là toute la difficulté du nouveau premier ministre. Même s'il précise que l'austérité promise devra être « équilibrée », il lui faudra tenir compte de la résistance d'une population inquiète de la montée des prix et des licenciements qu'une réorganisation de l'économie pourrait entraîner. Dans une déclaration rendue publique le 21 juillet, le secrétaire général du UGTA, la grande centrale syndicale algérienne, avait préventivement appelé à « empêcher les licenciements massifs qui se préparent » en même temps qu'il demandait la « révision des décisions de hausse des prix du pain, du lait et de la semoule », aliments de base des Algériens.

M. Abdesslam, enfin, ne pouvait pas faire moins, alors que les attentats se poursuivent à travers le pays, d'affirmer sa volonté de « restaurer l'autorité de l'Etat ». « Il faut que cessent les actions de dé-

stabilisation, a-t-il affirmé, pour que cesse de couler le sang des Algériens. Il n'y aura pas de sortie de la crise, et encore moins de reprise du développement, sans moralisation de la vie publique et sans un climat politique et social sain ». Au même moment, le Haut Comité d'Etat (HCE) appelait au dialogue partis et personnalités politiques de l'opposition, sans préciser si cette invitation s'adressait également aux islamistes, qu'ils soient de tendance « modérée » ou « radicale ».

Attentats à l'explosif à Alger. — Une bombe artisanale, placée dans une cabine téléphonique de la Grande-Poste d'Alger, a pu être désamorcée à temps, mercredi 22 juillet, à la suite d'un appel téléphonique anonyme. Le même jour, un autre engin, placé dans une salle de cinéma du centre de loisirs de Ryad El Feth, a, lui, explosé, ne faisant aucune victime mais causant des dégâts matériels. Par ailleurs, la radio algérienne a annoncé mercredi que les recherches entreprises depuis le 17 juillet pour intercepter un groupe d'islamistes armés dans la région de Sétif, se poursuivaient toujours. — (AFP, Reuters).

TOGO : le référendum constitutionnel a été fixé au 23 août. — Le gouvernement de transition a fixé, mercredi 22 juillet, la date du référendum sur le projet de nouvelle Constitution au dimanche 23 août. Le projet de loi fondamentale contient un article qui prolonge, jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions, la durée de la transition. Celle-ci devait se terminer le 28 août, conformément aux décisions prises par la Conférence nationale un an plus tôt. — (AFP).

CENTRAFRIQUE : « Grand débat national » en août. — Par décret, le chef de l'Etat, le général André Kolingba, a fixé l'organisation d'un « grand débat national » du 1<sup>er</sup> au 20 août, à l'initiative d'une source officielle à Bangui, mercredi 22 juillet, neuf jours après la clôture des travaux de la Commission nationale préparatoire (CNP), qui avait défini les objectifs de ce forum. La Conférence des forces démocratiques (CFD), union de l'opposition, qui réclame une « conférence nationale souveraine » au lieu du « grand débat » proposé par le pouvoir, avait refusé de participer aux travaux de la CNP. — (AFP).

## ASIE

La conférence de l'ASEAN à Manille

## Les pays d'Asie du Sud-Est restent « préoccupés » par les intentions de la Chine

En dépit des assurances renouvelées de Pékin sur ses intentions pacifiques, les Etats de la région manifestent une « préoccupation croissante » à l'égard de la diplomatie chinoise en Asie du Sud-Est. C'est, du moins, l'impression laissée par la 25<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), réunie à Manille les mardi 22 et mercredi 23 juillet (le Monde du 22 juillet).

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les ministres des affaires étrangères de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) — Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande — ont pris bonne note des propos rassurants que leur a tenus M. Qian Qichen, leur homologue chinois, présent en tant qu'« invité ». La Chine, leur a-t-il déclaré, s'engage à ne pas combler le vide créé par le retrait militaire américain des Philippines et à résoudre par la négociation tout conflit territorial. Il a réitéré la proposition chinoise d'un développement conjoint de l'archipel disputé des Spratleys et proposé, ce qui est nouveau, la création d'un mécanisme de

consultation entre la Chine et l'ASEAN sur les questions affectant la sécurité de la région.

L'attitude chinoise a été accueillie avec une prudence satisfaisante, ainsi que le souligne le communiqué final de la conférence, qui demande que les questions de souveraineté en mer de Chine méridionale soit abordées avec « retenue » et résolues par la négociation. Mais le ministre malaisien des affaires étrangères a souligné l'inquiétude générale en déclarant que « en dépit de cette politique très positive, de nature à favoriser la confiance, la Chine doit expliquer ce qu'elle fait sur le terrain ». Il faisait ainsi allusion à l'attribution par Pékin d'une concession pétrolière à une société américaine dans un secteur revendiqué par le Vietnam et au renforcement, début juillet, des garnisons chinoises sur six îles des Spratleys.

« Soutien total » à l'ONU au Cambodge

Dans son discours d'ouverture, le nouveau président philippin Fidel Ramos avait averti que les rivalités en mer de Chine se traduiraient, faute de négociation, par « des développements dangereux ». Le débat doit être repris vendredi, toujours à Manille, entre l'ASEAN et ses sept « partenaires », en tête desquels figurent les Etats-Unis et le Japon.

Ni Washington ni Tokyo ne sou-

haitent, bien entendu, que la Chine et l'ASEAN mettent sur pied le « forum » réclamé par M. Qian pour aborder les questions de sécurité régionale. Tout en fermant leurs bases aux Philippines, les Etats-Unis ont ébauché un système de coopération avec plusieurs pays de l'ASEAN qui souhaitent le maintien d'une présence militaire américaine dans la région.

Même quand la Russie, ainsi que l'a déclaré à Manille son ministre des affaires étrangères, « n'est pas pressée » d'évacuer la base aéronavale vietnamienne de Cam-Ranh, Washington entend faire comprendre qu'aucun vide stratégique ne sera susceptible d'être exploité en Asie du Sud-Est. Le message, adressé avant tout à la Chine, a également pour objet de rassurer les alliés régionaux des Américains.

Autre signe des temps, le Vietnam et le Laos ont accédé, comme prévu, au statut d'« observateurs » auprès de l'ASEAN, dont seule la Papouasie-Nouvelle-Guinée bénéficiait jusqu'alors. Ce développement, ainsi que l'appel de l'ASEAN en faveur de l'application des accords de Paris et son « soutien total » à l'action des Nations unies au Cambodge, soulignent le rapprochement entre Hanoï et l'Association alors que les relations sino-vietnamiennes, normalisées en novembre dernier, connaissent un net refroidissement à cause des Spratleys.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CAMBODGE

## Paris se « réjouit du message clair » de l'ONU aux Khmers rouges

Le Quai d'Orsay s'est « réjoui du message clair » adressé, mardi 21 juillet, par le Conseil de sécurité des Nations unies aux Khmers rouges (le Monde du 23 juillet) dans une résolution prévoyant la suspension de l'aide internationale aux partisans de M. Pol Pot aussi longtemps qu'ils continueraient à bloquer le processus de paix. Le représentant de l'ONU à Phnom-Penh, M. Akashi, a critiqué « le ton et le contenu des dernières émissions » de la radio khmère rouge qui « sont non seulement inexactes mais semblent également avoir pour but de susciter la haine raciale et de saper les efforts de l'ONU ». D'autre part, l'ONU a obtenu que les détenus du régime de Phnom-Penh ne soient plus enchaînés dans leur prison. Les fers, qu'ils portaient vingt heures par jour, seront supprimés, et le cas de tous les détenus sera examiné pour savoir s'ils seront jugés ou libérés. — (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde sans visa

## PROCHE-ORIENT

LIBAN

## La mort de l'ancien président Soleiman Frangié

Chrétien nationaliste mais ami des Syriens

Ancien président de la République libanaise, Soleiman Frangié est décédé, jeudi 23 juillet, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à l'hôpital de l'Université américaine de Beyrouth, où il avait été admis il y a plusieurs semaines.

Porté à la tête de l'Etat en 1970 sous la bannière d'un affrontement avec les Palestiniens et, donc, à l'époque, avec les musulmans et la gauche, Soleiman Frangié est resté le président — chrétien — sous le mandat duquel la guerre a commencé, en 1975. Mais il laisse aussi l'image d'un interlocuteur admis et respecté, d'abord par les musulmans. Celle en tout cas d'un patriarcat qui aura éparpillé à son chef du Nord les cataclysmes qui ont dévasté le reste du pays.

D'un bout à l'autre de son itinéraire, Soleiman Frangié aura été fidèle à une idée simple : garder coûte que coûte des relations privilégiées avec la Syrie. Sans pour autant sacrifier un nationalisme farouche. L'un, selon lui, n'empêchant pas l'autre.

Né en 1910, Soleiman Frangié coulait une existence provinciale presque sans histoires — malgré une réputation de « dur aux nerfs d'acier », tireur d'élite, d'un courage et d'un sang-froid à toute épreuve — second fidèle et efficace d'un frère aîné, Hamid Frangié, qu'un parcours exemplaire destinait à la présidence de la république. Peu avant la cinquantaine, ce qui eût dû être pour lui un désastre, fut la chance de sa carrière. Obligé de fuir la justice en 1957, après avoir fait le coup de feu dans une église de son Nord natal, il se retrouve à Lattaquieh, en Syrie, où un jeune lieutenant d'aviation, Hafez El Assad, devient son partenaire de tricot et son ami.

Discussions de camp maronite

Son frère gravement malade, Soleiman Frangié prend tout naturellement la relève : député, puis ministre, et enfin président. Commencé dans l'euphorie, son mandat s'achève en 1976 dans le drame. L'Etat agonise et les milices — dont la sienne — s'imposent, l'armée syrienne a déjà pris pied au Liban, sans avoir neutralisé Israël, ni

chassé les fedayins palestiniens.

Son alliance avec la Syrie est à l'origine des premières dissensions avec ses partenaires chrétiens, qu'il refuse de suivre dans leur hostilité envers Damas et, plus encore, dans leur alliance avec Israël. Un raid, monté par la jeune garde des Forces libanaises (chrétiennes), galvanisée par Béchir Gemayel, se termine, en 1978, dans un bain de sang. Son fils Tony, sa bru et leur fille sont tués, ainsi que treize autres de ses partisans. La rupture du camp chrétien est consommée.

C'est alors pour Soleiman Frangié une traversée du désert d'autant plus pénible qu'en même temps son ennemi Béchir Gemayel progresse rapidement vers la présidence. L'assassinat de ce dernier, en 1982, n'est peut-être pas son œuvre, mais fut saut par ses tirs de joie sur ses terres de Zghorta et Ehden.

Aminé Gemayel succède à son frère Béchir à la présidence, et bénéficie d'abord de la sollicitude de Soleiman Frangié, jusqu'à ce que celui-ci, en 1986, le taise de « être malade » de l'Etat. L'ancien président reprend du service politique et se veut le dernier rempart des droits des maronites, dont il sauve la mise aux conférences interlibanaises de Genève et de Lausanne, grâce à ses liens avec la Syrie. Il croit que cela peut à nouveau faire de lui le chef de l'Etat. Mais il échoue en 1988, victime de l'obstruction de ses rivaux chrétiens et de la réticence des Etats-Unis. Résultat : une vacance du pouvoir qui devait durer plus d'un an et l'équipe du général Michel Aoun, à laquelle il ne fut pas insensible malgré le combat mené contre ce dernier par ses amis syriens.

LUCIEN GEORGE

Raid aérien israélien au Liban-sud. — Deux jours après la mort d'un soldat israélien lors d'attaques du Hezbollah pro-iranien contre la « zone de sécurité » occupée par Israël au Liban-sud, quatre avions israéliens ont effectué, jeudi 23 juillet, un raid contre une place-fort du mouvement intégriste, dans la localité de Mita et ses environs, à l'ouest de la police libanaise. Cinq soldats israéliens avaient été blessés dans les attaques du Hezbollah. — (AFP).

## Les pressions sur l'Irak

Suite de la première page

Les experts de l'ONU font valoir qu'une telle inspection est conforme à leur mandat qui leur fait obligation, aux termes de la résolution 687, de contrôler l'élimination des armes de destruction massive encore aux mains du gouvernement irakien. Et celui-ci dénonce une atteinte à sa souveraineté.

Alors qu'elle était harcelée par des manifestants et après qu'un de ses membres eut été attaqué à l'arme blanche, M. Silver a pris la décision, mercredi, de retirer son équipe des abords du ministère devant lequel elle campait depuis le 5 juillet. A l'ONU, à New-York, le patron de la mission d'inspection, le Suédois Rolf Ekus, a évoqué devant la presse les « conséquences graves et même tragiques » qu'il allait entraîner le refus persistant du gouvernement irakien. Les membres du Conseil de sécurité ont eu des entretiens avec l'ambassadeur irakien, M. Abdul Amir al-Anbari, qui n'a guère semblé impressionné : « Quelques bombes sur Bagdad ou ailleurs ne changeront pas notre position. Cela ne nous fait pas peur », a dit le diplomate. Une opération militaire menée par les Occidentaux, a-t-il poursuivi, « équivalait à ouvrir une boîte de Pandore dans l'ensemble de la région, pas seulement en Irak ».

« La bataille du ministère de l'Agriculture »

La veille, le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, avait rappelé que les Etats-Unis avaient sur place les moyens d'une intervention, avec treize bâtiments de guerre dans le Golfe autour du porte-avions Independence — sans compter les navires dont ils disposent en Méditerranée. Comme pour ajouter de la crédibilité à ces menaces, de sources proches du pouvoir, on se faisait fort de distiller quelques hypothèses militaires : bombardements sur dix-sept sites militaires repérés depuis longtemps ; bombardement de la route reliant Bagdad à la frontière

jordanienne (et par laquelle transiterait du matériel militaire, en violation de la résolution 687) ; bombardement des unités qui assurent la défense rapprochée du président Saddam Hussein.

Depuis quelques jours, les diplomates des pays membres du Conseil de sécurité multiplient les « fuites » à la presse sur l'ineffectivité d'une intervention militaire occidentale contre Bagdad si le régime irakien ne cède pas dans « la bataille du ministère de l'Agriculture ». A Washington et à New-York, les spéculations allaient bon train sur l'issue de cette nouvelle guerre des nerfs. Une certitude : le départ du personnel de l'ONU de l'Irak — pas encore à l'ordre du jour — pourrait être le signal d'une éventuelle opération militaire.

Toutefois, un très haut responsable militaire occidental a dit son scepticisme sur l'imminence d'un bombardement : « On va lâcher quelques bombes et après ? Qu'est-ce qu'on fera après ? D'autres s'interrogent sur l'opportunité « électro-rale », pour M. Bush, d'une action armée qui soulignerait, une fois de plus, les limites des résultats de la guerre menée contre l'Irak en 1991 et l'échec de l'embargo qui est imposé depuis à ce pays et punit davantage les populations kurdes et chiites que les dignitaires du régime. Si l'embargo avait pour objet de « fragiliser » le régime baasiste, c'est apparemment raté puisqu'on semble, au contraire, assister à un durcissement. En témoignent non seulement l'actuelle épreuve de force, mais aussi les récents attentats perpétrés contre le personnel de l'ONU et contre M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand dans le Kurdistan.

Le tour d'horizon des rumeurs à l'ONU et à Washington ne serait pas complet sans évoquer celles qui indiquent que ces « bruits de bottes » seraient surtout destinés à fléchir ou à encourager des tentatives de coup d'Etat à Bagdad.

AFSANE BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

M. Pierre Bérégovici aurait pas de

Les nouvelles

Le diagnostic

Le premier

150



سكنا من الامم

## POLITIQUE

La campagne du référendum du 20 septembre

# M. Pierre Bérégovoy : « Si par malheur le « non » l'emportait il n'y aurait pas de deuxième chance pour la France et ce serait terrible »

M. Pierre Bérégovoy s'est longuement exprimé, mercredi après-midi 22 juillet, sur RTL, en faveur de la ratification du traité de Maastricht, qui fait l'objet de la question posée aux Français le 20 septembre par référendum. Le premier ministre a mis en garde ses concitoyens contre la victoire du « non », qui serait, selon lui, « terrible ». « Si par malheur le « non » l'emportait, l'Europe se déferait, a souligné M. Bérégovoy. Il n'y aurait pas de deuxième chance pour la France ».

M. Pierre Bérégovoy a consacré la plus grande partie de son intervention au débat sur Maastricht. Il a indiqué notamment : « Il faut s'occuper de l'Europe, et non de politique intérieure. Lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing dit que l'Europe c'est la sienne, il ne rend pas un service à la construction européenne. Lorsqu'il dit que les Français veulent se débarrasser des socialistes, il anticipe sur les élections législatives ».

Le premier ministre a invité les hommes politiques « de droite et de gauche » à faire campagne en faveur de la ratification : « Le traité s'inscrit dans la continuité de la politique européenne de la France. L'Europe est une garantie de paix, d'équilibre dans le monde et, à terme, une plus grande prospérité pour l'ensemble des citoyens. Ce sont ceux qui veulent bien participer à sa construction, quelle que soit leur origine politique, y participent clairement. (...) Dire [comme le socialiste Jean-Marie Bockel] qu'il y aura un « oui » de gauche est juste. Mais tout cela est secondaire par rapport à l'enjeu ».

Evocant le « cartel des « non » », du refus au traité sur l'Union européenne, le premier ministre s'est demandé : « Qu'y a-t-il de commun entre M. Le Pen, M. Marchais et M. Séguin ? Si le « non » l'emportait, pourraient-ils gouverner ensemble ? A l'évidence, non. Pourraient-ils reconstruire quelque chose après ? Non. Si par malheur le « non » l'emportait, l'Europe se déferait. On ne peut pas dire qu'après on pourrait reconstruire, ce ne serait pas exact. (...) Il n'y aurait pas de deuxième chance pour la France, et ce serait grave, ce serait terrible (...) [car] l'Europe est aussi un facteur d'unité face à la puissance économique du Japon, face à la puissance politique et économique des Etats-Unis. L'Europe est un facteur d'équilibre. On est plus fort à douze, à treize ou à quatorze que tout seul ».

### Les tensions monétaires

D'autre part, a-t-il ajouté, « les partisans du « non » sont tous pour l'Europe, mais pour une Europe différente. S'ils sont pour l'Europe, qu'ils commencent par voter « oui », et s'il y a des améliorations à apporter à l'Europe, on les fera ensuite. En effet, l'Europe n'a jamais été figée. (...) L'Europe est une création continue. L'arrêt serait terrible, la continuer sera toujours possible. On pourra toujours perfectionner, mais on ne pourra pas remettre en chantier ce qui aura été détruit ».

M. Bérégovoy a évoqué les inquiétudes suscitées par la puissance de l'Allemagne en disant : « Parfois, j'entends dire qu'il y a l'Allemagne qui est un grand pays, mais, moi, je souhaite une Allemagne européenne. Je ne souhaite pas une Allemagne hors de l'Europe. Or, si la France fermait aujourd'hui

la porte de l'espérance à l'Europe telle qu'elle est construite, tous les pays pourraient se considérer comme libres de toute obligation. Est-ce que c'est ce que veulent les partisans du « non » ? Je ne le crois pas, mais ils commettent une grave erreur de jugement. Il faut consolider ce qui existe à douze, l'élargir à ceux qui veulent nous rejoindre. (...) Cette communauté devra par la suite s'associer aux pays de l'Europe de l'Est, [mais] on ne pourra pas faire aujourd'hui l'économie du processus européen. Prendre le risque de défaire l'Europe, c'est prendre le risque de réveiller des antagonismes qui ont fait tant de mal au cours de ce siècle. (...) Tous ceux qui ont tiré les leçons des événements de ces cinquante dernières années sont pour la construction européenne. Ce n'est

pas l'Europe de Giscard, de Chirac, de Fabius qu'il faut construire, c'est l'Europe de la France ».

M. Bérégovoy a ensuite abordé les tensions actuelles perceptibles sur les marchés financiers et monétaires. « Le problème, c'est qu'il n'y a pas assez de coopération à l'échelle du monde. D'un côté, les Américains baissent les taux d'intérêt et font baisser le dollar parce qu'ils ont été dans l'incapacité de réduire leur déficit budgétaire. (...) D'un autre côté, les Allemands, confrontés au problème de l'unification, sont devant des difficultés. Le monde souffre de situations différentes et d'une coopération insuffisante. Il faut que l'on revienne à l'esprit du Plaza (1) lorsque, en 1985, nous avons pris des décisions », a-t-il déclaré.

Ces perturbations ont d'ailleurs renforcé sa conviction dans la nécessité de la ratification de Maastricht. « Si l'Union économique et monétaire existait et si, à l'intérieur de la Banque centrale européenne, il y avait des représentants de tous les pays, nous serions associés à toutes les décisions. Je trouve argument dans la situation actuelle pour aller plus loin. La crise actuelle exige non pas moins d'Europe mais plus d'Europe », a-t-il souligné.

« Qu'ils cessent de dire que la France va mal ! »

Le premier ministre a ensuite dressé le bilan de la politique économique menée par le gouvernement. « La véritable origine de la crise vient des difficultés de la situation américaine. Dans cette affaire, je demande aux marchés financiers de juger les économies des pays sur les performances. La France est le pays qui a le plus bas taux d'inflation, [elle] élargit depuis sa mise en œuvre un excédent de son commerce

extérieur, [elle] a un déficit des finances publiques maîtrisé. Il n'y a aucune raison pour que la Bourse baisse et pour nous ne trouvons pas les moyens de nouveau d'agir sur les taux d'intérêts ».

Il a adressé un message à l'opposition. « Je voudrais dire à ses responsables qu'il faut également qu'ils tiennent un discours responsable. Ils doivent penser à la France, et non pas simplement à leur victoire hypothétique de 1993. Qu'ils disent que tout n'est pas mal dans le comportement du gouvernement, qu'ils cessent de dire que la France va mal, alors que tous les experts internationaux reconnaissent nos résultats », a souligné M. Bérégovoy. « Tout est fait et tout sera fait pour que le cap des trois millions des demandeurs d'emplois ne soit pas atteint. Il n'y aura pas trois millions de demandeurs d'emplois ».

### « Le gouvernement est irréprochable »

Le premier ministre a enfin abordé les « affaires » liées au financement des partis politiques et les rapports entre la justice et le gouvernement. « Il faut que la justice soit indépendante et qu'elle soit sereine. Il faut aussi rappeler un principe qui vaut pour tous : l'indépendance ne veut pas dire condamnation. Il faut que ce point soit éclairci. (...) Je suis contre le fait que le pouvoir politise la justice, mais je souhaite aussi que la justice ne politise pas les affaires ».

Interrogé à propos de l'enquête préliminaire, citée par le Figaro du 22 juillet, menée sur les activités de la société d'édition nantaise SNEP, il a indiqué que « le garde des sceaux n'a pas eu à gérer la procédure ». Il ne l'aurait pas fait en toute circonstance, le procureur a fait son

métier ». « Y a-t-il dans cette affaire des éléments qui établissent des financements à des fins politiques qui soient en contradiction avec la loi qui régit désormais le régime ? Je n'en sais rien, ce n'est pas à moi de le dire. Pour l'instant, dans cette affaire, je constate que le secret de l'instruction est violé, que la présomption d'innocence est bafouée et que le gouvernement est victime d'une contre-vérité car il n'a pas eu, ni de près ni de loin, à connaître ce dossier. Le gouvernement est irréprochable et je ne comprends pas qu'il ait pu être mis en cause dans un grand organe d'information », a conclu M. Bérégovoy.

Le premier ministre a ensuite abordé brièvement la question de l'implantation du Grand Stade prévu pour la Coupe du monde de football qui se déroulera en France en 1998. « Il semble, a-t-il dit, qu'à Melun-Sénart le conseil général concerné ne soit pas prêt à dégrader les crédits nécessaires. De leur côté, Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, et Michel Sapin, conseiller municipal de Nanterre, se sont prononcés en faveur de Nanterre comme lieu de construction de ce Grand Stade. Je constate le fait. Je vais étudier de très près ce dossier ».

(1) Le 22 septembre 1985, à l'hôtel du Plaza de New-York, les cinq pays les plus industrialisés, les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, la République fédérale allemande et la France, s'étaient entendus pour assurer une baisse contrôlée du dollar, alors surévalué. Les accords du Plaza avaient été prolongés, le 22 février 1987, par les accords du Louvre pour répondre à la chute brutale, sur les marchés, de la monnaie américaine.

## L'autre diagnostic économique

Suite de la première page

Le désendettement des entreprises et des entreprises s'y révèle plus lent que prévu.

La Grande-Bretagne n'a pas eu le temps de sortir de la crise que déjà le premier ministre, M. John Major, annonçait mercredi un objectif de réduction drastique des dépenses publiques, au risque d'aggraver encore la conjoncture outre-Manche. L'austérité est aussi à l'ordre du jour à Rome et à Madrid.

Quant aux deux anciennes locomotives de l'économie mondiale, l'Allemagne et le Japon, elles sont aux prises avec des difficultés nettement plus graves que prévu, la première pour absorber sa moitié (l'ex-RDA), la seconde pour gérer les conséquences du dégonflement de la bulle financière et immobilière. Outre-Rhin, les responsables sont surtout préoccupés par la lutte contre l'inflation. A Tokyo, les dirigeants hésitent à donner un véritable coup de fouet à une activité qui reste faible.

### A quoi a donc servi Munich ?

Il faut revenir « à l'esprit des accords du Plaza », « il faut une véritable coopération économique et monétaire internationale », en conclut M. Bérégovoy. Il est vrai qu'après le relèvement du taux de l'escompte par la Bundesbank et la baisse du dollar, on peut se demander à quoi a donc bien pu servir la réunion du G 7 à Munich au début de ce mois. Une véritable mascarade ! A l'issue de ce sommet, les ministres des finances des sept grands pays industriels avaient effiché leur confiance dans la reprise... et avaient annoncé leur détermination à créer « les conditions d'une baisse des taux d'intérêt ». On peut imaginer, a posteriori, l'ampleur des désaccords entre ces partenaires. Le ministre français de l'économie, M. Michel Sapin, devrait s'en expliquer jeudi avec son homologue allemand à l'occasion du conseil franco-allemand à Paris.

Malgré ce qu'un expert américain appelle « la sclérose des pays riches », la France continue pourtant à développer ses exportations, seul véritable moteur actuel de son activité. Les autres moteurs sont, semble-t-il, en panne. Les investissements ? La direction de la prévision du ministère des finances perçoit les premiers signes d'un

redémarrage. Pas les industriels interrogés par l'INSEE, qui laissent prévoir, pour la seconde année consécutive, une baisse du volume de l'investissement productif (de 8 %, après celle de 9 % en 1991). La consommation ? Elle reste faible. L'INSEE a annoncé une progression du PIB de 1,1 % au premier trimestre de cette année et prévoit une croissance de 2,5 % sur l'ensemble de 1992. « Attendez les révisions », avertit un grand de la distribution qui précise : « Chez nous, les ventes sont totalement plus sur le premier semestre, avant les mouvements des routiers donc ». Ses confrères sont sur une même ligne, ou presque.

A propos de la faiblesse relative de la consommation, certains experts évoquent maintenant un « effet patrimoine ». La crise de l'immobilier commencerait à avoir des conséquences sensibles sur le comportement des agents économiques. Ayant le sentiment de voir la valeur de leurs actifs se réduire, ceux-ci deviendraient plus frileux, hésitant à s'engager dans de nouveaux investissements pour les entreprises, dans de nouveaux achats pour les particuliers. Ces hésitations sont naturellement confortées par un coût de l'argent

exorbitant, par des taux d'intérêt réels exceptionnellement élevés. Elles pourraient être renforcées par la baisse des cours des actions, autre élément du patrimoine.

De nombreuses enquêtes révèlent, de fait, un pessimisme certain aussi bien parmi les particuliers que chez les décideurs économiques, pessimisme dont le CNPF ne manie que pas de se faire l'écho. Petits industriels et grands commerçants, professionnels du bâtiment ou de la communication et banquiers d'affaires, nombreux sont ceux qui, au vu de l'activité dans leur secteur, s'interrogent sur les prévisions de croissance retenues aussi bien par l'INSEE que par les organisations internationales (générallement supérieur à 2 % pour l'année et proche de 3 % pour 1993).

### La détérioration des comptes publics

Les profits de leurs entreprises — notamment parmi les petites et moyennes — devraient en tout cas être affectés par cette morosité ambiante et par le maintien de taux d'intérêt réels élevés. Quant aux bons résultats du commerce extérieur, ils seraient la conséquence de cette action générale du marché intérieur (faibles importations, faibles exportations fortes).

La détérioration des comptes publics constitue un autre « point noir », une autre source d'inquiétude pour les « responsables des marchés financiers ». Reconnaissant que le déficit serait supérieur à ses

### Chômage et chômeurs de longue durée

## Le premier ministre abaisse la barre

« Tout est fait et sera fait pour que la cap des trois millions de chômeurs ne soit pas atteint », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, mercredi 22 juillet sur RTL. Pour relever ce défi, ce faisant, le premier ministre abaisse la barre puisque, une nouvelle fois, il retient le chiffre du chômage selon les critères du BIT (Bureau international du travail) pour affirmer que « la France ne compte pas deux millions cinq cents mille chômeurs ». Il y en avait deux millions neuf cent douze mille en données corrigées, à la fin du mois de mai, d'après la série statistique mensuelle que publie le ministère du travail, et qui sert de référence depuis toujours.

De même, pour les chômeurs de longue durée, M. Bérégovoy modifie sensiblement son objectif, tel qu'il avait été présenté lors du 8 avril. « D'ici la fin octobre », les neuf cent mille chômeurs de longue durée auront eu un entretien avec l'ANPE, promet-il maintenant, et son plan d'action vise à « essayer de réduire le nombre de chômeurs de longue durée ». A l'évidence, son ambition a été révisée à la baisse. A l'heure de vérité sur l'Antenne 2 le 10 mai, M. Bérégovoy affirmait : « Mon objectif, c'est qu'il n'y ait plus de chômeurs de longue durée au 1<sup>er</sup> novembre prochain ».

A. L.

## M. Giscard d'Estaing : l'UDF « sous ses propres couleurs »

A l'issue de la réunion du bureau politique de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing a présenté, mercredi 23 juillet, la campagne de son parti en faveur du « oui » au référendum sur le traité de Maastricht. Le président de l'UDF a appelé les Français à voter en faveur de l'Europe, « malgré le socialisme ».

L'Europe est une spécialité de l'UDF et son président, M. Valéry Giscard d'Estaing, veille à ce qu'elle le reste. Pas question donc de laisser à d'autres que lui le soin de présenter officiellement et avec solennité la campagne de son parti pour le « oui » au référendum du 20 septembre, quitte à faire passer ses voisins de tribune — tous les membres du bureau politique — pour des figurants bien empruntés.

Pas question non plus de partager cette spécialité européenne avec ses amis du RPR. L'UDF fera campagne « sous ses propres couleurs » et l'union de l'opposition est prée de se mettre momentanément en congé dans « cette période difficile ». D'une part parce que, comme l'a indiqué avec suavité M. Giscard d'Estaing sur TF1 mercredi soir, son parti ne veut « rien faire pour compliquer les problèmes du RPR ». Et, d'autre part, parce que, lorsqu'il est prononcé par l'UDF, le « oui » a « plus de conviction, de constance et de passion » que chez toute autre formation politique. Le « oui » de l'UDF sera donc « franc et clair » et se décline en quatre points : la paix — « il n'y aura plus d'ovnis des climats militaires ni à défiger des monuments aux morts » — le grand espace économique « sans barrières », la jeunesse qui veut « vivre à l'air libre » et le maintien de l'identité française et de son « influence ». L'opposition. « Si le « non » l'emporte, a toutefois averti M. Giscard d'Estaing, ce serait un désastre pour la France » et, pour l'opposition, « une coupure très profonde ».

Pas question surtout, a-t-il rappelé, de laisser l'Europe et un succès du référendum sur Maastricht à la gauche. La « mission » de l'UDF est donc de faire apparaître que la réponse au référendum « n'est pas un « oui » des socialistes à l'Europe, mais des Français à l'Europe » et de « veiller » à ce que les résultats

de cette consultation électorale « ne puissent être récupérés par personne ».

La mission de l'UDF sera surtout de convaincre ses partisans de ne pas céder à la tentation d'un vote « non » pour sanctionner M. François Mitterrand et son gouvernement. M. Giscard d'Estaing le sait, qui a pris grand soin de mettre en garde les Français « qui supportent de plus en plus mal la trop longue durée du pouvoir socialiste » mais qui « se trompent » en espérant « avancer le départ des socialistes ». « En votant « non », a souligné le président de l'UDF, on risque de perdre l'Europe et de garder le socialisme ». « Oui à l'Europe, malgré le rejet du socialisme » sera donc le slogan de l'UDF en campagne. D'autant que, comme l'a affirmé M. Giscard d'Estaing, il ne s'agit après tout pour l'opposition que de patienter quelques mois jusqu'à ses prochaines élections législatives...

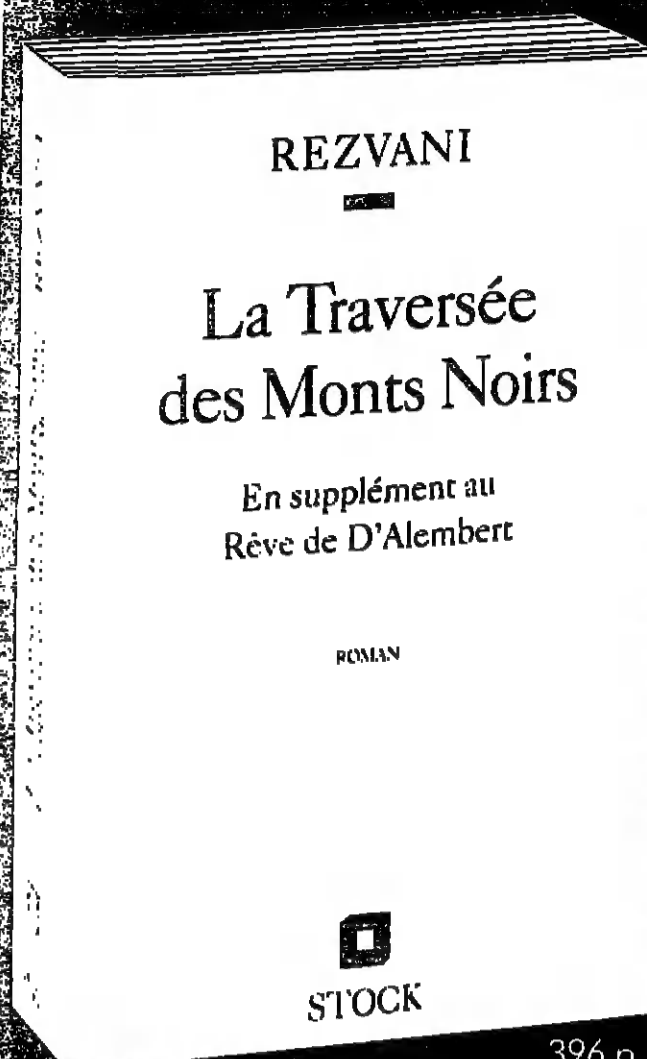
Une fois rappelés ces grands principes, M. Giscard d'Estaing a laissé à M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, le soin de présenter l'intendance. Le programme d'ici le 20 septembre est dense : mille réunions militantes, un document de quatre pages expliquant le traité, tiré à cinq millions d'exemplaires, la mise en place de serveurs téléphoniques et télématiques et surtout trois cents réunions publiques, « dont une dizaine de portée nationale », avec les témoins de l'UDF. La plus attentive sera vraisemblablement celle qui doit réunir le 15 septembre à Caluire, dans la banlieue de Lyon, MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre, en présence de M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale et président de la région Rhône-Alpes. Les annales de l'UDF ne relèvent pas une seule réunion publique commune entre l'ancien président de la République et son ancien premier ministre depuis... 1985 !

La campagne s'achèvera le 16 septembre à Strasbourg, en présence de M. Giscard d'Estaing et des députés européens de l'UDF, après un détour par Paris, « avec la participation de plusieurs intellectuels ». Le temps sera venu alors, mais alors seulement, de se préoccuper des places de l'opposition.

PASCAL ROBERT-DIARD



# REZVANI



Ce long roman-théâtre éblouit par toutes les questions qu'il pose, par sa réflexion sur le plus profond de la conscience humaine.

J.-M. G. Le Clézio - *Le Monde*

Ce roman débordant d'idées, de digressions, d'une prolifération de récits annexes, s'il défie analyse et résumé, n'est nullement abstrait. La fable est toujours mise en scène et en dialogues.

François Nourissier - *Le Figaro Magazine*

**Stock**

## POLITIQUE

### Le référendum du 20 septembre Campagnes de France

par Alain Rollot

LES Maastrichtiens attaquent ! C'est l'Humanité qui le clame, à la une de son numéro du jeudi 23 juillet, et il faut bien reconnaître que le quotidien du Parti communiste, en la circonstance, voit juste. Si le bureau politique de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing en tête, et le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, sont montés le même jour en première ligne, mercredi, pour sonner le rassemblement de leurs troupes respectives, c'est bien parce que, dans le camp «maastrichtien», celui du «oui», les stratégies de la coalition en campagne pour l'Union européenne ont compris la nécessité de passer à l'offensive sans attendre la rentrée afin de ne pas laisser le terrain libre à MM. Philippe Séguin, Charles Pasqua et aux cheu-légers du «non» qui gémissent allégrement à travers le pays.

La métaphore guerrière est d'ailleurs parfaitement appropriée. Par l'une de ces coïncidences qui métamorphosent parfois les événements en symboles historiques, il se trouve en effet que le référendum du 20 septembre aura lieu le jour même de l'anniversaire d'une autre grande bataille, celle de Valmy, dont on fête le bicentenaire. Mais ce n'est pas, bien entendu, parce qu'il y a, si l'on ose dire, une sonorité «prussienne» dans l'adjectif «maastrichtien» qu'il faut en conclure, deux cents ans après la première victoire de la République sur l'armée révolutionnaire du duc de Brunswick, que c'est l'armée coalisée autour du «oui» qui sera, cette fois, vouée à la défaite. Car, aujourd'hui, c'est plutôt le camp des «non» qui, du Front national au Parti communiste, incarne les conservatismes.

#### Arrière-pensées

Le premier ministre a d'ailleurs trouvé un argument fort, sur RTL, en relevant la contradiction qu'il y a, chez les parisiens du «non», à se prononcer pour la poursuite de la construction européenne tout en s'opposant au traité de Maastricht : «Ils sont tous pour l'Europe mais pour une Europe différente. S'ils sont pour, qu'ils commencent par voter «oui» ! S'il y a des améliorations à apporter à l'Europe, on les fera ensuite, on pourra toujours per-fectionner !» C'est exactement ce que disait M. Jacques Chirac, dans sa lettre du 17 juillet aux cadres du RPR en justifiant son «oui» sans enthousiasme mais sans état d'âme par «les opportunités» qui ne manqueront pas, à partir de 1993, de «réorienter» éventuellement le cours des choses européennes.

Dans le camp du «oui», les socia-

listes et leurs alliés provisoires ont déjà remporté une grande victoire sur eux-mêmes en évitant le piège dans lequel le référendum a failli se fourvoyer quand tout dépendait de l'attitude du président de la République. M. François Mitterrand a su adopter le profil neutre et le discours unitaire qu'il fallait pour éviter toute dérive plébiscitaire, et son sort personnel n'est donc plus lié au résultat du référendum.

Le fait que cette hypothèque soit levée ne signifie pas que les arrière-pensées de politique intérieure soient absentes des options stratégiques des uns et des autres. Bien au contraire, celles-ci sont manifestes. De M. Giscard d'Estaing à M. Chirac, en passant par M. Brice Lalonde, il existe une gamme de «oui» riche de nuances qui font que les électeurs n'auront que l'embarras du choix.

Le président de l'UDF mène campagne en marchandant l'opposition. Quand il avertit les chanciers du «non» qu'ils font fausse route s'ils s'apprêtent à voter ainsi en croyant «avancer le départ des socialistes» — donc celui de M. Mitterrand — M. Giscard d'Estaing pratique le mélange des genres qu'il aurait volontiers reproché aux socialistes si M. Mitterrand s'était comporté autrement. Mais c'est de bonne guerre.

Tout comme l'est la réaction du premier ministre qui s'est empressé d'admonester l'opposition en lui demandant de «s'occuper de l'Europe et non de politique intérieure» et en priant ses généraux en chef de tenir un «discours responsable» au lieu de penser «à leur victoire hypothétique de mars 1993».

M. Bérégovoy, ce faisant, prêche lui aussi pour sa paroisse ; il mène sa propre campagne de France. Cent jours après sa nomination à la tête du gouvernement il cherche à valider son bilan personnel. Mais, pour lui, comme pour les autres socialistes, qui entreront en lice dès lundi prochain, M. Laurent Fabius en tête, comme pour M. Giscard d'Estaing, et comme pour M. Chirac, il s'agit bien déjà, au-delà du référendum, d'occuper les meilleures positions stratégiques dans la perspective des législatives du printemps de 1993... Ce n'est pas une coïncidence si la chasse aux «suffrages verts» s'accroît, surtout de la part des dirigeants socialistes qui se sont déclarés prêts mercredi à offrir une vingtaine de circonscriptions aux écologistes. Cela est, somme toute, dans l'ordre des choses : en 1792 non plus la bataille décisive n'a pas eu lieu à Valmy mais, un peu plus tard, à Jemmapes...

## Oui, tout simplement

Suite de la première page

«D'empêchements en empêchements réels, puis en procès d'intention, une confusion grandissante entre États membres et Communauté qui risquait de paralyser l'ensemble», poursuivait M. Dumas (1).

Quoi qu'en dise notre ministre des affaires étrangères, Maastricht ne changera rien à cet état de choses, pourtant dénoncé avec vigueur par les responsables politiques de tous bords, et de plus en plus difficilement accepté dans de nombreux secteurs de l'opinion.

Autre grief : les audaces du traité sont curieusement «dosées». Timides là où il aurait fallu aller de l'avant, les «hautes parties contractantes» ont ailleurs péché par orgueil intellectuel : l'organisation d'un système de sécurité collective européenne est embryonnaire alors qu'il y a urgence ; en revanche, on prétend fixer par le menu et de manière irréversible (2) le cheminement qui doit conduire à la monnaie unique d'ici la fin du siècle.

Enfin et surtout, les négociateurs ont fait l'impasse sur les conséquences de l'indéfectible élargissement de la Communauté. On sait qu'avant cinq ans plusieurs pays de l'AEE (Association européenne de libre-échange) auront adhéré à la Communauté européenne. Nous ne pourrions pas, jusqu'en l'an 2000, fermer la porte aux nouvelles démocraties d'Europe centrale, et d'abord pour tout ce qui touche à la coopération politique. A quinze ou à vingt, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, l'Europe ne pourra plus fonctionner comme aujourd'hui. Il est inimaginable qu'à Maastricht, aucune mesure d'anticipation n'ait été seulement esquissée pour préparer la Grande Europe.

Et pourtant, tout imparfait qu'il soit, j'ai depuis le début la conviction que la France doit ratifier le traité de Maastricht. Dans ces colonnes, dès le 21 avril 1992, je disais «oui à Maastricht, si...» la révision constitutionnelle préalable nous donne les garanties nécessaires.

#### «Le Parlement a bien travaillé»

Les trois grandes conditions qu'au nom du groupe RPR j'avais posées à l'Assemblée nationale le 6 mai dernier ont été en très large partie remplies. Le contrôle préalable du Parlement sur les projets de textes communautaires devant avoir, en droit interne français, valeur législative a été institué. Malgré les palinodies de certains membres du gouvernement, la pérennité du droit de veto reconnu à chaque État dès lors que ses intérêts vitaux sont en jeu a été réaffirmée (compromis de Luxembourg). Enfin, l'extension du droit de vote et de l'éligibilité à tous les ressortissants d'un État membre de la Communauté pour les élections municipales — extension que je persévère à considérer comme inopportune — sera plus strictement encadrée. Au total, le Parlement a bien travaillé et a limité les dégâts d'une modification constitutionnelle que le gouvernement avait préparée et gérée en dépit du bon sens.

Mais, désormais, c'est la ratification du traité elle-même qui est en cause. Avant de confirmer mon vote, je suis encore posé deux questions.

En premier lieu, je me suis demandé si cette ratification courait un risque sérieux à l'identité et à la souveraineté de mon pays. Je dis aujourd'hui que ce risque me paraît quasiment nul. Il serait facile de démontrer qu'à l'exception des dispositions relatives à la monnaie unique — dont j'ai déjà relevé l'irréalisme — le traité de Maastricht repose sur une logique de coopération intergouvernementale et non point sur une philosophie fédérale. Les fédéralistes bon teint s'en plaignent d'ailleurs. Et M. Major s'en réjouit bruyamment... ce qui devrait mettre la puce à l'oreille des gardiens vigilants de notre identité nationale.

De toute manière, le traité sera renégocié. Je ne souse pas tant, en écrivant cela, aux conséquences du «non» danois — problème juridique néanmoins majeur qui n'a pas été résolu à Lisbonne — qu'à celles des élargissements successifs qui interviendront d'ici la fin du siècle. Quand nous disons, au RPR, que le traité de Maastricht sera ce que nous en ferons, nous n'avons naturellement pas l'intention de remettre en cause la parole de la France, une fois la ratification acquise. Nous nous bornons à une remarque de bon sens : tout dépendra de la manière dont les futurs gouvernements français participeront à l'indivisible négociation des textes fondamentaux de la Communauté et de l'Union. Et de la manière dont, jour après jour, dans le cadre de ces textes fondamentaux, nous défendrons les intérêts de la France en Europe, qu'il s'agisse d'agriculture, d'industrie ou de commerce international. Dans tous ces domaines et dans d'autres, notre approche ne sera pas du tout celle des socialistes. On l'a constaté de 1986 à 1988.

Je dirai enfin à ceux qui craignent de voir l'Europe de Maastricht «digérer» nos vieilles nations européennes qu'ils manquent de confiance dans la vitalité du sentiment national. Que voit-on en effet ? Une reprise de l'inflation qui a laissé dans son sillage tant de souffrances, elle décide, sans rien demander à personne, de relever ses taux d'intérêt. L'illusion du gouvernement de la Banque de France qui s'imagina qu'après Maastricht et d'ici 1993, il pourra en pareille circonstance conquérir voix au chapitre, n'est-elle pas un syndrome aigu de naïveté technocratique ?

Même force des réalités nationales, pour ce pas dire des égoïsmes nationaux en politique étrangère. Maastricht ou pas Maastricht, la diplomatie allemande n'a pas forcément les mêmes traditions ni les mêmes intérêts que la diplomatie française ou britannique. Les peuples de l'ancienne Yougoslavie en font la tragique expérience.

Qu'on m'entende bien ! Je ne fais pas profession de scepticisme ni d'hostilité envers l'idée européenne. Bien au contraire. Je tente seulement de montrer que, le plus diffi-

cile dans les vingt ans qui viennent, ce ne sera pas de protéger la souveraineté de nos États contre les assauts de la prétendue pieuvre supranationale ! Ce sera d'obtenir que la solidarité entre nos nations fasse quelques progrès concrets au détriment de leur penchant naturel à l'égoïsme. Ce qui nous menace le plus, ce n'est pas l'absorption-fusion dans un vaste ensemble apatride ; c'est, pour reprendre l'expression de P. Lellouche, «le désordre des nations».

#### «Ne pas se tromper d'échance»

Deuxième question fondamentale : l'Europe se remet-elle d'un refus français ? On nous dit que oui, en invoquant le précédent de 1954-1957 : trois ans après l'échec de la CED (Communauté européenne de défense), c'était la signature du traité de Rome, c'est-à-dire le vrai démarrage de la construction communautaire. Ce qu'on oublie d'ajouter, c'est que la situation en Europe a radicalement changé. Dans les années 50, l'Allemagne était coupée en deux ; la guerre froide battait son plein ; l'affrontement entre les deux blocs ne laissait aux Européens de l'Ouest aucun autre choix que de construire ensemble le Marché commun. Aujourd'hui, l'Allemagne est unifiée. Le mur de Berlin s'est effondré. L'Union soviétique a explosé.

Avons-nous bien conscience, nous Français, que nos amis allemands, si nous leur claquons la porte au nez, peuvent avoir d'autres tentatives ? Qu'ils peuvent, forts d'une population de 80 millions d'âmes, de leur influence économique, de leur influence historique en Europe centrale et orientale, s'affranchir des contraintes communautaires ? Là encore, qu'on me comprenne bien. Je n' imagine pas que nous puissions, contre son gré, consoler l'Allemagne dans le traité de Maastricht. Mais je crois que les

dirigeants actuels de l'Allemagne sont sincèrement européens, qu'ils veulent la réussite de la Communauté et de l'Union, qu'ils sont attachés à l'amitié franco-allemande, même s'ils ont parfois des réactions de puissance qui nous choquent. Avons-nous le droit de les rebouter, de retirer la main tendue, de rompre le contrat de confiance ?

Voter «non» à Maastricht, ce serait, que nous le voulions ou non, courir ce risque-ci. Finalement, remettre en cause l'œuvre entreprise il y a trente ans par Charles de Gaulle et Conrad Adenauer. Telle est, en tout cas, mon intime conviction. Je respecte les opinions contraires. Mais, quelles que soient les exigences de ma fonction actuelle, j'ai voulu exprimer sans ambages la mienne.

Il y a, en tout cas, un grief qu'on ne saurait me faire : celui, en votant «oui» le 20 septembre, de faire le jeu de M. Mitterrand et des socialistes. On connaît ma détermination à les combattre. Elle est plus grande que jamais quand je vois l'état de la France au terme d'une décennie de mitterrandisme. Je demande à ceux qui veulent voter «oui» à l'Europe et «non» à Mitterrand de ne pas se tromper d'échance. Si le «non» l'emportait, M. Mitterrand serait peut-être déstabilisé, mais il a déjà annoncé son intention de rester à son poste quoi qu'il advienne. On peut lui faire confiance pour se cramponner. C'est en fait la France qui serait affaiblie en Europe. Le rendez-vous de l'alternance est fixé en mars 1993. C'est ce combat-là qui nous permettra de redonner à la France le gouvernement qu'elle mérite. C'est dans ce combat que le RPR engagera toutes ses forces et toute sa foi.

ALAIN JUPPÉ

(1) Débat au Sénat le 2 juin 1992.

#### Après la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv'

### Des précisions de l'«Appel des 250»

À la suite de notre compte-rendu de la cérémonie organisée le jeudi 16 juillet à Paris pour commémorer la rafle du Vel d'Hiv' (*Le Monde* du 18 juillet), le collectif de l'«Appel des 250 contre le fascisme» nous prie de préciser :

À l'occasion de la commémoration il y a cinquante ans, de la rafle du Vel d'Hiv', des incidents ont marqué l'arrivée de François Mitterrand. Le collectif de l'«Appel des 250» avec Maurice Rajsfus, Lucie et Raymond Aubrac, Anne Tristan, Didier Dassenbach, Jacques Testard, etc., a marqué à sa façon cette date en se rendant le matin devant l'immeuble de Bousquet, en y posant une plaque et en l'entourant de barbelés. Le soir, présents à la commémoration officielle, les militants des collectifs antifascistes de l'«Appel des 250» se sont vu confisquer leur banderole «Beauvilliers 42-Le Pen 92» par la police. Sortant ensuite leur journal *Ras l'Front*, ils se le sont fait arracher violemment par la police, qui est alors intervenue dans la foule. Aux

cris de «Dehors la police !», ils ont marqué leur étonnement, leur indignation de voir cette institution ne pas se faire plus discrète un tel jour. C'est alors que le Betar (ou le Tagar) est arrivé sur les mêmes lieux pour crier «Mitterrand à Vichy !», ce qui n'avait évidemment pas la même signification politique. Les membres des comités de l'«Appel des 250» se sont alors retirés pour ne pas être amalgamés à une opération politique menée par un groupe de l'extrême droite sioniste.

RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé «M. Mitterrand et le maréchal», paru dans nos éditions du 23 juillet, une citation extraite de la *Faillite et le Grain*, le livre publié en 1975 par M. Mitterrand, a été altérée. Il fallait lire : «Je considérais notre résistance sur le territoire national, au contact incessant [et non «intéressant»] de la torture et de la mort, comme d'une autre nature...»

nement, les  
que l'enq

gendarmarie est  
de l'ordre dans

MÉDECINE

Les experts

UNE SEMAINE  
à FLORIDE

CONTACTOUR

150



501 000 000

## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Le financement du Parti socialiste en Loire-Atlantique

## Le gouvernement, les magistrats et les policiers affirment que l'enquête sur la SNEP se poursuit

Dans un article paru le 22 juillet, le *Figaro* a affirmé que l'enquête préliminaire sur la Société nouvelle d'édition et de publication (SNEP), dirigée par M. Daniel Nedzela, avait fait l'objet d'une « discrète mise en sommeil », à la demande du garde des sceaux. Cette informa-

tion a fait l'objet de plusieurs démentis catégoriques, venant du gouvernement, de la magistrature et de la police judiciaire. En revanche, il n'est pas contesté que les documents saisis à la mi-juin au siège de la SNEP révèlent des financements ayant bénéficié localement au PS en

vue des élections législatives de 1993. L'enquête préliminaire a pour objet d'établir si ces financements ont contrevenu aux dispositions de la loi de janvier 1990. Dans ce cas, elle entraînera la désignation de la juridiction compétente aux fins d'instruction.

Militant socialiste, M. Daniel Nedzela était de notoriété publique, en Loire-Atlantique, l'un des concurrents de M. Michel Yeuzelle, PDG de la SAGEP, et de M. René Trager, industriel devenu intermédiaire, dans le domaine du financement politique, pour un département où Urba, l'habitué bureau d'études socialistes, n'a jamais été performant. Ce sont les déclarations de M. René Trager qui avaient entraîné la perquisition menée, le 15 juin dernier, au siège de la SNEP, ainsi que la mise en garde à vue de M. Daniel Nedzela. Constatant que les documents saisis sortaient du cadre de sa saisie dans le

dossier Trager, M. Van Ruymbeke avait laissé le procureur général de Rennes ordonner une enquête préliminaire confiée au SRPJ de Rennes, qui avait procédé à une seconde perquisition, le 16 juin (*Le Monde* du 17 juin).

Le ministre de la Justice, M. Michel Yeuzelle, a fait savoir, mercredi 22 juillet, qu'il n'avait « pas demandé de geler » la procédure : « Tout au contraire, le garde des sceaux a donné instruction de poursuivre avec diligence l'enquête en cours. Il s'agit de la saisie au siège de la SNEP à Nantes de différents documents liés aux financements d'activités politiques. (...) Le 26 juin, le garde

des sceaux a donné instruction de poursuivre sans retard l'enquête préliminaire. » Le procureur général de Rennes, M. Jacques Brun, a précisé que cette enquête préliminaire « doit notamment permettre de rechercher si les activités de la SNEP ont pu permettre l'enrichissement personnel de certains élus et également si les documents saisis se rapportent ou non au financement régulier des élections législatives de 1993, conforme à la législation nouvelle ».

Fait inhabituel, M. Jacques Gentil, directeur central de la police judiciaire, est sorti de sa réserve en s'insurgeant contre de « soi-disant révélations ». Se déclarant « irrité par

la méthode grossière utilisée pour laisser croire qu'elles sont le fait de policiers menant l'enquête », M. Gentil a déclaré que « les investigations n'ont jamais été interrompues » et s'est élevé contre « toutes les erreurs et fausses nouvelles » diffusées, selon lui, par le *Figaro*. Enfin, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et président des élus socialistes et républicains de Loire-Atlantique, a estimé que « cette attaque, particulièrement ignoble, cherche à atteindre aussi les services de la police judiciaire, la chancellerie et le gouvernement tout entier qui, tous, font leur devoir ».

Une délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

## La gendarmerie est appelée à mettre de l'ordre dans ses fichiers

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rendu public, mercredi 22 juillet, une délibération rappelant à la gendarmerie nationale les obligations imposées par la loi du 6 janvier 1978 dite « informatique et libertés ».

Le fichier systématique des habitants est, dans la gendarmerie, une tradition séculaire. Chacune des 3 600 brigades du pays se fonde sur un décret du 20 mai 1903 pour collecter, par ordre alphabétique, toute information jugée utile à « la connaissance de la population ». Une bonne moitié de la population française habite en « zone gendarmerie » : les résidents à titre principal comme les possesseurs d'une résidence secondaire – se trouvent ainsi, sans le savoir, mise en fiches. Tout le problème est, pour la CNIL, de conjuguer cette pratique et les impératifs de la loi « informatique et libertés ».

Une précédente enquête de la CNIL avait, en 1981, pris la gendarmerie en flagrant délit d'illégalité. Des renseignements dits « sensibles » – sur les origines raciales, les opinions politiques ou religieuses – avaient été relevés dans ses fichiers (*Le Monde* du 17 décembre 1981). Plus récemment, en 1990, les gendarmes de Corse avaient été épinglés pour avoir fait preuve d'un zèle excessif dans le fichage de sympathisants supposés de l'ex-FLNC. A chaque fois, la CNIL avait exigé que la gendarmerie se mette en conformité avec la loi.

### Visites surprises

Sans vouloir renoncer à ses nombreux fichiers locaux – le souvenir des dirigeants d'Aktion directe, cachés pendant de longs mois au nez et à la barbe des gendarmes du Loiret avant d'être repérés par des policiers, traumatisés toujours les gendarmes –, la direction de la gendarmerie a diffusé plusieurs circulaires pour, notamment, proscrire la mention des données « sensibles ». Si l'on en croit la délibération de la CNIL, qui conti-

nue cependant de relever des irrégularités, les gendarmes ont fait le ménage dans leurs fichiers.

Deux brigades d'Ile-de-France, à Saint-Pargue-Ponthierry (Seine-et-Marne) et Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), ont reçu la visite inopinée des experts de la CNIL en début d'année. Aucune donnée « sensible » n'a été relevée dans les fichiers alphabétiques. D'autres irrégularités ont toutefois été épinglées : des « condamnations relatives à des infractions », qui auraient dû être effacées pour cause de prescription, ainsi que des données recueillies à l'occasion d'un contrôle d'identité, et conservées plus de six mois après les faits, sont apparues sur les fiches cartonnées.

La gendarmerie se fait enfin tirer l'oreille parce qu'elle procède au fichage généralisé de la population des campagnes sans en avertir les intéressés. En revanche, au sujet des fichiers comportant les avis de condamnations pénales, les brigades visitées avaient, selon la CNIL, « agi de manière satisfaisante » : les condamnations effacées par l'amnistie ou les délais de pres-

cription. Réagissant au rappel à l'ordre de la CNIL, le ministère de la Défense a déclaré qu'il « étudie les diverses mesures à prendre pour satisfaire aux recommandations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ». Celle-ci devrait être prochainement saisie de projets de décrets dérogatoires autorisant la gendarmerie à ficher des informations « sensibles » pour trois traitements nationaux : le fichier des renseignements de police judiciaire de la gendarmerie (JURDEX), le fichier des violences, attentats, terrorisme (VAT), et le fichier des personnes sans domicile ni résidence fixes. « Dans l'hypothèse où ces informations dites « sensibles » figurent dans les fichiers de la gendarmerie nationale », la Commission a en effet demandé à être saisie « pour chaque fichier ou groupe de fichiers analogues » concernés. Le directeur de la gendarmerie, M. Jean-Pierre Dintilhac, a assuré que ces fichiers nationaux seront soumis à l'avis de la Commission au cours du deuxième semestre de 1992.

ERICH INCYAN

### Certains juges « dépassent les limites de leurs fonctions »

déclare M. Roland Dumas

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déploré une nouvelle fois, jeudi 23 juillet, sur France-Inter, l'attitude de « certains magistrats » qui veulent « se substituer aux organes normaux de l'Etat pour rectifier ce qui n'aurait pas dans la société ». « On marche sur la tête et il était normal de tirer la sonnette d'alarme », a-t-il dit sur France-Inter à propos de ses récentes déclarations au *Journal de la Dordogne* où il dénonçait un « complot contre la République » après l'annonce la semaine inculpation de M. Henri Emmanuelli.

« Aujourd'hui, a-t-il précisé, tout repose sur la volonté de se substituer aux organes normaux de l'Etat pour rectifier, au nom de principes éthiques, de valeurs particulières, ce qui n'aurait pas dans la société. (...) C'est le mélange des genres que je critique. Lorsque l'on voit par exemple des magistrats exiger de leur qualité de magistrat pour signer des tribunes libres dans des journaux à grand tirage, je dis qu'ils dépassent les limites de leurs fonctions. Or ils sont magistrats, ou ils sont politiques engagés. Ils ne peuvent pas être les deux et ils ne peuvent pas se servir d'une qualité pour se manifester dans d'autres fonctions. »

### MÉDECINE

La conférence internationale d'Amsterdam

## Les experts divisés sur l'efficacité des traitements précoces du sida

La troisième journée de la conférence internationale sur le sida a été en partie consacrée à l'analyse des différentes stratégies thérapeutiques possibles. Dans l'attente des résultats du vaste essai thérapeutique européen Concorde, les spécialistes ne savent toujours pas à quel moment il est préférable de débiter le traitement : très tôt ou après l'apparition d'un déficit immunitaire important et des premiers symptômes.

### AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Quand faut-il commencer, chez une personne infectée par le VIH, le traitement par AZT ? Depuis 1987, date de la mise sur le marché de l'Azt, un médicament anti-viral commercialisé par la firme pharmaceutique Wellcome, toutes les conférences internationales sur le sida butent sur cette question. Faute d'études permettant de répondre avec certitude, les médecins se divisent en deux écoles : les partisans d'une intervention thérapeutique extrêmement précoce, et ceux qui préfèrent attendre l'apparition de symptômes et surtout un inféchissement net de la courbe des lymphocytes T4 de leurs patients.

La mise sur le marché aux Etats-Unis et en France d'un second anti-viral, le DDI, dont le mécanisme

d'action est quasiment celui de l'Azt, n'a guère changé les choses, si ce n'est que des associations médicamenteuses deviennent maintenant possibles.

Quatre grands spécialistes – les professeurs David Cooper (Centre médical de Saint-Princeps Australie), Paul Volberding (Hôpital général de San-Francisco), John Hamilton (Veteran's Administration Medical Center) et Maxime Seligmann (Hôpital Saint-Louis, Paris) – ont pourtant essayé de donner quelques pistes. Le professeur Volberding, s'appuyant sur les études de cohorte faites à San-Francisco depuis plusieurs années, a rappelé que l'Azt « ralentit la progression clinique de la maladie et améliore les marqueurs biologiques ». Il s'est montré plutôt favorable à la mise sous AZT chez les patients ayant un taux de lymphocytes T4 de l'ordre de 500 par mm<sup>3</sup>. Mais, a-t-il ajouté, « nous manquons d'éléments permettant d'affirmer que la mise sous AZT très précocement est préférable ».

Le professeur Hamilton a pour sa part rappelé les principaux résultats de l'essai thérapeutique qu'il a publié en février dans le *New England Journal of Medicine*. Sachant, a-t-il expliqué, qu'il s'écoule actuellement en moyenne douze ans entre le moment où une personne est infectée par le VIH et le moment où elle va mourir du sida, quand faut-il commencer le traitement ? « A l'évidence, a-t-il déclaré, un traitement précoce ralentit la progression vers la maladie. Mais, faute d'avoir des données précises sur le taux de survie à long terme, il est

difficile de savoir si un traitement précoce est meilleur ou pire. » Deux phénomènes ne font qu'accroître la complexité de ce problème : l'apparition relativement fréquente de résistances à l'Azt et le fait que ce médicament provoque de nombreux effets secondaires.

Dans sa pratique personnelle, le professeur Hamilton a expliqué qu'il tenait compte avant tout de la demande de son patient. « Si un patient asymptomatique me demande de l'Azt, j'aurai tendance à lui en prescrire, précise-t-il. Sinon, je préfère attendre l'apparition des premiers symptômes et une accélération de la chute des lymphocytes T4. »

Le professeur Seligmann, qui co-préside le comité de coordination de l'essai Concorde, a d'abord informé le congrès du fait que cet essai, qui compare, chez 5 300 patients asymptomatiques, l'efficacité de l'Azt (1 g par jour) à celle d'un placebo, serait poursuivi jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Bénéficiant ainsi d'un recul de plus de trois ans, les résultats devraient être communiqués lors du prochain congrès mondial qui aura lieu en 1993 à Berlin. En attendant, le professeur Seligmann s'avoue lui aussi incapable de faire des recommandations sur la conduite à tenir : « Nous ne disposons pas d'éléments scientifiques suffisants qui nous permettent d'être dogmatiques, nous a-t-il indiqué. Tant que la courbe du taux de lymphocytes T4 dessine un plateau, je crois que l'on peut ne pas traiter. Faute de traitements réellement efficaces et curatifs, nous devons tout faire pour, d'une part, ne pas nuire

aux malades, d'autre part, tenter d'allonger leur durée de vie et enfin, essayer au maximum de leur donner le meilleur confort de vie possible. » L'association AZT-DDI ? « Ce n'est pas l'idéal, ajoute le professeur Seligmann. Mais l'expérience montre qu'il existe in vitro une synergie entre ces deux médicaments. »

### Un coût de plus en plus lourd

Le docteur Frank Miedema (laboratoire central de la Croix-Rouge néerlandaise) a indiqué qu'il s'appuie, pour prescrire l'Azt, sur d'autres marqueurs biologiques que le taux de lymphocytes T4. Avec d'autres chercheurs, il a pu montrer qu'il existait deux sous-types de VIH : le sous-type SI (syncytium inducing) et le sous-type NSI (non-syncytium inducing). Fait extraordinaire, les VIH-NSI sont retrouvés chez tous les séropositifs, alors que les sous-types SI n'existent que chez 50 % des personnes infectées. L'apparition du sous-type SI chez un séropositif entraîne une accélération de la chute du taux de T4 (3 à 5 fois plus rapide que s'il n'y avait que du VIH-NSI) et une progression rapide vers la maladie. Cette variation du phénotype viral est due à des mutations survenant au niveau de l'enveloppe protéique. Deux ans après l'apparition de VIH-SI, a expliqué le docteur Miedema, la moitié des personnes deviennent malades. En revanche, seulement 8 % de ceux qui n'ont que du VIH-NSI ont développé un sida.

Le docteur Miedema a conduit un

essai thérapeutique montrant que l'Azt n'a pas d'effet sur la transformation de NSI en SI. En revanche, aucun malade, parmi ceux qui n'avaient que des variants NSI et qui ont été mis sous AZT, n'est tombé malade. Ces résultats, qui demandent à être confirmés, montrent la nécessité de disposer de nouveaux marqueurs permettant de suivre l'évolution de la maladie.

Le coût des traitements a été longuement évoqué. Quasiment inexistant dans la plupart des pays en voie de développement, ils commencent à représenter pour les économies des pays industrialisés des sommes non négligeables. Selon une étude présentée par M. Fred Hellinger (Agency for Health Care Policy and Research, Etats-Unis), le coût cumulé de la prise en charge du sida aux Etats-Unis a été en 1992 de 10,3 milliards de dollars. Ce chiffre devrait augmenter de 48 % d'ici à 1995, pour atteindre 15,2 milliards de dollars. Dans le même temps le nombre de personnes tombées malades au cours de l'année sera passé de 66 300 en 1992 à 97 800 en 1995.

En France, l'accueil des malades à l'hôpital commence, dans certains grands services, à devenir problématique. Le personnel infirmier et médical est souvent en nombre insuffisant. Ajoutée à d'innombrables problèmes psychologiques, la tâche devient parfois si écrasante qu'il a pu arriver que des médecins ou des infirmières « aient été » tota-

FRANCK NGUHI

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

### « Notre carence collective... »

Les dépositions du docteur Saleun, responsable du centre de transfusion sanguine de Brest, et du professeur Jean Ducos, président de la Société nationale de la transfusion sanguine (SNTS), ont dominé l'audience, mercredi 22 juillet, devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Après tant de médecins sans compassion apparente, le docteur Jean-Paul Saleun, directeur du centre de transfusion sanguine de Brest depuis 1989, a disséminé un malaise certain. Avec des mots et des larmes. Du désarroi et de la douleur. Au point de quitter la barre en lançant : « C'est un médecin brisé qui s'en va ! Ne cessez pas la transfusion ! Vous en aurez encore besoin. »

Le docteur Saleun a eu le mérite de faire comprendre les étonnements et les difficultés de la transfusion sanguine : « En 1990, j'ai contaminé un enfant parce qu'un homosexuel à partenaires multiples, encore séro-négatif, m'a menti. Que devons-nous faire, monsieur le Président ? On parle au congrès d'Amsterdam sur le site d'un troisième virus. Est-ce que nous devons tout arrêter ? Et faisant référence à l'hépatite C, cet autre redoutable virus, ce spécialiste de la transfusion a indiqué : « Aujourd'hui encore, le sang que nous délivrons est potentiellement dangereux. »

Mais son témoignage peut-il pour autant exonérer le corps médical de ses responsabilités ? A sa manière, un autre médecin, le professeur Jean Ducos, notamment président de la Société nationale de transfusion sanguine, a tenté de démontrer que les incertitudes scientifiques n'emportent pas les certitudes et que d'autres pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la Suisse n'ont pas mieux su franchir cette dramatique période que la France.

Le président Jean-Louis Mazibres fit cependant remarquer au témoin qu'il tenta lui-même d'alerter les pouvoirs publics au printemps 1985 sur la nécessité « abominable » d'arrêter la diffusion de produits non chauffés. Le professeur Ducos reconnut alors qu'il n'a pas convaincu le secrétariat d'Etat à la santé et le ministre des affaires sociales : « A chaque fois que nous proposons des mesures, on avait beaucoup de difficultés à les faire admettre. On

nous expliquait que le financement manquait. Et nos interlocuteurs nous répondaient : regardez ce qu'ils font aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Pourquoi feraient-ils ce qu'ils ne font pas ? »

Inquiet, désespéré, il écrit le 27 juin 1985 au professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, afin de l'informer à la fois de la date du 1<sup>er</sup> octobre pour ne plus rembourser les transfusions concentrées, et de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés, lui confie-t-il. Nous savons en effet que tous les jours nous injectons des produits sanguins (...) qui provoquent une séroconversion chez le receveur qui pourra à son tour contaminer ses proches. De combien de sidos serons-nous responsables ainsi ? Et plus loin, le professeur Ducos ajoute : « Je crains également les conséquences juridiques de ce qu'on pourrait appeler notre carence collective. »

Le professeur voyait clair, bien que tardivement. Il ne fut pas entendu. « J'ai adressé neuf lettres à M. Roux, M. Dutoit, M. Vélisberg, M. Hervé. Je n'ai jamais eu de réponses. Je me suis un peu découragé même si le professeur Roux m'écrit. »

Le président Mazibres donne alors lecture de sa lettre à M. Georges Dutoit : « Madam le ministre, Bien que la chose ait été démesurément grossie par les médias, le sida, vous le savez, représente un risque sérieux pour les malades recevant des transfusions sanguines... » Et il s'élève : « Il n'y a pas eu de séroconversion chez les malades recevant des transfusions sanguines mais seulement de la généralisation du dépistage ».

« Pourquoi ? – Monsieur le Président, ce jour-là, j'ai écrit trois lettres, répond le professeur Ducos. Je n'ai pas reçu de réponse. J'ai écrit la même chose. Je reviens aux termes de vos lettres, insiste le président. Dans l'une, vous écrivez directement : « De combien de sidos serons-nous responsables... ». Pas dans l'autre. Je ne saisis pas à quel point tu veux. »

Certes. Mais la différence de ton, de style et de sujets abordés est manifeste. A tel point que l'on peut se demander si les ministères furent aussi nettement informés que les responsables de la transfusion sanguine le prétendent aujourd'hui.

LAURENT GREISAMER

**UNE SEMAINE EN FLORIDE**  
à partir de 5 910 F\*  
- PARIS/ORLANDO/PARIS.  
- Une voiture de location en kilométrage illimité.  
- Une location de villa.  
\* Prix basé sur 4 personnes minimum.  
**CONTACTOUR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.  
Tél. : (1) 42-96-02-25.



## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Un congrès extraordinaire en septembre

## Le tribunal de Paris annule l'exclusion de deux syndicats de la FEN

Le tribunal de grande instance de Paris a annulé, mercredi 22 juillet, la mesure d'exclusion prise, le 6 mai, par la Fédération de l'éducation nationale (FEN), à l'encontre de deux de ses syndicats, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP) (nos dernières éditions du 23 juillet). La direction de la FEN, ainsi désavouée, a annoncé la convocation, dès septembre, d'un congrès extraordinaire.

Un vent d'euphorie a balayé, mercredi 22 juillet, la salle des pas perdus du palais de justice de Paris. Sur une marche perchée, M. Antoine Comte vient de lire à haute voix le jugement de l'affaire, plaidée le 24 juin, qui opposait principalement deux des quarante-sept syndicats de la FEN à la direction de la fédération. Véritable coup de théâtre dans le feuilleton syndical-judiciaire qui s'est noué depuis quatre mois, la première chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a annulé la décision d'exclusion du SNES et du SNEP.

Il y a là, contenant difficilement leur joie, une cinquantaine de représentants du « front du refus » qui s'est formé ces dernières semaines contre la direction de la fédération : militants du SNES et du SNEP bien sûr, membres du SNETAA (enseignement technique), non exclus mais solidaires dans la

procédure, ou encore militants du « SNI-PEGC maintenant », qui ont refusé la transformation, fin juin, du Syndicat national des instituteurs en Syndicat des enseignants (SE).

Le 6 mai, le conseil fédéral national de la FEN (CFN) avait décidé « l'exclusion immédiate » du SNES et du SNEP, pour « manquements répétés des règles et violations graves du pacte fédéral ». C'était, avec l'écèlement de la fédération, l'abandon de la lutte fratricide des deux principales tendances de la fédération : la tendance UID (proche des socialistes) majoritaire à la FEN et chez les instituteurs, et la tendance Unité et action (proche des communistes), qui tient notamment le secteur des professeurs du secondaire (le Monde du 23 juillet).

Sur le fond, le tribunal reconnaît que le conseil fédéral a « incontestablement compétence pour mettre en œuvre ce qu'il considère comme un manquement au pacte fédéral ». Mais le tribunal, qui ne se prononce pas sur le bien-fondé des motivations d'exclusion, relève qu'« aucune procédure d'exclusion n'était prévue par les statuts fédéraux », que les pouvoirs du CFN ne sont « que des pouvoirs d'administration de la fédération, et non d'intervention des congrès », et qu'un certain nombre d'actes importants de la vie de la fédération doivent donc être ratifiés par un congrès.

« La décision incriminée, conclut le jugement, ne peut dès lors qu'être annulée en ce qu'elle a été déclarée immédiatement exécutoire. » En clair, le CFN réuni le 6 mai a

outrepassé ses droits en faisant l'économie d'une décision en congrès. Et cela, précise le tribunal, « alors surtout qu'aucune saisine du congrès, pourtant prévu dès le mois de décembre prochain [à Perpignan] n'était envisagée ». Enfin, en demandant la réintégration de M. Alain Chevarin, évincé du conseil fédéral national parce que membre du SNES, le tribunal ordonne implicitement la réintégration de tous les élus du SNES et du SNEP dans les structures fédérales, du bureau au congrès, et annule de facto les décisions prises depuis le 6 mai par ces instances sans ses membres normalement élus.

## A marche forcée

La décision de la première chambre correctionnelle n'a pas manqué de susciter des réactions. « On ne peut pas dire mieux ! », s'est exclamé M. Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, à la lecture du jugement. « C'est une victoire pour la démocratie syndicale », notent conjointement le SNES et le SNEP dans un communiqué. « C'est une victoire pour le respect des règles du syndicalisme », insiste-t-on au SNETAA.

Cependant, la direction de la FEN constate que le tribunal « n'a pas mis en cause le bien-fondé de la décision, mais conteste uniquement la date d'effet de celle-ci ». Elle a donc décidé de réunir, « avant la rentrée scolaire », ses instances statutaires (bureau et conseil fédéral) afin de tenir un congrès extraordi-

naire « dans le courant du mois de septembre ». Ce congrès serait destiné à régler, dans les formes requises, le sort du SNES et du SNEP et serait suivi, en décembre comme prévu, d'un second congrès chargé d'examiner la réorganisation de la fédération afin de préserver durablement la majorité actuelle. En précipitant le calendrier, manifestement, maintenir la ligne tracée depuis quatre mois, symbolisée par la création du nouveau Syndicat des enseignants, « de la maternelle au lycée ».

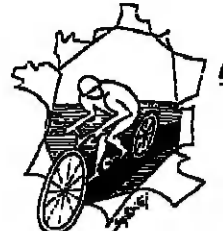
Le congrès de septembre permettrait de prendre de court les « contestataires », qui ont récemment déposé plusieurs autres assignations en justice contre le Syndicat des enseignants, attaqué sur tous les fronts. D'une part, les minoritaires de l'ex-SNI (un gros tiers des effectifs) rejettent la procédure « hâtive » de transformation de leur syndicat en SE. D'autre part, le SNETAA — auquel pourraient maintenant se joindre le SNES et le SNEP réintégrés — juge « illégitime » l'affiliation du « nouveau » syndicat à la FEN, en vertu des statuts fédéraux qui imposent une règle de non-concurrence au sein de la fédération. En toute logique, donc, les minoritaires entendent désormais contester la présence du SE, pilier de la majorité fédérale UDL... au prochain congrès de septembre. Le feuilleton est loin d'être terminé.

JEAN-MICHEL DUMAY

## SPORTS

CYCLISME : le 79<sup>e</sup> Tour de France

## Souvenirs d'enfance



« Accroche toi », lui avait dit son épouse la veille au soir. Le Français Jean-Claude Colotti (2) s'est accroché et il a remporté, détaché, la dix-septième étape, La Bourboule-Montluçon (189 kilomètres). Mission accomplie avec la « complicité » de ses deux compagnons d'échappée, le Néerlandais Maassen et le Belge Sergeant qui, appartenant à deux formations néerlandaises rivales (Panasonic et Buckler), ont refusé ostensiblement d'unir leurs efforts pour mener la chasse. Un comportement anti-sportif qui a valu aux directeurs de ces deux équipes un blâme de la direction du Tour, cette dernière ayant tenu à condamner « l'image déplorable » ainsi donnée du cyclisme professionnel. Aucun changement en tête du classement général où ne figure plus le Russe Konishev contraint à l'abandon.

Un peu déçu de n'avoir que très rarement assisté à la course elle-même (ils la suivent ou la précèdent), ils se consolent en évoquant les rencontres avec les coureurs, avant ou après l'étape. « Plus avant, précise Mathieu, car ils sont complètement crispés et fatigués. Ceux qui les ont particulièrement impressionnés ? Mignel Indrén, bien sûr. « Je n'avais que dix ans, explique Fabien, mais là, c'est impressionnant quand on le voit comme ça, très grand, très musclé. » « On ne voit pas quand il fait des efforts, ajoute Mathieu, car son visage reste toujours impassible. » Mais tous les deux le jugent « plutôt solitaire et un peu trop réservé ». En fait, avoue Julie, je n'avais pas envie qu'il gagne le Tour, non que je ne l'aime pas, il n'attaque pas beaucoup. « Cela dit, le vélo ce n'est pas que les jambes, il faut aussi être intelligent. » Il réfléchit bien, il calcule bien son truc, un peu comme Houdini », observe Alexandra, quinze ans, de Tours.

## Dur métier

A l'évidence, ils trouvent l'Italien Chiappucci, « beaucoup plus sympathique, plus vivant ». « Je ne sais pas pourquoi mais j'aime bien », confie Laëtitia, douze ans, de Malakoff. Mathieu, lui, le sait : « Il attaque tout le temps, il donne du spectacle, il fait plaisir aux spectateurs. » Opinion partagée par Julie qui avoue également un petit faible pour Laurent Jalabert, « très sympa et bon en vélo ». Laurent Fignon, lui, fascine Jordane, treize ans, de Saint-Martin de Landelles, dans la Manche. « Il est réservé, des fois on s'approche de lui et il part, comme s'il avait peur tandis que d'autres, Thierry Marie ou Jean-François Bernard disent tout de suite oui. »

Manifestement attiré par les coureurs secrets, Jordane avoue une préférence pour l'Italien Bugno. « J'ai failli l'interviewer ce matin mais une dame m'a dit : non il est trop fatigué, il a une bronchite. »

Le journaliste ? « C'est très dur de filmer », dit Mathieu, passionné de cyclisme et qui suit régulièrement les courses à la télévision : « On est des petits journalistes et il faut s'imposer. On est toujours bousculé un peu, il faut s'y faire et se battre un peu. » Le cyclisme c'est un sport très dur, insiste Claire, le journaliste aussi.

Concepteur et directeur du « Tour d'Enfance », Patrick Meunier, quarante ans, a un rêve : « Retrouver un jour sur le Tour un de mes gamins avec une carte verte de journaliste amateur du cou. »

PATRICK FRANCÈS

## Les classements

DIX-SEPTIÈME ÉTAPE

La Bourboule-Montluçon

(189 kilomètres)

1. Colotti (Fra), 4 h 34 min 55 s ; 2. Maassen (PB) à 3 min 31 s ; 3. Sergeant (Bel) même temps ; 4. Louvriot (Fra) à 8 min 34 s ; 5. Nulens (Bel) même temps. Général : 1. Indurain (Esp), 84 h 49 min 10 s ; 2. Chiappucci (Ita) à 1 min 42 s ; 3. Hampsten (EU) à 8 min 7 s ; 4. Lino (Fra) à 9 min 22 s ; 5. Bugno (Ita) à 10 min 9 s.

Les Yougoslaves participeront aux Jeux olympiques, à titre individuel. — Les athlètes yougoslaves (Serbie et Monténégro) participeront à titre personnel (épreuves individuelles à l'exclusion des relais et des sports d'équipe) aux Jeux olympiques de Barcelone qui débuteront samedi 25 juillet. Leur comité national olympique, réuni le 22 juillet, a accepté les décisions prises deux jours plus tôt, à New York, par le comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations-unies. Les Yougoslaves ne défilent pas lors des cérémonies d'ouverture et de clôture et devront s'abstenir de toute déclaration ou geste politiques. Leurs succès seront salués par l'hymne et le drapeau olympiques.

La commission exécutive du Comité international olympique a entériné ces décisions, jeudi 23 juillet, avant de pourvoir au remplacement des Yougoslaves dans les sports d'équipe pour lesquels ils étaient qualifiés. Les équipes repêchées sont celles d'Italie (basket-ball féminin), d'Espagne (handball masculin), de Norvège (handball féminin) et de Tchèque (water-polo).

## DÉFENSE

Après un test réussi pendant la guerre du Golfe

## L'armée de l'air américaine veut utiliser plus largement le satellite français Spot

Après un premier test convaincant pendant le conflit du Golfe, l'armée de l'air américaine a l'intention d'utiliser de manière plus systématique les images du satellite français d'observation civil Spot. Elle pourrait se doter de stations de réception mobiles lui permettant de capter et de traiter les images à proximité immédiate du champ de bataille.

Les responsables de l'armée de l'air américaine sont ravis des performances du satellite civil français Spot d'observation de la Terre, dont ils ont utilisé largement les images durant la guerre du Golfe. Fidèles à leur tradition, ils l'exploitent avec un luxe de détails dans un rapport dont l'hebdomadaire Aviation Week and Space Technology publie de larges extraits. « L'image Spot s'est révélée essentielle pour l'emploi des armes de précision guidées », affirme ce document. Selon des militaires cités

par la revue américaine, l'efficacité de ces armes serait passée de 30 à 70 % grâce au satellite français. Les stratèges américains ont pu ainsi monter en vingt minutes l'attaque (réussie) d'une maison de Bagdad où des généraux irakiens s'étaient réunis. Les photos Spot ont été utilisées pour tracer la route du missile guidé par caméra vidéo, et même pour choisir un angle d'attaque susceptible d'éviter les pertes civiles, au cas où l'engin aurait manqué la maison. Spot a aussi permis la destruction, au début du conflit, d'un centre de télécommunication essentiel pour la coordination des troupes irakiennes. Le bunker souterrain qui l'abritait fut localisé grâce à des images vieilles de deux ans, qui montraient une convergence de pistes à cet endroit. De la même manière, il fut possible de repérer avec une grande efficacité les accidents de terrain ou les constructions (comme des ponts, par exemple) susceptibles de dissimuler des batteries de missiles Scud.

Les pilotes américains emportaient lors de leurs raids des photos de Spot, qui leur fournissaient une image de leur route et de leurs objectifs plus réaliste et, surtout, beaucoup plus précise que des cartes traditionnelles auraient données si elles avaient existé. Y étaient portés les sites à détruire, mais aussi ceux à préserver, comme les hôpitaux, les écoles, les mosquées, et les zones résidentielles.

Employées seules, les images de Spot, dont la définition (le degré de

précision) n'est que de 10 mètres au sol, n'auraient évidemment pas permis ces applications impressionnantes. Elles servaient, en fait, de « squelette », sur lequel étaient ajoutées les données recueillies par des observateurs sur le terrain, des vues aériennes et des photos des fameux satellites espions américains Keyhole, dont la précision inférieure au mètre est contrebalancée par une largeur de vue infiniment plus réduite, limitée au seul objectif à détailler. L'ensemble était « brassé » dans un ordinateur spécialisé, le MSS 2 DS (Mission Support System) de la société Fairchild (filiale américaine de Matra).

Le conflit du Golfe fut pour l'armée de l'air américaine l'occasion de tester pour la première fois ce dispositif en opération. Le rapport dont fait état Aviation Week and Space Technology dresse un bilan de cet essai pour lequel un premier constat de 4,7 millions de dollars avait été obtenu par Spot-Image Corp., filiale américaine de la société française Spot-Image (le Monde daté 26-27 mai 1991). Bilan positif au point que, affirme la revue américaine, « l'armée de l'air a demandé l'autorisation d'effectuer un nouveau test des possibilités du satellite français en utilisant cette fois des petites stations mobiles (...). Baptisé Eagle Vision, ce projet pourrait être mis en œuvre en 1993-94. »

Un appel d'offres pour la fourniture de ces stations a été lancé. Trois sociétés y ont répondu : une améri-

caine, une canadienne, et la firme française MS2 (filiale de Matra avec participation de la Société européenne de propulsion), cofortefranco-côté français. Comprenant une grande antenne mobile, capable de « traquer » le satellite, et une station de traitement d'images, ces stations sont prévues pour fonctionner à proximité immédiate du champ de bataille. Elles tiennent dans deux conteneurs de la taille d'un camion de déménagement et peuvent être amenées sur place par un avion de transport C-130.

L'armée française n'emploie pas ce genre de matériel. Elle reste très discrète sur la manière dont elle utilise les images de Spot. Un usage qui, d'après les experts français, est beaucoup moins large que celui fait par les Américains. Sans doute l'état-major français et le ministère de la Défense, M. Pierre Joxe qui avait expliqué que la France avait été « aveugle » pendant la guerre contre l'Irak, misent-ils avant tout sur le satellite d'observation militaire Hélicon. Développé avec la participation de l'Italie et de l'Espagne, il devrait être prêt en 1994. En attendant, le bon vieux civil Spot intéresse de plus en plus les militaires étrangers, parmi lesquels deux pays d'Asie qui négocient avec Spot-Image Corp. un contrat similaire à celui du Pentagone.

JEAN-PAUL DUFOUR

## EN BREF

□ Les victimes de la catastrophe de Furiani se sont constituées en collectif. — Les victimes de la catastrophe de Furiani se sont organisées en collectif, mercredi 22 juillet, pour mieux défendre leurs intérêts. A la suite de sa première réunion, ce collectif a demandé audience au premier ministre, car, ont indiqué les responsables, « l'Etat semble progressivement se désengager de ses responsabilités dans cette affaire ».

□ Un gendarme tué en Nouvelle-Calédonie. — Un gendarme, Thierry Fernandez, âgé de trente-trois ans, a été mortellement blessé d'un coup de fusil tiré en pleine poitrine, mercredi soir 22 juillet à Canala (côte est de la Nouvelle-Calédonie), alors qu'il regagnait son domicile. Deux suspects ont été livrés à la gendarmerie par des responsables coutumiers des tribus de Canala.

□ L'affaire des cliniques de Marseille. — Marcel Long, un des tuteurs présumés de Léonce Mout, le gérant de la Polyclinique nord de Marseille, assassiné le 18 mai 1988, a bénéficié d'une mise en liberté, mercredi 22 juillet, dans le cadre de cette affaire pour laquelle il reste inculpé d'assassinat. Cette décision n'aura pas d'effet pratique, Marcel Long demeurant écroué pour un autre assassinat, celui de Jean-Jacques Peschard, le maire du 7<sup>e</sup> secteur de la cité phocéenne qui avait été tué le 15 janvier 1990.

**Le Monde**  
Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Remboursements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »  
112, r. M. Gambourg  
94832 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE ALGERIE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télex : 206.808 F

**Le Monde**  
PUBLICITE  
Jacques Lesourne, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-72-72  
Télex : MONDPUB 634 128 F  
Télécopieur : 40-65-72-72  
Société filiale de la SARL Le Monde et de Matra et Régis Bompas SA.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Télex : 281.311 F

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-RENTÉE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS en francs C.F.
3 mois	460 F	571 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 065 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐  
6 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer aux noms propres en capitales d'imprimerie.  
PP, Paris PP 201 MON 01

1500-60-100











سكنا من الامن

CARNET DU Monde

Le Monde

Le Monde ■ Vendredi 24 juillet 1992 13

# DES LIVRES

## Dernières nouvelles de Vialatte

Utilité des malles sans fond pour ranger ses manuscrits - Risques de la notoriété et avantages de l'almanach  
Si Pascal avait traduit Kafka - Inconvénients du roman - Grandeur consécutive d'Alexandre

**ALMANACH  
DES QUATRE  
BADONCE ET LES CRÉATURES  
ANTIQUE  
DU GRAND CHOSIER**  
d'Alexandre Vialatte  
Julliard, 111 p., 140 F.

**SALOMÉ**  
d'Alexandre Vialatte  
Les Lettres,  
coll. « l'Idiot International »,  
255 p., 120 F.

Pour entreposer ses manuscrits, Alexandre Vialatte utilisait, semble-t-il, des malles sans fond. Régulièrement, depuis sa mort, il y a vingt ans, des manuscrits y landent leurs filets et ramènent à la surface le dernier, assurément, inédit. Jusqu'à la pêche suivante qui s'avérera aussi miraculeuse. Et c'est ainsi que Vialatte qui n'avait guère publié de son vivant que quatre livres - trois romans et un album sur la Haute-Auvergne - jouit désormais d'une bibliographie florissante.

Il doit beaucoup de cette prospérité à Ferny Beson qui fut sa véritable muse. Cette dame s'est vouée au culte d'Alexandre. Elle lui a consacré une biographie, *Le roman de l'homme*, d'émotion, Alexandre Vialatte ou la complexité d'un enfant frivole, parue en 1981 chez Laffont.

Elle s'est aussi attachée à une œuvre vialattienne sans toutes par son œuvre. Elle a perdu d'avance l'ensemble de ses textes courts, chroniques, nouvelles, almanachs, célébrations que Vialatte diffusait dans les organes de presse les plus inattendus, *Le Monde*, bien sûr, le quotidien régional de sa chère Haute-Auvergne, mais aussi *Art*, le *Courrier du monde*, le *Journal du tiers*, le *Courrier des Messageries maritimes*, *Marie-Claire*, *Plumes et fumées*, la *Revue rhénane*, *L'Époque*, *l'Alsace française*, le *Crapouillot*, sans oublier, car il n'était pas snob, la *NRF*, les *Lettres françaises*, l'insubmersible *Revue des deux Mondes*. Plus, sans doute, d'autres feuilles et organes qui ont échappé jusqu'à présent aux recherches minutieuses.

Disséminées aux quatre vents, offertes au plaisir et à la sagacité des lecteurs les plus improbables, ces chroniques demeurent le plus éblouissant de l'œuvre. Rassemblées en volumes, elles ont sensiblement augmenté le clan des fanatiques de Vialatte. Le temps n'est pas loin où l'on ne pouvait plus dire de lui qu'il est, selon ses propres termes, notoirement méconnu.

Cette notoriété ne va pas sans risque. Vialatte n'a pas de son œuvre reconnu, s'il a inventé un genre, comme en leur temps Montaigne ou Diderot, des épigones foisonnent. De la rhétorique rigoureuse et savante de l'auteur des *Dernières nouvelles de l'Homme*, il n'est « chopé » quelques



Alexandre Vialatte : « L'homme à zoologie. C'est ce qui rend la lecture des romans fastidieuse ».

tics, mais ils ont à Vialatte ce que la plume de Millevaches est à l'Auvergne : leur chanson est sans mystère.

Le mystère est le pain quotidien de Vialatte. La création entière lui est mystérieuse. Le livre du monde se confond pour lui avec celui des merveilles. « Dieu, écrit-il, se dissimule comme le loup de la devinette qui se cache dans sa propre image au milieu des branches du pommier. On ne voit plus que lui quand on l'a découvert. D'autres ne voient jamais que le pommier. » Si la chronique, si l'almanach lui ont permis de formes littéraires privilégiées, c'est qu'elles lui permettent de faire, à sa manière, l'inventaire de l'univers. L'une de ses séries d'articles s'intitule *Le Grand Chosier*, - le répertoire désordonné et amoureux de la vie - ses romans, ses formes, sa mort étant l'une de ces formes, la plus mystérieuse donc la plus fascinante.

Vialatte est l'anti-encyclopédiste par excellence. Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle voulaient faire l'inventaire de tous les savoirs pour conquérir le monde et libérer l'homme d'une obscurité d'où naissent

tous les maux. Vialatte écrit et décrit pour obscurcir, pour épaissir les mystères, pour placer les certitudes en porte-à-faux, pour mettre à nu les faiblesses et les bornes de la raison.

S'il choisit les armes délicieuses de l'humour, du syllogisme pervers, de la nomenclature savoureusement délirante, de la simplicité trompeuse, de l'érudition dérisoire, de la définition gauchie, son propos est si contenté par d'être grave, il est d'un pessimisme allégre, mais total. S'il faut à tout prix trouver un inspirateur à Vialatte, c'est du côté de Pascal qu'il faut le chercher. Pascal, s'il avait traduit Kafka, aurait pu proposer cette définition de l'homme : « Animal à chapeau qui attend l'auto-bus 27, au coin de la rue de la Glacière ».

Ces dispositions d'esprit s'accroissent guère au genre romanesque. Le paradoxe perd de son efficacité métaphysique lorsqu'il se dilue dans la durée romanesque. Il exige de la pointe plutôt que du souffle; il joue sur les mots, sur les articulations fines de la phrase davantage que sur les chapitres. C'est sans doute pourquoi Vialatte, s'il a publié trois romans estima-

bles - dont un chef-d'œuvre, *les Fruits de Congo* - en a tant dormi inachevés dans sa fameuse malle.

« Écrire, disait-il, n'est intéressant que lorsque l'œuvre collabore avec l'auteur, quand on enfantent ensemble, quand il y a quelque chose qu'on n'attendait pas ». Il est probable que *Salomé* que l'on édite aujourd'hui ne lui promettait plus d'inattendu pour qu'il puisse parfaire ce roman écrit en 1932, quatre ans après la parution de *Battling le ténébreux*.

C'est pourtant une œuvre bien agréable, le léger négligé de son présent. Peut-être, justement, parce que ce n'est pas un roman, que l'auteur ne s'est guère soucié de lier entre eux ses personnages et des épisodes qui, du coup, retrouvent la verve, le charme et les méticulosités du texte court. Les métaphores peuvent fleurir à libérer leur parfum d'incongruité et de poésie; les descriptions peuvent étaler leurs séductions sans craindre de ralentir le cours du récit, la trame se laisse lâche pour ne pas contraindre des personnages peu ordinaires à la discipline d'une unité psychologique.

À la vérité, Vialatte préfère les émotions profondes et mystérieuses de la vérité mythologique. Mythologie de la vie quotidienne, celle d'une petite ville de province au début du siècle, avec ses étroitesse et ses rêveries, mais intimement à deux mythologies, puissantes et douloureuses, celle des légendes allemandes et celle de la grèce antique.

Révisé, à une manière qui est affable et indulgente, par l'idéologie française des Lumières, homme de culture plutôt que de civilisation, Vialatte se sentait proche du romantisme allemand, de son culte de la nuit, de sa soumission dramatique à la religion des pouvoirs de l'inconnu. Comme la plupart de ses livres, *Salomé* peut aussi se lire comme la métaphore développée du *Erkdnig* de Goethe : la nuit est tout ce qui tue l'enfant dans l'homme. Les enfants de Vialatte sont tristes et mélancoliques qu'ils pressentent la nuit qu'ils portent en eux.

Cela ne fait pas de Vialatte, comme l'écrit malencontreusement le préfacier de *Salomé*, « le romancier allemand de la France ». Il est, au bonheur, tout autre chose, un pas vraiment romancier : « L'homme est zoologique. C'est ce qui rend la lecture des romans fastidieuse. On sait d'avance tout ce qui va s'y passer. On ne peut jamais y voir l'homme qui naître, mourir ou se marier. Si ingénieuses que soient les façons de faire ces trois choses, on sait d'avance qu'il n'en sortira pas ».

Pierre Lepage

### Bureaux d'écrivains :

Dominique Rolin

Nicolas Guilbert a rencontré quatre écrivains pour dessiner leur bureau. En contrepoint chacun évoque ce lieu de leur création. Dominique Rolin ouvre la série. Elle sera suivie par Pierre Mertens, Marie Nimier et Charles Juliet.  
Page 14

### RENCONTRES IMAGINAIRES

#### L'Europe de Valéry

Après Roland Schopenhauer (« le Monde des livres » du 17 juillet), nous poursuivons nos « rencontres imaginaires » par un entretien avec Paul Valéry par Hector Bianciotti. L'auteur de *Charmes* évoque les questions politiques et géopolitiques : « Aucune d'Europe ne peut se passer des autres, en présence de l'ennemi du reste du monde et de son rapprochement ».  
Page 16

### SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

#### L'imaginaire hors les murs

Les mythes et les légendes sont construits autour de deux mondes. Celui de l'intérieur, de la cité, de la civilisation, et celui de l'extérieur, de l'inconnu, d'où l'ennemi peut surgir. Les deux appartiennent à une même catégorie. C'est la mythologie. C'est ce que l'étude Michel Louis. Robert Harrison fait partir de cette histoire de la relation à la forêt, à l'univers sauvage, un essai passionnant sur « L'imaginaire occidental ».  
Page 17

## Le credo de Don DeLillo

Le romancier américain écrit dans un monde où la terreur, les dangers  
« sont en compétition narrative directe avec la fiction »

**MAO II**  
de Don DeLillo.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Marianne Véron,  
Actes 280 p., 128 F.

*MAO II*, le dernier roman de Don DeLillo, s'ouvre sur un mariage et finit sur une mort. Le premier se déroule à New-York, dans un hôtel patrimonial du Monde libre et sous le patronage de Sa Majesté Moon. Les fiancés, appareillés par le cadavre du prophète, y convolent en masse, sans se connaître, et ne sont unis que par leur foi en une métaphysique de l'homme qui transcenderait leur désarroi individuel. La mort est pour cadre Beyrouth, et, dans les ruines d'une ville mutilée par la guerre, la protection d'un tank dont « le canon se met à chanter comme un blague grivoise de banquets », célèbre l'union unique de deux individus uniques.

Entre deux événements, DeLillo trace la toile d'une méta-

phore où le monde apparaît comme le théâtre d'un complot anonyme où « la terreur et le langage et le terroriste fait un raid sur la conscience humaine ». L'argument du roman est simple : Bill Gray, écrivain mythique, bien par le retentissement de son œuvre passée que par le choix qu'il a fait de disparaître soudainement de la vie publique pour pouvoir rédiger le Livre définitif de la Vie, accepte de recevoir, dans son bureau de reclus, une photographie monomaniaque qui fixe le regard de tous les écrivains du monde, comme pour y inscrire « le secret de leur existence ».

Bill Gray, en fait, un écrivain quasi vaincu, un écrivain d'une intégrité opiniâtre qui n'a rien publié depuis vingt ans et qui noie dans l'alcool les pilules « up and down » sa quête mystique de « la phrase parfaite ». La publication de la photo est pour lui une révélation de réveil de la Belle et du dormant. Il abandonne la rédaction du Livre pour entrer en contact avec la jonction entre le réel

opéré, se voit confier la mission d'échanger sa notoriété contre l'anonymat d'un obscur poète enlevé par un obscur terroriste libanais. « Du point de vue de Gray, son roman pourrait résumer en deux parties, Don DeLillo : le Livre et le Monde. »

On ne peut mieux dire, l'incapacité de Bill à trouver le Livre du Livre se résout dans une impuissance à écrire la fiction. « Autrefois un écrivain pouvait croire qu'il influençait la culture. Aujourd'hui, nous sommes confrontés au terrorisme et le rapport qu'il entretient avec les médias. La terreur, les dangers de notre monde sont en compétition narrative directe avec la fiction. » Ce monde angoissé, ce regard teinté de paranoïa sur un monde qui affiche ses horreurs avec une inconsciente complaisance où la crudité du langage journalistique a remplacé les métaphores de l'art, donne, à la fois, la clé du roman et son titre.

*MAO II* n'est pas une référence à

MAO Zedong, mais à la célèbre série de portraits d'Andy Warhol. Pour Don DeLillo, les peintures de Warhol sont bien plus qu'un clin d'œil ironique : « Elles anticipent l'image télévisée du portrait officiel de Mao, défiguré par la peinture rouge sur la place Tiananmen. » Dans *MAO II*, les portraits de Warhol font la jonction entre le totalitarisme et une image fabriquée qui incite à se demander ce qui transforme la renommée en masque mortuaire, ou comment un portrait parvient à geler l'esprit de deux fois. Mao est deux fois : ses enfants déboussolés réinventent le vieux rêve de pureté communiste en s'unissant à l'aveuglette dans les véritables églises de la liturgie moderne que sont devenus les stades, en posant des bombes pour la seule bénéfice des diffuseurs d'informations.

Patrick Raynal

Lire la suite page 11

## LUIS SEPÚLVEDA

### Le Vieux qui lisait des romans d'amour

Un livre miracle.

(A. Rolin, *Le Canard enchaîné*)

Tout simplement un roman « épatant » rempli de personnages luxuriantes.

(M. Polac, *L'Événement du Jeudi*)

Un chant d'amour adressé au dernier lieu où la terre préserve encore sa virginité.

(M. Gazier, *Télérama*)

Éditions Métailié  
Diffusion Seuil

132 p., 75 F.



# Fiction et autobiographie

*Faut-il reprocher aux romans d'aujourd'hui d'être des autobiographies déguisées ? A cette vieille question, Danièle Sallenave oppose le contrat mystérieux et secret entre la vie et l'œuvre, au cœur de toute grande entreprise littéraire*

« L'autobiographie ! Mais on pourrait dire qu'aucune de mes livres n'est autobiographique ou que tous le sont. » Ainsi répondait Marguerite Yourcenar à propos d'un colloque sur elle et l'autobiographie.

On ne peut rêver pourtant une **■■■■■** dont les contours soient plus austèrement cernés : **■** part concédée aux Mémoires y **■** d'autant plus claire que les romans ont choisi **■** faire parler en première personne **■** figures historiquement attestées, grâce **■** quoi l'archive ou l'inscription substituent parfois leurs références canoniques aux libertés (qu'à **■■■■** on croit débridées) de l'imagination romanesque.

Les relations du roman avec l'écriture de soi sont donc certainement plus complexes que ne semble l'indiquer le point de vue d'Olivier Mongin. Pour celui-ci, «*effet, la fiction française actuelle manque [...] de devoirs en n'étant plus que de l'autobiographie mal déguisée. On serait bien souvent tenté de lui donner raison, tant il est vrai qu'on [...] has, chaque saison, de voir revenir [...] où il [...] trop évident que l'auteur s'est livré au jeu gratifiant d'un désengagement de [...] propre existence et, dans l'espérance de gagner sur [...] tableaux, d'éviter soigneusement le statut de sujet assésant. On ne lit pas du reste [...] un secret malaisie qui [...] change vite [...] ennui.*»

C'est que, travestie en roman, la confession n'y **■** jamais un retour **■** soi, elle n'affronte ni la vérité ni **■** réel; elle se dérobe **■** risque que comporterait une véritable tentative

autobiographique, qui descelle les évidences les mieux établies, fait trembler les contours de moi, oblige à redéfinir repères. En même temps, s'abritant derrière les leures commodes d'un romanesque convenu, ces faux mémoires ne deviennent pour autant de la véritable fiction : ils autorisent simplement l'auteur à un narcissisme reconfortant, à une complaisance émerveillée, ils l'aident à sculpter sa propre image dans une matière pour laquelle de grandes références ne manquent pas.

### Exemples médiocres

Le roman n'y a pas :  
réduite à fournir non une  
invention mais ses conventions,  
la fiction n'est pas plus que  
l'autobiographie soumise à  
l'épreuve de la réalité – qui pour  
la fiction résulte justement  
d'une transformation de l'expe-  
rience vécue. Ainsi l'auteur  
peut-il à peu près répondre à  
la demande sociale, qui  
n'émane pas moins des éditeurs  
(faites-nous donc un roman !)  
que du public.

Qu'Olivier Mongin cependant ne se s'agit là que de petites œuvres, n'est-ce pas de grand projet qui demande pour s'accomplir que l'on prenne un risque vital. Ces «œuvres» dont il parle n'en méritent pas le nom; elles sont le pur produit de l'époque; elles périront comme elles naissent, dans la fadeur et la pusillanimité. Il leur a donc donné d'accéder ni à la grandeur du roman ni à l'énigme du journal de l'autobiographie.

Le directeur de la revue *Esprit*, Olivier Mongin, a publié en page « Débats » du *Monde* du 3 juillet un point de vue, sous le titre « Identité et littérature : la France en mal de fiction ». Dans ce texte où les seuls écrivains français vivants cités étaient Jeanne Bourin et Sébastien Japrisot, – il apparaissait que la « fiction française n'était plus qu'« autosatisfaction individualiste » ou « nostalgie de l'Histoire » face à la « vitalité actuelle du roman anglo-saxon ». Cette vision appelle des réponses. Outre celle du public (voir les succès récents d'Annie Ernaux, de J.-M. Le Clézio, et toujours, de Marguerite Duras), que *Le Monde* des livres », qui depuis vingt-cinq ans, n'a cessé de défendre la fiction française, se doit de participer à ce débat. Voici une première contribution, celle de Danièle Sallenave.

On ■ peut pourtant pas en rester là ■ profiter de ■ exemples médiocres pour vitupérer l'époque ■ rejoindre ainsi le chœur ■ ceux pour qui la France n'est désormais plus la patrie du grand roman. Car on ■ peut limiter ■ l'examen de quelques livres médiocres ■ éphémères ■ réflexion que mérite le rapport de l'œuvre romanesque ■ de l'autobiographie.

A quoi servirait-il, pour assainir les Lettres, d'opposer d'un côté ■■■ « véritables » autobiographies, qui seraient tout entières du côté de l'écriture de soi et, de l'autre, les « véritables » romans, qui seraient placés tout entiers sous le signe de l'invention, de l'imagination ? Ce ne serait pas davantage progresser dans cette grande affaire philosophique. Ou'est-ce, en

retour en force ■ journaux et  
■ qui ne se contentent pas  
de reproduire l'expérience mais  
tentent ■ saisir au plus vif le  
moment ■ elle se ■ écriture,  
et l'extrême qualité romanesque  
d'œuvres issues, de Duras à  
Annie Ernaux, de Sollers, Gui-  
bert ■ Calaferte ■ Le Clézio ou  
Henri Thomas, tantôt d'une  
méditation fantasmatique ■  
■ vie, tantôt d'une volonté  
sombrement réaliste ■ ne ■  
inferer sur le ■ des choses.

**Métaphysique**  
■ **métamorphose**

L'écriture ■ dévoile alors pour ■ qu'elle ■ : le manie-  
ment de dangereux effets de  
retour, qui marquent « la ■  
■ conséquences ineffaçables.  
La vie d'un écrivain, dès lors,  
■ représentera topologique-  
ment sous les aspects d'une spi-  
■ sans fin autre ■ la mort,  
■ se ■ chaque jour davan-

tage l'aventure, conjointe du  
 vivre et de l'écrire. De **moi**  
 qu'avec le temps - et **moi** le  
 dit mystérieusement l'Evangile  
 : « Celui qui venait derrière  
 moi » devant moi », - un trouble  
 de la causalité s'empare de  
 l'existence vécue. Car, malgré  
 tout ce **moi** Proust écrivait  
 entre Sainte-Beuve et l'éloge du  
 moi profond **moi** l'écrivain, où se  
 décide le choix **moi** qui le fait ?  
 Dit plus trivialement : vit-on  
 en enfermé pour écrire la  
 Recherche ou écrit-on la  
 Recherche afin de vivre  
 en enfermé ?

A ce nœud de raisons intriquées, on opposera des **■ ■ ■ ■ ■** si éloignées de la vie de leur auteur que la dimension d'autobiographie y est totalement

invisible : Nabokov, encore. Soit. Mais la question est autre ; elle n'est pas ■ l'ordre policier d'une recherche de ■■■■■ ou de concordances. Ce n'est pas une affaire d'histoire littéraire, mais ■ métaphysique et ■ métamorphose : car, si persuadé que soit l'auteur d'être libéré dans ■■■■ les ■■■■ sorts ■■■■ imagination, si infimes ■■■■ reconnaissables ■■■■ soient les fragments ■ la vie vécue que recèle un roman, il n'est probablement d'œuvre ■■■■ dans le souci de transformer ■■■■ la matière de la vie vivante, donc périssable, en un livre : « J'arrache l'œuvre à ■■■■ vie, afin ■■■■ celle-ci ne périsse ■■■■ tout entière. »

C'est ~~que~~ je veux que ma vie soit mon œuvre, ~~pour~~ quoi je n'écrirais ~~rien~~. Qu'on le compare dans ~~les~~ ~~les~~ ~~les~~ qu'on voudra : ~~on~~ aura toujours rai-

**Danièle Sallenave**

■ **Précédons.** - Le *Liberal* du Giovanni Macchia nous fait remarquer qu'il n'avait, dans un article publié dans le *Annuel de l'Encyclopædia* paru en 1988, avancé la même hypothèse que Macchia, laquelle prévoyait de donner pour ses deux versions, la *Postface*.

**Déjà** part, la souscription **du** le *Dictionnaire historique de la langue française* (« le Monde des livres » 10 juillet) **chez** **les** **suprès** **des** libraires jusqu'au 31 octobre 1993 à un tiers de 990 F.

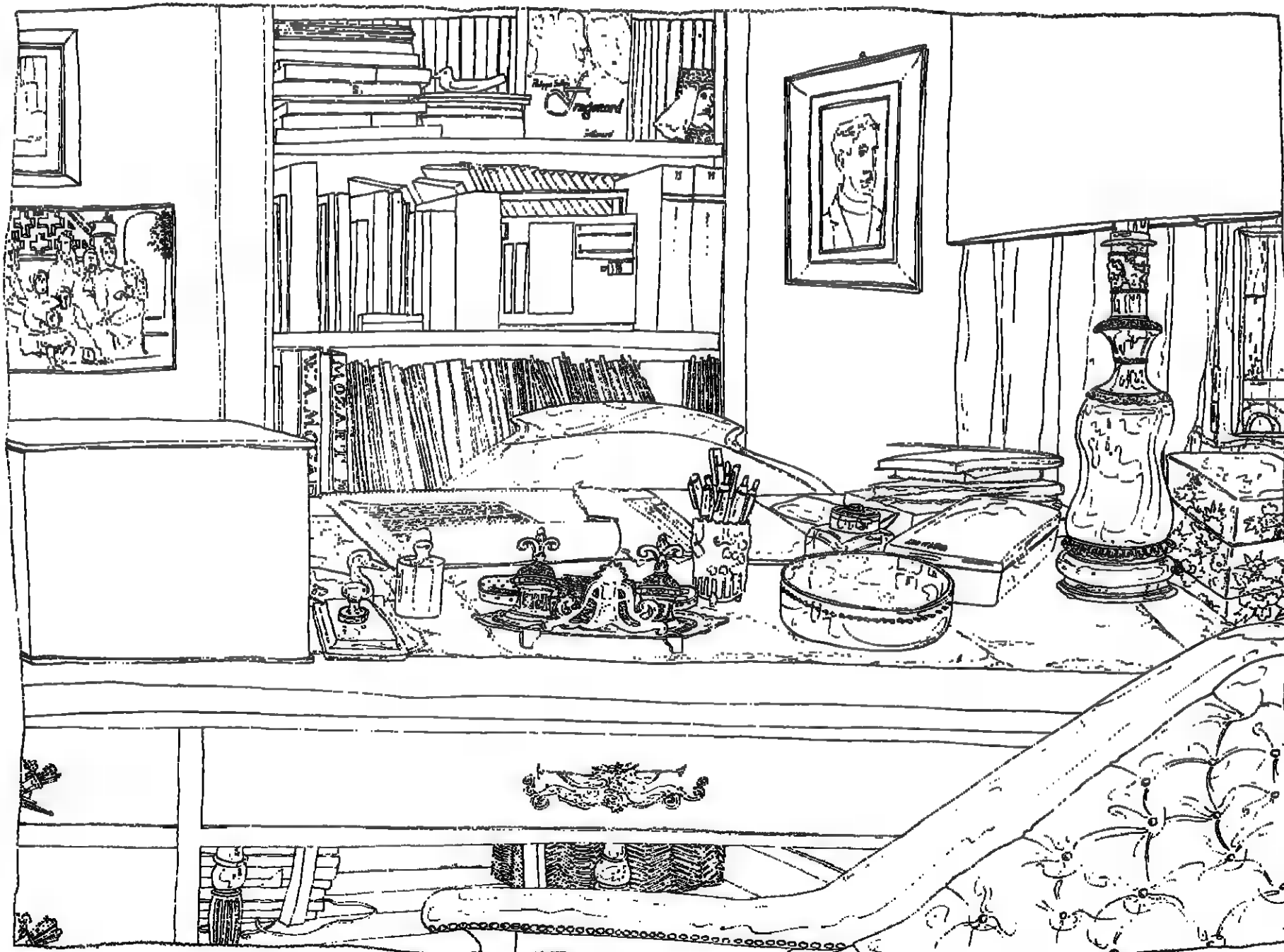


# BUREAUX D'ÉCRIVAINS DOMINIQUE ROLIN

*Dessin  
de Nicolas Guilbert*

**L**e matin **du** **travail**,  
près de la place occupée  
sur mon bureau **par**  
chaque objet (il y en a  
beaucoup, **mais** ou  
superflus). Il s'agit d'un  
calcul **pour** garantir un ordre  
immuable, une espèce  
de **tableau** d'or dont  
j'ai **un** **exemplaire**. Le moindre  
décalage **est** une  
auto-trahison, un  
manque de respect à  
l'égard **des** choses.

L'équilibre entre les couleurs sur les plans, les relations entre les lignes doit être arithmétique à la surface de mon chantier d'écriture : un encombrement discipliné jusqu'à la maniaquerie ouvre de nouvelles perspectives au lieu d'une clore. Impossible d'échapper à une concentration plane, réduite en somme, où les choses, comme les architectures, sont architecturalement dans mon rayon d'œil, agissent à la façon de puissants résonateurs.



هكذا بين الاصل



سكرا من الامم

LE MONDE DES LIVRES  
LITTÉRATURE FRANÇAISE

Rencontres Imaginaires

Après Schopenhauer, nous poursuivons notre série de rencontres imaginaires. Cette semaine Hector Bianciotti et Paul Valéry (1).

« Au lendemain de la guerre de 14 vous vous demandiez si l'Europe n'allait pas devenir un petit cap du continent asiatique ». Et vous disiez qu'aucune partie du monde n'a possédé une singularité propre « physique » : la plus intense pouvoir « émissif » uni au plus intense pouvoir « absorbant ». Vous disiez : « Tout est venu à l'Europe et tout en est venu »...

Europe est un système paradoxal qui a réalisé le maximum d'union (c'est-à-dire qui a observé) intellectuelle — le maximum de déunion au point de vue des volontés. L'Europe est chargée du poids de son histoire.

« Les considérations purement nationales conduisent les nations à leur perte. Un point de vue purement français est nécessairement dangereux pour la France »

L'image réelle de ce poids est donnée par ses limites. Les emprunts à l'histoire sont de toute cette histoire. Qui s'engagerait dans la justification de ces emprunts ? L'histoire est un mélange de ce qui est important pour l'Europe, mais les Perses, sans les Sémites, sans la culture hellénique et les développements ultérieurs qu'elle a reçus, les Européens seraient de beaucoup inférieurs au raffinement et à la complexité des peuples de l'Orient et de l'Extrême Orient.

« Lorsque, jadis, vous pensiez à l'Europe, Napoléon imaginait le bout de son bicorne... »

Napoléon avait le nez qui se pressait ce qui devait se produire et ce qui pourrait s'entreprendre. Il a pensé à l'avenir du monde actuel, n'a pas pu le comprendre, il l'a dit. Mais il venait trop tôt ; le temps n'était pas mûr ; ses moyens étaient loin d'être nôtres. On s'est ramifié après lui à l'extrême des horizons du visible et à

raisonner sur l'instant. Napoléon a senti que l'Europe était quelque chose de particulier et son démon était l'organisation qui dans la construction est dans la pensée de l'art, il avait en voyant que les seules puissances rationnelles en Europe devaient être la France et la Russie il a vu de leur situation et de leur caractère du doigt que l'Angleterre ne pouvait qu'être éternellement opposée à l'Europe parce qu'elle est forcément intéressée à ce qui est contraire à l'Europe et à la civilisation de ce qui est capital pour l'Europe dernière, — pensait à détruire la puissance anglaise, puis, plus largement à ouvrir un monde qui avait l'habitude d'unifier l'Europe occidentale sous une administration unique et avec un caractère de ceux les gens habiles et intelligents. Napoléon, le plus excitant des hommes d'aucun temps. Toutefois, il a manqué l'Europe. Et d'ailleurs, il a manqué l'Europe.

« Croyez-vous que l'unification des nations européennes est aujourd'hui impossible ? »

Plus nous sommes de l'Europe une idée distincte, plus nous nous sommes éloignés en fait qu'Européens, les difficultés internes et irréductibles des différences internes et irréductibles des différences. Les nations sont étrangères les unes aux autres, comme le sont les langues, les caractères, d'âges, les croyances, les mœurs et les besoins différents. Plus d'une est intimement liée à l'autre, mais elle est en fait et par là la nation par excellence, l'âme de l'avenir infini, et la seule à pouvoir prétendre, quelle que soit son état, du moment, se réaliser ou se réaliser, son développement suprême est virtuellement qu'elle s'attribue. Chacune a des arguments dans le passé et la possibilité : aucune n'aime à considérer les malheurs comme ses enfants légitimes. Aucune nation d'Europe ne

L'Europe de Paul Valéry



LAURE ALBIN-GALLIARD/ROGER-VIOLET

L'idéal politique de la France avait d'avoir un caractère qui l'on pourrait injurier profondément presque tous les jours dans les journaux et acclamer tous les jours dans la rue ; absolu, mais que l'on pourrait reconnaître quelquefois pourvu que l'on s'efforçât de l'air de s'être passé ; dans lequel le commerce irait bien — et qui donnerait quelquefois des guerres victorieuses sans profit, des révolutions prodigieuses. Il aurait une cour ; il y aurait une éducation, des titres, des cordons, des domestiques d'or, mais il n'y aurait pas de cigares et le petit commerce, l'après-midi se ferait aux ouvriers.

Les affaires devraient marcher, mais les grèves seraient permises, et les financiers mis en prison à condition qu'il y en ait d'autres au soleil, et que le soleil ne baisse pas. Il serait galant, grave, spirituel et bon, c'est-à-dire un imbécile en politique. La formule l'Etat c'est moi, a engendré la formule : l'Etat est un Moi — qui est la nouveauté politique moderne. Le roi-homme aboli, il ne reste un Egoïsme monstrueux.

« Nous sommes cependant en démocratie... »

La démocratie est une terrible affectation, une pose. Rien de moins vrai. Elle périt avec le règne exclusif de l'argent.

« Crut-il à la supériorité de l'Allemagne, dans l'hypothèse d'une Europe unie ? »

L'Allemagne beaucoup plus forte que nous — et voisine — voilà le fait que nous la politique française — depuis 70 — a essayé de ne considérer que comme... impossible. C'est une sensibilité irritée par l'histoire glorieuse et une attention insuffisante à la carte d'Europe. Enfin croyez-vous à un avenir politique, à la valeur du jeu diplomatique, à des alliances — toutes choses vieillies, et dangereuses dans une époque de temps raccourci où,

d'ailleurs, les facteurs quantitatifs bruts prennent rapidement leur importance dominante.

En quelques années l'Europe a perdu nombre de ses valeurs et de ses différences précieuses. Les gens, un peu partout, et à tous les étages, s'amuse à les mêmes choses. Tout est sacrifié aux Idoles. Production. Puissance. Etat. Unification. Centralisation. Normalisation ! Technification... Mystifications ! Tout ce qui est l'Europe est toujours au brigandage et à la propriété des Etats. En fait, l'Europe est toujours au brigandage. C'est leur « réalisme ». Avec des conséquences écrasantes pour les individus.

« Tout est sacrifié aux Idoles. Production. Puissance. Etat. Unification. Centralisation. Normalisation ! Technification... Mystifications ! Ils en ont fait la C'est leur « réalisme ». Avec des conséquences écrasantes pour les individus. »

Si l'Allemagne peut donner un peuple français le sentiment qu'elle n'a point de intentions hostiles à la face du monde aura changé.

« Mais... ? »

« ... La nation qui comprendra mieux la situation de l'Europe aura le droit de dire choses européennes. »

« Vous souriez... Vous n'y voyez guère ? »

Toute politique implique un point de vue qui elle implique une certaine idée de l'homme, et même une opinion sur le monde, l'espèce, toute une métaphysique qui est du sensuel le plus brut jusqu'à la mystique la plus osée. L'Europe aspire violemment à la plus brut jusqu'à la mystique la plus osée. L'Europe gouvernée par une commission américaine. Toute sa politique s'y dirige. Ne sachant nous défaire de notre histoire, nous serons déchargés par les peuples heureux qui n'en ont point.

Entretien réalisé par Hector Bianciotti

(1) Excepté quelques lignes glissées dans le premier volume de l'œuvre (Gallimard, 1934) et dans « Regards sur le monde actuel » (Gallimard, « Folio/Essais »), les « réponses » de Valéry ont été composées à partir de ses notes, prises au jour le jour, de 1892 à 1945, et qui constituent ses Cahiers (Gallimard, « La Pléiade », Tome I et II, 1973 et 1974). L'orthographe et la ponctuation ont été ici, scrupuleusement respectées.

Louis Calaferte, pornographe

L'auteur de « Septentrion » célèbre dans un style souverain l'impudeur de la femme

LA MÉCANIQUE DES FEMMES de Louis Calaferte. L'Arpentier/Gallimard, 140 p., 30 F.

« Au commencement était le sexe. » Telle est la première phrase de Septentrion, œuvre à laquelle Louis Calaferte a consacré cinq ans de travail durant lesquelles il fut un possédé de l'écriture. Mais ne définissait-il pas ce livre comme un tribunal intérieur devant lequel il se serait lui-même assigné « à comparaître » afin de mieux « se connaître » ? Interdit à sa parution, en 1963, cet ouvrage est devenu, depuis sa réédition en 1983 (1), un livre culte dans la magie noire demeure intacte tant l'appel au sexe de la vie y est fort et vrai.

Dans ses entretiens avec Patrick Amine (2), Louis Calaferte évoquait son envie d'aller plus loin encore et de donner un livre du langage, du vocabulaire amoureux féminin en écrivant une espèce de répertoire pornographique dans le titre même de Mécanique des femmes. Ce brûlot aujourd'hui disponible en librairie, et le moins que l'on puisse dire est que Calaferte ne faillit pas à sa réputation d'écrivain ennemi du tédieux et de la mesure. Ici, il n'est pas question d'érotisme ou de jeu amoureux courtois ou même seulement de pornographie. Les mots crus, directs et doivent plus au

vocabulaire des hommes qu'à celui de l'Académie française. Louis Calaferte s'est fait le scribe de celui dont il a recueilli les propos obscènes ou grivois. Amant, voyeur et écrivain public, il ne sait jamais si ces femmes ne vont pas se métamorphoser en petites ingénues, en jeunes filles, en femmes du monde, en bourgeoises ou en putains. Toutes les possibilités ou leurs intermédiaires de lettres, il les restitue dans des dialogues qui, les uns à la main des autres, forment un requiem à la « petite mort ».

« La seule vérité, c'est la mort, moi je ne veux pas de la mort. »

Le cérémonial du plaisir de Hugo Abelle. Zulma, 89 p., 75 F.

Un homme s'empare de la chatte qu'il a en son pouvoir, grandit et se métamorphose en humain. Elle se glisse dans son lit. Ils font l'amour. La chatte n'est plus un animal, elle n'est pas encore une femme. Ils se rejoignent dans la douleur, en attendant qu'il vive un amour banal, le jour où la chatte se sera définitivement métamorphosée en femme.

« Une femme désire, les hommes sont des masques vils. »

Je veux de la vie. Alors je me mets à l'une et, comme en écho, une autre formule : « A ma mort, je veux qu'il y ait un défilé de mort. Je veux les hommes qui m'ont sauté. Je suis sûre que la mort m'impressionnera et qu'elle m'épargnera. » Toutes, en fait, apparaissent à l'auteur comme des agonisantes conscientes qui veulent retenir la vie dans leur corps, fit-ce avec leur mort. Le « plaisir désespéré » qu'elles offrent à leurs partenaires masculins n'est qu'un moyen de retarder l'échéance ou de dénier au temps les outrages qu'il leur croit autorisé à dispenser.

Louis Calaferte les aime, ces

naufraquées qui s'accrochent à un donnet au premier phallus qui passe. Aussi a-t-il dispersé des diamants dans un déluge de mots et de foudre. Le désir, si fatal soit-il, devient alors poésie et les corps s'allègent de leur pesanteur. La nuit est le décor naturel de ces étreintes. Les trains et les hôtels en sont les refuges, les morgues provisoires.

Certaines phrases sont si envoiées, si belles, que l'on se croit en droit de soupçonner l'auteur de les avoir extraites de sa seule imagination. Ainsi, ces « chambres d'hôtel au petit matin où on n'a pas dormi, étrangement vides, silencieuses. On souhaiterait que le monde se pétrifiait pendant que, dans le lit, après les dépenses de la nuit, le petit corps en boule sous les couvertures se repose d'une demi-somnolence qui, bientôt, s'interrompt pour la séparation du jour. »

« La littérature, c'est la société, le besoin d'une étincelle pour faire tomber les gales qui la dévorent », écrivait Flaubert à Louise Colet. Là où un quelconque « écrivain » aurait aligné des obscénités, Louis Calaferte a célébré, dans un style souverain, l'impudeur de la femme, le mystère qui la console de la banalité des hommes.

Pierre Drachline

DANS LA RUE DU SOMMEIL RARE d'Ingrid Naour. Ed. Table Ronde/Manya, 157 p., 30 F.

A l'âge où l'on apprend à aimer, Ingrid Naour a reçu que des coups. Elle y répondit par l'autodestruction et le silence. Les années devinrent alors son refuge intime, son amour secret, sa vengeance future. Privée de la parole, elle apprenait le langage des muets. « J'écris parce que je ne parle pas », dit-elle aujourd'hui, « je ne parle pas de ce que j'écris. »

Contrairement à ses espérances, l'écriture ne l'avait pas délivrée de son enfance, elle l'avait seulement dépossédée. La petite fille meurtrie, prise dans des contradictions, ses désirs et ses rejets, s'était réfugiée une fois

Les mots noirs

La rage et le désarroi d'Ingrid Naour

« Dans son silence. Il lui fallait retrouver les mots qui l'avaient trahie. Près de dix ans ont passé. Ingrid Naour nous convie aujourd'hui dans la rue du sommeil rare, la suite de son autobiographie. Le voyage est chaotique, violent, d'une beauté noire. »

La rebelle éperdue ne s'est pas apaisée. Quelque cinquante pages obstinément arrachées à la douleur, pour dire son désarroi, sa solitude et sa rage. Alors, en vrac, les poings serrés, la jeune femme évoque ses terribles séjours à l'hôpital psychiatrique, sa haine demeurée intacte pour son père, les années humiliantes où elle fut l'objet de la pitié et de la haine. Et puis soudain les mots se font tendres : elle dit son amour pour ses enfants et son compagnon, les rares êtres qui l'ont maintenue en vie.

Le genre autobiographique vorse souvent dans la complaisance de la vanité. Dans la rue du sommeil rare n'y succombe jamais. C'est un livre dérangeant, difficile à déchirer. Renée sa naissance, Ingrid Naour fut longtemps une femme sans visage. Et les blessures, tout au moins lui ont-elles permis d'exister ; de se faire entendre à défaut d'être comprise. « Sous toutes mes outrances, c'est la vie que j'appelle. Mais une vie qui serait mienne. Et ma mesure. »

Florence Sarrolo

(1) Publié chez Editions de l'Instant.







سكنا من المرحون

LE MONDE DES LIVRES

**FORÊTS**  
Sur l'imaginaire occidental  
de Robert Harrison.  
Traduit de l'anglais  
par Florence Naugrette,  
Flammarion, 111 p., 145 F.

**LA BÊTE DU GÉVAUDAN**  
L'innocence des loups  
de Michel Louis.  
Perrin, 333 p., 135 F.

**A**UTREFOIS, au temps des mythes, des légendes, des croyances reçues de la tradition, une ligne de partage matérielle et imaginaire la fois, séparait l'espace abandonné à la nature sauvage. Deux mondes se manifestent l'opposition de la civilisation à la nature, de l'intérieur, où tout est familier, réglé par la loi et les usages, et de l'extérieur, où séjournent sous l'abri naturel des puissances multiples et d'où l'ennemi peut surgir.

L'un est le lieu des attachements à un territoire, à une terre ancestrale, à une demeure, à une identité chargée de significations et chargée de mémoire; l'autre est le lieu où l'homme ne s'aventure que pour affronter l'inconnu, les dangers, ou subir les épreuves et recevoir les initiations qui le lient à la chasse, à la guerre et à la pratique des pouvoirs acquis dans le secret.

La relation établie entre les deux mondes est toujours ambiguë, chacun d'eux cherchant à reprendre ce qu'il a concédé à l'autre. Les sociétés de la tradition ont recouru à une sorte de pacte de non-agression, d'accord à double profit, respecté par la médiation des symboles et des rites. Les nôtres, à partir du moment où l'homme se voit maître de la nature, livrent cette dernière au regard des sciences, à l'entreprise des techniques et aux calculs économiques. Elles n'ont pas pour autant rejeté l'oubli de l'héritage imaginaire et la part d'un mystère qui nous transformerait en victimes d'une nature soudain insoumise et redevenue conquérante.

Robert Harrison, dans le plus passionnant et le plus nécessaire des livres parus au cours des dernières années, rappelle et un au-delà de la simple prédication écologique. Il guide l'exploration d'une mémoire

culturelle, d'une histoire de l'imaginaire, d'un monde où le vert des forêts — où l'Occident défricheur a établi, aux dépens de celles-ci, ses institutions principales, la religion et la cité; là où se trouvent les origines métaphoriques de la pensée — a des significations s'effectuant au moyen de personnalités imaginaires.

Par la démonstration, Robert Harrison fait de cette histoire de la relation à la forêt, à l'univers sauvage, une histoire fantastique de la civilisation occidentale. Dès l'Antiquité, celle-ci est en opposition aux forêts, dans un rapport à la fois « insaisissable » d'où naissent les premiers mythes et les premières fables.

Artemis, déesse redoutable pour les Grecs, vierge inviolable comme les contrées sur lesquelles elle règne, est allée avec les animaux et pourtant, gouverne un monde étranger aux distinctions claires n'ont aucune place et ne s'accomplissent les métamorphoses. Dionysos, son émissaire dans la cité, avec les mêmes capacités, se joue des formes que la raison régit et des limites que fixe la loi. Il est l'emblème de la subversion dans l'hellénisme, de l'irruption sauvage qui bouleverse l'ordre social et porte au jour une tension où la tragédie trouve son origine.

Du Moyen Âge à la Renaissance le recul des forêts s'accroît; elles deviennent davantage l'extérieur, « un en-deçà ou un au-delà de l'humanité ». D'une part, le lieu de la bestialité, de

**SOCIÉTÉS**  
par Georges Balandier



**L'imaginaire hors les murs**

la perte, l'errance, la proscription, des cultes païens et des sorcelleries; d'autre part, le lieu de l'aventure, le chevalier à la recherche des épreuves du vaillance, des folies auxquelles conduit le dépit amoureux, le refuge des réfractaires à la loi, ennemis de la corruption de la loi.

Et puis, la forêt s'inscrit dans un champ de significations plus complexes: obscure, elle est l'équivalent d'un monde temporel privé de la lumière de Dieu (avec Dante); abri des amoureux, son ombre établit le lien entre la marge de la loi civile;

espace de paix, elle permet d'opposer les tumultes de la vie en société aux demandes de la nature lyrique (avec Pétrarque).

Après Descartes, qui trace les chemins de la nature et de la possession de la nature, au dix-huitième siècle, la forêt devient objet de science et de richesse exploitable. Rousseau la considère ainsi dans son *Projet pour la Corse*, tout en la découvrant dans son « promenade » comme la scène imaginaire des origines, la pourvoyeuse des images des « premiers temps » — celles qui permettent de « dénoncer les ambitions progressistes ».

Les forêts régressent, celles des pays de l'entreprise coloniale révèlent alors les « véritables levées » des « sauvages », où l'imaginaire accède à une nouvelle. Les villes conquièrent, elles triomphent de la raison organisatrice, effaçant le royaume végétal qui devient lieu de la mémoire, moyen de la vision poétique, ou incitation à fuir — comme le fait Roquentin, le héros sartrien de *La Nausée* — le « cercle de la végétation ».

Périodiquement, la forêt resurgit de l'imaginaire. Les gardiens du folklore la peuplent de « qui » nourri l'ancienne culture populaire. Les symbolistes y trouvent le vrai site des symboles, des analogies et correspondances propres à « un transport de l'esprit et des sens ». Et nous découvrons mieux maintenant que, dans ce monde extérieur, nous ne disposons pas d'un « intérieur » où habiter pleinement.

Robert Harrison achève son parcours en évoquant l'angoisse confuse de perdre la frontière d'extériorité, en affirmant que l'homme ne réside pas dans la nature, mais dans la « relation » à la nature. C'est montrer l'essentiel, c'est placer son livre à la bonne hauteur — en faire l'indispensable compagnon de réflexion insatisfaisante de la seule prédication écologiste.

La forêt est le lieu des bêtes, et celles-ci peuvent à l'évidence figurer l'agression de la sauvagerie, l'homme et son univers domestique. Elles aussi bantent notre imaginaire. Dans un livre-dossier, monté à la façon d'un drame, Michel Louis fait repartir la « bête du Gévaudan » qui ravagea le pays, tuant et dévorant femmes et enfants, à partir de 1764. Un cauchemar, un carnage poursuivi durant plusieurs années, et toujours l'animal monstrueux esquive, échappe aux pièges et aux coups, retrouve l'abri des forêts les plus profondes.

C'est une lutte à mort entre la bête et la société progressivement engagée son entier: les villageois, entraînés dans une véritable levée de « bêtes », leurs notables, leur clergé en appelant à la « miséricorde de Dieu », puis les dragons, inefficaces, et le roi lui-même qui ordonne d'en finir et promet récompense et honneurs au vainqueur.

Au cours de trois années d'effroi, la bête est abattue, le pays est apaisé, mais l'énigme de son identité reste entière. C'est un fait le travail de l'imaginaire qui l'a définie. La Bête signifie l'irruption dévastatrice de la sauvagerie dans l'univers humain, avec les moyens qui sont ceux des hommes associés aux puissances obscures du monde naturel. L'animal monstrueux est l'intelligence de la ruse, l'invincibilité des héros néfastes, la capacité de métamorphose. Par lui, se révèle une sorte de pacte diabolique entre les forces de la nature et les forces du mal, une guerre jamais achevée entre les frontières du pays des hommes.

La Bête était peut-être un des loups du Gévaudan. Michel Louis proclame leur « innocence ». Selon lui, c'était un animal fabrique, dressé afin de tuer et dévorer — par « un fou sadique », révolté, lycanthrope ou aristocrate dégénéré. Paul Eluard, entré en clandestinité, retrouva le territoire de la Bête et son imaginaire: il recut refuge au château de Saint-Alban, et les opérations contre l'animal truqué, devenu hôpital psychiatrique. Le poète découvrait une terre du sur-réal.

**LA BANDE DESSINÉE**

**BD sans frontières**

**CANNES**

de François Boucq.  
Ed. Mango-la Vie moderne,  
111 p., 49 F.

**LE BAR DU VIEUX FRANÇAIS**

de Stassen et Lapierre.  
Dupuis, coll. « Aire Libre »,  
56 p., 66 F.

**SAIGON-HANOI**

de Cosy.  
Dupuis, coll. « Aire Libre »,  
43 p., 66 F.

**LES FILS DU SUD**

de Jacques Martin.  
Casterman, coll. « Studio »,  
79 p., 76 F.

**LE FILET DE SAINT-PIERRE**

de Jean-Pierre Autheman.  
Glénat, coll. « BD »,  
173 p., 110 F.

**LE DOLLAR A TROIS FACES**

de Greg et Michel Rouge.  
Dargaud, 43 p., 52 F.

**OSIRIS**

de Jacques Martin et Pleyers.  
Ed. Bagheera, 48 p., 55 F.

**LE TEMPS DES BOMBES**

de Moynot.  
Dargaud, 60 p., 68 F.

**A** la période des vacances et des départs mouvementés les albums de bande dessinée peuvent servir d'habiles subterfuges pour apaiser la marmaille surexcitée de la banquette arrière ou les adultes au volant au bord de l'explosion de la force de faire du surplus.

François Boucq est arrivé à Cannes. Il trace, en quarante-cinq

planches désopilantes, les aberrations d'un Festival où le smoking fait figure de tenue de commando et le mètre-à-visu de marin de visite, jusqu'aux chaises de la Croisette qui s'écroulent d'avoir accueilli le séant des stars.

On peut aller plus loin, grâce à trois albums: le *Bar du vieux Français*, *Saigon-Hanoi* ou *Le bar du vieux Français* est un véritable roman, écrit par un vieux pilier de la bande dessinée, Stassen et Lapierre, qui à quatorze ans, fuyant la famine et la guerre, doit fuir son village africain. Et la *Le fil de l'Afrique du Nord* évoque Célestin qui, à quatorze ans, fuyant la famine et la guerre, doit fuir son village africain. Et la *Le fil de l'Afrique du Nord* évoque Célestin qui, à quatorze ans, fuyant la famine et la guerre, doit fuir son village africain.

C'est une œuvre remarquable que narre le dernier album de Cosy, *Saigon-Hanoi*. Le plus prolifique des auteurs suisses de BD à s'alarmer provisoirement? — son ami Jonathan et ses neiges célestes pour décrire le retour d'un vétéran du Vietnam, Homer, dans la maison de son enfance. En pleine nuit de la Saint-Sylvestre, il reçoit un coup de téléphone imprévu de Felicity, une adolescente abandonnée par ses parents, le temps d'un voyage. *Saigon-Hanoi* raconte cette conversation téléphonique nocturne qui se transforme en salomon nostalgique, avec pour toile de fond un reportage télé sur le Vietnam d'après-guerre. En usant d'un jeu d'artifice de couleurs bleues et oranges de la sûreté de trait qui fait sa marque, Cosy se tire



Autheman: « Le Fil de l'Afrique du Nord »

avec brio de la double construction de ce récit et évoque en filigrane la permanence de l'amitié, la possible passerelle lancée entre des êtres aux origines et aux âges différents, et la fragilité de l'imaginaire que l'on se fait l'un de l'autre.

L'Algérie de la colonisation est particulièrement à cœur à Jacques Martin. Petit-fils de pied-noir, il a longuement évoqué son grand-père et engrangé ses souvenirs — jusqu'aux expressions idiomatiques — avant d'esquisser une saga algérienne dont le troisième tome, *Les Fils du Sud*, vient de paraître. Au seuil du vingtième siècle, on retrouve, après les *Carnets d'Orient* et *L'Année de feu*, petit Paul, le fils du chef de gare de Beni-Ouf, un frère Casimir et ses copains juifs d'insoumis, en proie aux grandes manœuvres de la Grande Guerre, aux futures luttes politiques et aux haines raciales qui ravagent déjà les populations d'Algérie. Fernandez suit dessiner et peindre — ses aquarelles soup-

vent en font foi — et, surtout, les mille et une pestes de la communauté, en mélangeant l'humour.

Jean-Pierre Autheman a choisi le noir et le blanc, pour plonger avec le *Filet de Saint-Pierre* dans une histoire de bord de mer et d'espionnage qui met aux prises un quartier d'anciens marins haut en couleur — un pharmacien amateur de bouteilles, un médecin fou de violoncelle, un curé anticlérical et leur chef, « l'Amiral » — un réseau secret iranien et un jeune capitaine de la DGSE, qui se révèle être une jeune femme plutôt gironde. Mots et dessins se mêlent avec une justesse jubilatoire dans ce véritable roman en BD sur décor de ciel et de flots d'une Camargue décrite comme jamais, et digressions septuagénaires sur les souvenirs guerriers, le vin rosé ou les appas féminins.

Plus classiques, mais également susceptibles de faire oublier les embouteillages, sont le dernier épisode des aventures de Comanche, le *Dollar à trois faces*, le récent album de Jacques Martin, *Osiris*, ou le *Temps des bombes* de Moynot.

Avec son *Dollar à trois faces*, Greg, créateur du Pinéarrable Achille Talon mais aussi de Olivier Rameau, Luc Orient, Bruno Bruzi, etc., signe son 250<sup>e</sup> album en quelques quarante ans de carrière, et c'est un festival, auquel copourt le dessin parfait, maîtrisé et digne de Kooze. Dans un *Far West* qui s'ouvre peu à peu à la modernité — les journaux arrivent dans les fermes — pas même vieux d'un mois — Red Dust, l'adjoint de la jeune Comanche, a maille à partir avec son frère, un repris de justice surnommé « Dollar à trois faces », expression argotique usitée pour désigner un faux-jeton.

Quant à Jacques Martin, « père » d'Alix et Guy Lefranc, et son désormais complice d'écriture Jac-

ques Pleyers, auteurs de *Osiris* la première œuvre du jeune Keos, dépositaire d'un vert, le « feu d'Osiris », dans une Égypte que n'épargnent ni les intrigues courtoises, ni les invasions. Le dessin est tracé au cordeau et les détails historiques abondent, mais le scénario est peu tiré par les cheveux. Un reproche auquel échappe le *Temps des bombes* de Moynot dont le premier volet, *Au nom du père*, décrit l'entrée en scène, à Paris, de

différents siècles, celui des complots anarchistes et de « la Sociale », d'un jeune bourgeois provincial, Augustin Fillon, qui a fui le domicile familial après avoir, soi-disant, tué son père. Il y a de l'Eugène Sue du Jules Valès dans ce récit mené à tombeau ouvert par un auteur qui sait planter une épée, jeter un plus vrai que nature et décrire les maux d'une société en plein lever.

Yves-Marie Labé

**Jacques Darcanges**

**Contre le chômage :**

**l'écologie au pouvoir**

**L'alternative :**  
Redéploiement mondial  
d'industries nouvelles et  
d'agriculture propres

*Les Éditions de l'Écologie*

Prix 94 F TTC

111 F DISTRICTION - BP 66 - LUCÉ - C



















## VIE DES ENTREPRISES

Les transplants gagnent la micro-électronique

## Toshiba va installer une usine de semi-conducteurs aux Etats-Unis

Les groupes japonais de micro-électronique jouent la «transplants». Toshiba, numéro deux mondial des semi-conducteurs derrière NEC, se prépare ainsi à fabriquer des semi-conducteurs aux Etats-Unis. Le groupe nippon va en effet construire une usine de semi-conducteurs près de Portland, dans l'Oregon. Le terrain a été acquis en décembre dernier et les travaux d'installation devraient commencer incessamment.

La démarche de Toshiba s'inscrit dans la stratégie adoptée, au 30, par ses compatriotes de l'automobile, d'implanter aux Etats-Unis le meilleur moyen de prémunir la tentation protectionniste des autorités améri-

caines. Depuis plusieurs années, les fabricants américains de semi-conducteurs ont intensifié leur d'opinion pour dénoncer le manque d'ouverture du marché japonais et réclamer des mesures de rétorsion. Le dossier des semi-conducteurs avait été évoqué lors de la visite du président Bush à Tokyo en janvier. Les industriels américains ont réagi par des assurances données à l'époque par le président Bush. Les nippo de M. Bush sont restés sans effet. Un durcissement des mesures serait à l'égard des groupes japonais. Le marché américain est le second marché mondial pour les semi-conducteurs... le Japon, l'Europe se classant en

position. Par ailleurs, les circuits intégrés Toshiba projetés à fabriquer aux Etats-Unis sont d'un type particulier. Il s'agit d'assises d'application spécifique intégrées (ASIC), circuits qui, à la différence des micro-processeurs, sont conçus pour une application précise, selon un mode de confection

Les téléviseurs haute définition devraient doper la vente de ces circuits. Les industriels américains situés dans le télécommunications et l'électronique automobile, télévision, radiotéléphone et automobile : la présence américaine est un déterminant.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTAT

■ Euro Disney prévoit une perte pour l'année 1992 - Euro Disney a annoncé, jeudi 23 juillet, qu'il attendait qu'une perte nette soit constatée pour l'année fiscale se terminant le 30 septembre 1992, dont l'importance dépendra de la fréquentation du parc à thème et des niveaux constatés dans les dépenses de l'ouverture. Cependant, le groupe précise qu'il n'a pas de conclusion sur la fréquentation future ou le rentabil-

tation qui évolue positivement, avec notamment une forte fréquentation continue de visiteurs venant du Royaume-Uni d'Allemagne. L'ouverture, le 12 avril, le 22 juillet 1992, environ 3,6 millions de visiteurs fréquentent le parc à plus de 370 000 nuitées vendues. Cette fréquentation dépasse les niveaux constatés dans les dépenses de l'ouverture. Cependant, le groupe précise qu'il n'a pas de conclusion sur la fréquentation future ou le rentabil-

lié. Pour les trois mois ayant pris fin le 30 juin, le chiffre d'affaires total s'élève à 2,475 milliards de francs, 1,5 milliard de l'exploitation et 973 millions de la construction.

## OFFRE

■ Le patron de CBS négocierait la reprise du projet Canary Wharf. - Le patron de CBS, M. Tisch, négocierait la reprise du projet Canary Wharf, un des trois grands projets immobiliers de New York, une offre de reprise du complexe immobilier Canary Wharf. Ce projet phare de 180 millions d'actions traitées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de deux contre trois (1 056 contre 648). 593 titres sont restés inchangés.

Les corrections par les marchés mondiaux ont inquiété les investisseurs, les investisseurs ont également avoué du mal à réagir positivement aux annonces de progression, pour certaines entreprises américaines de bons résultats du deuxième trimestre.

## NOMINATION

■ M. de Galle a été reconduit à la tête de la SEITA. - Le conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi 23 juillet, a reconduit, sur proposition du ministre du budget, M. Michel Charasse, le mandat de M. Bertrand de Galle à la tête du conseil d'administration de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA). Agé de quarante-huit ans, cet ancien directeur adjoint du budget et ministre des finances préside le conseil d'administration de l'entreprise publique depuis 1988. La restructuration des établissements du groupe a l'éventuelle délocalisation du siège à Angoulême devant occuper les premiers mois de son second mandat. La SEITA fait partie des entreprises publiques dont l'opposition envisage la privatisation.

## CONFLIT

■ La Compagnie de navigation mixte remporte une victoire judiciaire contre le tribunal de Commerce de Paris. - Le tribunal de Commerce de Paris a décidé, mercredi 23 juillet, de rejeter les demandes de la Compagnie de navigation mixte et de lui accorder la clôture de la procédure de faillite.

## CAPITAL

■ Fes vert de la Commission européenne a autorisé, mercredi 23 juillet, le gouvernement espagnol à effectuer un apport de capital de 120 milliards de pesetas (environ 1 milliard de francs) en faveur de la compagnie de navigation mixte au bouding Alianza Via Holding.

## LONDRES, 23 juillet

## Recul

Les valeurs ont perdu du terrain, mercredi 23 juillet au Stock Exchange, affectées par la baisse inattendue des ventes de détail en juin, la faiblesse du marché à terme et les craintes de la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 27,7 points, soit 1,1 %.

## TOKYO, 23 juillet

## Vive reprise

La Bourse de Tokyo a été très bien tenue jeudi 23 juillet, l'indice Nikkei s'agissant en clôture de 487,89 points, soit une progression de 3,20 %.

## PARIS, 23 juillet

## Retour à la normale

Après avoir perdu près de 1 % lors de la séance de mardi 22 juillet, la Bourse de Paris a entamé la journée de jeudi 23 juillet sur une note un peu plus optimiste. A l'ouverture, une reprise technique permettait à l'indice CAC 40 d'afficher une hausse de 0,56 %.

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS, 23 juillet

## Retour à la normale

Après avoir perdu près de 1 % lors de la séance de mardi 22 juillet, la Bourse de Paris a entamé la journée de jeudi 23 juillet sur une note un peu plus optimiste. A l'ouverture, une reprise technique permettait à l'indice CAC 40 d'afficher une hausse de 0,56 %.

Deux heures plus tard, les gains atténués ont été réduits à la moitié de la fin de la séance. La progression a cessé de se réduire sous la pression de prises de bénéfices. En clôture d'après-midi, le CAC 40 basculait à nouveau à la baisse, à 1 720,08 points.

Le redressement de Tokyo jeudi matin et les rachats par des vendeurs à découvert, qui expliquaient une bonne partie de la reprise en début de séance n'ont pas suffi à restaurer la confiance. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a progressé de 1,8 % et l'Asie de 0,4 % après qu'Equitable Life ait annoncé son entrée en Bourse et permis à l'assureur britannique de détenir 48 % de son capital.

Du côté des valeurs, Eurotunnel continuait à perdre du terrain et déclinait 2,4 %, SNI, après l'annonce du rachat de Volvic est en baisse de 0,6 %. Euro Disney limitait les dégâts et perdait seulement 0,1 % après la publication des résultats trimestriels. En revanche, le Club Méditerranée progressait de 1,8 % et l'Asie de 0,4 % après qu'Equitable Life ait annoncé son entrée en Bourse et permis à l'assureur britannique de détenir 48 % de son capital.

NEW-YORK, 23 juillet

Nouvelle baisse

Wall Street a accusé ses pertes des dernières séances mercredi 22 juillet, après le léger regain de la veille. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a chuté à 3 277,81 points, en baisse de 30,80 points, soit un repli de 0,93 %.

LONDRES, 23 juillet

Recul

Les valeurs ont perdu du terrain, mercredi 23 juillet au Stock Exchange, affectées par la baisse inattendue des ventes de détail en juin, la faiblesse du marché à terme et les craintes de la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 27,7 points, soit 1,1 %.

TOKYO, 23 juillet

Vive reprise

La Bourse de Tokyo a été très bien tenue jeudi 23 juillet, l'indice Nikkei s'agissant en clôture de 487,89 points, soit une progression de 3,20 %.

PARIS, 23 juillet

Retour à la normale

Après avoir perdu près de 1 % lors de la séance de mardi 22 juillet, la Bourse de Paris a entamé la journée de jeudi 23 juillet sur une note un peu plus optimiste. A l'ouverture, une reprise technique permettait à l'indice CAC 40 d'afficher une hausse de 0,56 %.

Deux heures plus tard, les gains atténués ont été réduits à la moitié de la fin de la séance. La progression a cessé de se réduire sous la pression de prises de bénéfices. En clôture d'après-midi, le CAC 40 basculait à nouveau à la baisse, à 1 720,08 points.

Le redressement de Tokyo jeudi matin et les rachats par des vendeurs à découvert, qui expliquaient une bonne partie de la reprise en début de séance n'ont pas suffi à restaurer la confiance. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a progressé de 1,8 % et l'Asie de 0,4 % après qu'Equitable Life ait annoncé son entrée en Bourse et permis à l'assureur britannique de détenir 48 % de son capital.

Du côté des valeurs, Eurotunnel continuait à perdre du terrain et déclinait 2,4 %, SNI, après l'annonce du rachat de Volvic est en baisse de 0,6 %. Euro Disney limitait les dégâts et perdait seulement 0,1 % après la publication des résultats trimestriels. En revanche, le Club Méditerranée progressait de 1,8 % et l'Asie de 0,4 % après qu'Equitable Life ait annoncé son entrée en Bourse et permis à l'assureur britannique de détenir 48 % de son capital.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 23 JUILLET

**Cours relevés à 14 h 00**[illegible]**COMPTANT** (sélection)

**{sélection}**

**SICAV**

**(sélection)**

22/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
<b>Obligations</b>																						
Emp. État 9.875%	100 80	0 29	CC (CF)	174 80	172	Paris France	191	188	Actian	188 04	183 98	France Obligations	468 39	481 97	Priority Easur.	110 05	108 97					
10.50% 75/94	100 71	0 29	C.I.R.A.M. (B)	910	878	Paris Orléans	210		Amgen	6883 21	6828 09	France	480 53	447 12	SPV Associates	28813 60	28813 68					
Emp. État 13.458%	100 14	7 87	C.I.R.A.M. (B)	2800		Paribas Interim	271		Amplis	20874 12	20874 12	France Pers.	85 26	82 45	Produs	919 76	887 33					
Emp. État 12.2% 94	100 43	0 83	CC Ind. Ind.	282	282	Paribas Ordins	500		Amplitude	608 71	591 85	France Régions	1180 09	1145 72	Quartz	128 51	125 38					
10.26% nom 86	102 16	3 73	CC Ind. Ind.	5030	5110	Paribas Prol.	1000		Arbange Court. T.	7308 54	7306 54	France Assoc.	35 89	35 69	Melator	727 43	703 17					
OAT 10% 5/2000	105 51	1 86	CC Ind. Ind.	336	333	Paribas Prol.	478		Assoc.	1097 63	1097 63	France-Dep.	41 88	41 28	Remaco	140 48	158 11					
OAT 8.5% 1/1999	101 25	4 68	CC Ind. Ind.	625	621	Paribas Prol.	700	700	Atout Prol.	400 53	380 76	France-Dep.	234 66	231 18	Revenue Transp.	5259 29	5246 02					
PT 11.2% 85	102 30	4 68	CC Ind. Ind.	15	15	Paribas Prol.	123	120	Atout Prol.	1156 81	1123 12	France-Dep.	852 61	881 78	Revenue Transp.	1124 31	1096 89					
CHB Bpays 5000F	99 10	0 51	CC Ind. Ind.	2310		Paribas Prol.	250	251	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Paris 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	2869	2100	Paribas Prol.	370	370	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	363	366	Paribas Prol.	101	102	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	5000		Paribas Prol.	182		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	1950	1950	Paribas Prol.	549	549	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	300	20	Paribas Prol.	66	430	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	80	40	Paribas Prol.	72	60	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	1885		Paribas Prol.	540	540	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	480		Paribas Prol.	113	113	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	580		Paribas Prol.	135		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	342		Paribas Prol.	100		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	786		Paribas Prol.	101		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	565		Paribas Prol.	248	248	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	1880	1848	Paribas Prol.	1080		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	1388	16 85d	Paribas Prol.	76 85		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	450	450	Paribas Prol.	2550		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	288	288 50	Paribas Prol.	785	785	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	500	488	Paribas Prol.	330	330	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	283	283	Paribas Prol.	580	580	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	727	727	Paribas Prol.	240	2411	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	207	207 10	Paribas Prol.	189		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	312	312	Paribas Prol.	220		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	536	536	Paribas Prol.	1100	1100	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	4350	413	Paribas Prol.	480	480	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	364	360	Paribas Prol.	1500	1500	Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	3201	3201	Paribas Prol.	120		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	264	80	Paribas Prol.	300		Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	923		Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	470	470	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	642	650	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	2375	2385	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	680	680	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	30	30 30	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	185		Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	940		Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	420	420	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	189	189 40	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	270	275	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	480	480 10	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	830	830	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	1273		Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	610		Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
CHB Suez 5000F	98 10	0 51	CC Ind. Ind.	151	154	Paribas Prol.			Avail. Act.	185 11	184 19	France-Dep.	852 61	881 78	St Honoré Via & Sand	902 35	918 39					
<b>Actions</b>																						
Agache (sa In.)	608	608	Invest. Soc. C.	2301	2201	Maroc Sel. Bazar.	300		Agache (sa In.)	608	608	Invest. Soc. C.	2301	2201	Maroc Sel. Bazar.	300						
Applications Hydr.	1532		Lambert Frères	264 80					Applications Hydr.	1532		Lambert Frères	264 80									
Arbel	478	488	Le Bonnetier	923					Arbel	478	488	Le Bonnetier	923									
Bases C. Maroc	901	920	Localisations	470	470				Bases C. Maroc	901	920	Localisations	470	470								
B. Hyppert Group	357		Loire Valley	642	650				B. Hyppert Group	357		Loire Valley	642	650								
B. H. Invest.	341		Lucas	2375	2385				B. H. Invest.	341		Lucas	2375	2385								
Bright-Say IC	455	472	Lucas	680	680				Bright-Say IC	455	472	Lucas	680	680								
Bolédine	2850	2276	Machine Bst	30 30	30 40				Bolédine	2850	2276	Machine Bst	30 30	30 40								
Bolédine Invest.	458		Mag. Unipar	185					Bolédine Invest.	458		Mag. Unipar	185									
Blancq Group	2250	1840	Magnum	940					Blancq Group	2250	1840	Magnum	940									
B.T.P.	59 20	59	Mil. Delap.	420	420				B.T.P.	59 20	59	Mil. Delap.	420	420								
Cambridge	110	111	Mil.	189	189 40				Cambridge	110	111	Mil.	189	189 40								

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché contrain



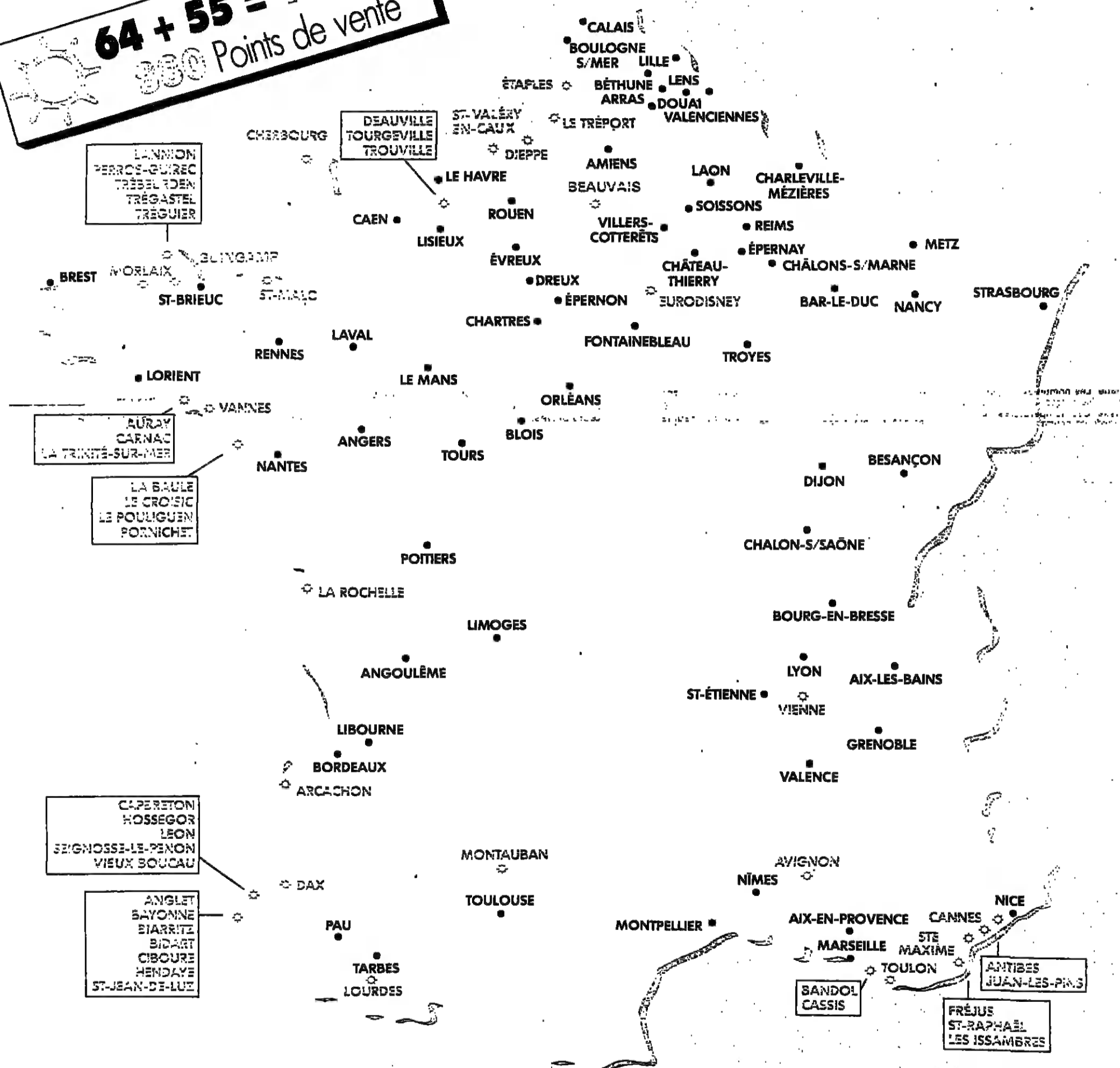
☛ Villes supplémentaires servies pendant l'été.

**64 + 55 = 119 Villes**  
**330 Points de vente**

CHERBOURG

DEAUVILLE  
TOURGEVILLE

● Villes où *Le Monde* est déjà en vente le soir de sa parution.

[illegible]

AVEC LA COLLABORATION LOGISTIQUE DES NMPP, D'AIR INTER, DE LA SNCE ET DU SERNAM POUR L'ACHEMINEMENT

هكذا من الاصل







Après sa rencontre avec le président syrien

## M. Baker a fait une visite impromptue au Liban

Le Liban n'a pas été oublié de la neuvième tournée proche-orientale du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui a quitté Damas en fin de matinée, jeudi 23 juillet, pour rentrer, en territoire libanais, à Zahle, ville natale du président Elias Hraoui, le chef de l'Etat libanais, le premier ministre Rachid Solh, et le ministre des affaires étrangères Fares Boueiz. Pour des raisons de « dignité nationale », M. Boueiz avait fait de cette venue en territoire libanais la condition sine qua non d'une rencontre avec M. Baker.

DAMAS

de notre envoyé spécial

Le ministre libanais a donc refusé à convaincre M. Baker, mais à quel prix. Le département d'Etat a en effet souligné que cette rencontre avait été possible après la « réaffirmation claire » par M. Boueiz de la « détermination du

gouvernement libanais à appliquer dans la lettre et dans l'esprit les accords de Taef » et à se préparer à prendre toutes ses responsabilités, y compris le redéploiement des forces syriennes à la fin de cet été, comme stipulé à Taef.

« Dans la mesure où le Liban est une partie importante du processus de paix et à la lumière de cette déclaration publique du gouvernement libanais qui reflète clairement sa détermination à rétablir son indépendance, sa souveraineté et à restaurer son contrôle sur son territoire, le secrétaire d'Etat se rencontre avec M. Hraoui et Boueiz au Liban », conclut le communiqué du département d'Etat.

La visite de M. Baker, qui intervient après son long entretien mercredi avec le président Assad, au cours duquel la question libanaise a été évoquée, est la première d'un chef de la diplomatie américaine depuis 1983. Elle intervient aussi au moment où diverses forces politiques chrétiennes ont appelé à une grève générale jeudi pour protester contre la tenue prochaine des élections législatives au Liban.

En rappelant au respect de la lettre et de l'esprit des accords de Taef, les Etats-Unis font sans aucun doute allusion au fait que la nouvelle loi électorale libanaise viole les accords sur deux points au moins, le nombre de sièges de députés, et le découpage électoral. De plus, la manière expéditive avec laquelle le gouvernement a fait voter cette loi est loin de respecter l'esprit de réconciliation nationale voulu à Taef.

Ces points comme le rappel du nécessaire retrait syrien en septembre, c'est-à-dire deux ans après le vote des réformes constitutionnelles au Liban, sont au centre des entretiens américains-libanais. Dans une interview publiée jeudi par l'Orient-Le Jour, M. Djerejian, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, s'est contenté de déclarer que les Etats-Unis souhaitent des élections « libres et équitables ».

« Des signaux positifs »

Avant de partir pour le Liban, M. Baker, qui reprendra l'avion à Damas pour se rendre en Arabie saoudite, terme de sa tournée, avait conclu son étape syrienne par une conférence de presse conjointe avec son homologue syrien, M. Farouk Charaf. Qualifiant son entretien avec le président Assad de « bon », M. Baker a affirmé avoir trouvé à Damas le même sentiment de la nécessité d'exploiter aussi que possible la nouvelle opportunité créée par l'élection de M. Rabih. « Nous espérons », a-t-il dit, « que les nouvelles élections, spécialement l'élection d'un nouveau gouvernement en Israël, aideront les parties concernées à reprendre aussi vite que possible les négociations ».

Incontestablement, Damas semblait rasséréné par les assurances américaines quant à la poursuite, dans la forme acceptée depuis Madrid, du processus de paix. Pour le reste, « nous testerons la nouvelle politique du gouvernement israélien quand les partis reprendront les négociations », a affirmé M. Charaf, qui en réponse à une question sur d'éventuelles mesures de confiance que pourrait prendre la Syrie face au nouveau gouvernement israélien, a précisé : « Ne demandez pas aux Arabes de faire un geste supplémentaire. Il est temps, au contraire, pour le nouveau gouvernement israélien, de faire des changements radicaux pour répondre à la position arabe. Sans la bonne volonté des Arabes, et spécialement de la Syrie, le processus de paix n'aurait pas été possible ». M. Baker, qui semble depuis le début de sa tournée se satisfaire de la volonté exprimée par les Arabes de négocier au plus vite, a toutefois précisé : « Je ne dirai que les signaux venant des capitales arabes sont positifs ».

Sur la question des colonies de peuplement dans les territoires occupés, M. Charaf a répété qu'elles étaient toutes « illégales » et que « les déclarations faites à ce sujet par M. Rabin ne sont pas utiles ».

FRANÇOISE CHIPAUX

M. Baker prévoit une limitation « substantielle » de la colonisation israélienne. Le gouvernement israélien a annoncé, mercredi 22 juillet, de nouvelles mesures consistant à « geler » la colonisation dans les territoires occupés. Elles concernent « les habitations qui ont fait l'objet de contrats signés mais pour lesquelles les travaux n'ont pas encore commencé », a-t-on indiqué au ministère du logement. La semaine dernière, le gouvernement avait évoqué l'arrêt des projets de construction sans préciser vraiment que des marchés déjà conclus pourraient être aussi remis en cause. Au Caire, après ses entretiens avec le président Mubarak et avant de se rendre à Damas, M. James Baker avait affirmé être « très satisfait de la philosophie et des orientations du nouveau gouvernement israélien ». Le secrétaire d'Etat, qui a indiqué que les Etats-Unis continueraient de considérer toutes les implantations comme « un obstacle à la paix », a néanmoins souligné qu'il y avait une « certaine et substantielle limitation et une réduction des activités de colonisation dans les territoires occupés ».

Assassinat du porte-parole d'Abou Nidal à Beyrouth. M. Walid Khalid, porte-parole de l'organisation Fath-Conseil révolutionnaire (Fath-CR), a été assassiné, jeudi 23 juillet, à Beyrouth par des inconnus circulant à bord d'une voiture. Créée en 1974 par Abou Nidal, cette organisation terroriste, dissidente du Fath de M. Arafat, est responsable de nombreux attentats meurtriers. (AFP)

## AFRIQUE DU SUD

## Echec des négociations entre syndicats et patronat

La Confédération des syndicats sud-africains a maintenu, mercredi 22 juillet, son mot d'ordre de grève générale en août, après l'échec de négociations avec le Comité consultatif sud-africain sur les questions du travail, qui représente le patronat.

Les deux parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur un compromis portant sur une fermeture volontaire, le 3 août seulement, au lieu de la grève générale de deux jours proposée par le Congrès

national africain (ANC), dans le cadre de la campagne d'actions de masse destinée à accélérer les réformes institutionnelles. Selon la police, plus de mille Noirs ont été arrêtés lundi et mardi dans les hôpitaux, les postes de police, les tribunaux et autres édifices publics occupés à l'occasion des manifestations. Les manifestants, tous participants de l'ANC, ont été relâchés avec un avertissement. (AFP, Reuters)

## SOMMAIRE

## FINIS D'EMPIRES

4. - L'incendie de Persépolis..... 2

## ETRANGER

La guerre dans l'ex-Yougoslavie... 3

Tchécoslovaquie : l'accord politique sur la partition du pays..... 3

Russie : M. Eltsine et le gouvernement soutiennent les journalistes des Izvestia contre le Parlement... 3

Italie : après l'assassinat du juge Borsellino, divisions au sein du parquet de Palerme..... 3

Variations latino-américaines : IV. - Les feux mal éteints de la guérilla... 5

La conférence de l'ASEAN à Manille..... 6

Le premier ministre algérien appelle ses compatriotes à l'unité..... 6

La mort de l'ancien président libanais Solaïman Frangé..... 6

Les pays d'Asie du Sud-Est « préoccupés » par les intentions de la Chine..... 6

## POLITIQUE

La campagne du référendum du 20 septembre : les déclarations de M. Pierre Bérégovoy et de M. Valéry Giscard d'Estaing.... 7-8

## SOCIÉTÉ

La conférence internationale d'Amsterdam sur le sida..... 9

Le procès des responsables de la transfusion sanguine..... 9

Le financement du PS en Loire-Atlantique..... 10

## CULTURE

Avignon : avec Calderon, Jean-Louis Martinelli s'empare de Pasolini pour un spectacle sombre et solitaire. Sida : le théâtre se tait. Zarzuela et les Naufragés de l'Olympe : deux spectacles lyri-

ques populaires à l'écoute des arts anciens..... 11

Bordeaux redécouvre le bel canto avec Rigoletto et Otello en version de concert..... 12

## LIVRES • IDÉES

• Dernières nouvelles d'Alexandre Vialatte : le credo de Don Delillo

• Débat : fiction et autobiographie

• Rencontres imaginaires : l'Europe de Paul Valéry • Essais : penser après Auschwitz • Sociétés : l'imaginaire hors les murs • Bande dessinée : BD sans frontières • Lettres étrangères : les fantômes de Ghosh ; persécutés persécuteurs..... 13 à 18

## ÉCONOMIE

Le gouvernement britannique impose une stricte austerité budgétaire..... 20

Le nouveau cahier des charges de Canal Plus..... 20

La poursuite de la politique de décentralisation des entreprises publiques..... 21

Grève des dockers à Marseille et à Sète..... 21

Vie des entreprises..... 22

## Services

Abonnements..... 10

Carnet..... 12

Loto..... 25

Marchés financiers..... 22-23

Météorologie..... 25

Mots croisés..... 25

Radio-télévision..... 25

Spectacles..... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 juillet 1992

a été tiré à 474 406 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Chapala, un lac se meurt

D. H. Lawrence avait prévenu : « L'eau de la vie est dans la paume de ma main. Quand les hommes m'oublient, je tourne la main et adieu ! L'ombre de la mort paraît. » Le Quetzalcóatl du « Serpent à plumes » est aujourd'hui sur le point de passer à l'acte : au Mexique, près de Guadalupe, le lac Chapala se meurt.

## Les Jeux olympiques de Barcelone

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux décrivent comment les Jeux ont été l'occasion de revoir l'urbanisme de la métropole catalane. Michel Bole-Richard a visité le Cacor, Centre de coordination de la sécurité, et fait le point sur les premières estimations des investissements réalisés.

## Découvert aux Etats-Unis

## Un nouveau rétrovirus pourrait expliquer les cas de « sida sans virus »

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Quarante-huit heures après la révélation de l'existence de plusieurs cas de déficit immunitaire identiques cliniquement et biologiquement au sida, mais chez lesquels on ne retrouve aucun cas de VIH (le Monde du 23 juillet), des chercheurs appartenant à l'université de Californie et à la faculté de médecine de l'université de Californie du Sud annoncent, dans un article à paraître le 15 août dans les Proceedings de l'Académie des sciences des Etats-Unis, qu'ils ont découvert, sur deux malades atteints de déficit immunitaire, une « nouvelle particule rétrovirale » appelée HCRV (human intracysternal

rétroviral). Ces chercheurs, parmi lesquels deux célèbres virologues, MM. Sudhir Gupta et Zaki Salahuddin, expliquent que ce qui pourrait bien être un nouveau rétrovirus humain est différent du HIV I, du HIV II, du HTLV I et du HTLV II.

Le HCRV a été découvert sur deux patientes : une femme de soixante-six ans, atteinte d'un déficit immunitaire sévère et d'une pneumonie à pneumocystis carinii ; et sa fille de trente-huit ans, asymptomatique et elle aussi atteinte de troubles du système immunitaire. Aucune de ces deux patientes n'appartenait à un groupe à risque du sida. Elles étaient toutes les deux séronégatives pour le HIV I, HIV II, HTLV I et HTLV II. Les

chercheurs californiens formulent l'hypothèse selon laquelle ce nouveau rétrovirus pourrait être responsable de plusieurs de ces mystérieux cas de déficit immunitaire apparenté au sida. Mais ils ajoutent que « la relation causale entre le HCRV et le déficit immunitaire en cellules T 4 reste à établir ».

Le mode de transmission du HCRV n'est pas clair. Une possible transmission par voie sanguine n'est pas écartée dans la mesure où l'une des patientes a subi une transfusion sanguine en 1950.

FRANCK NOUCHI

Lire page 9 nos autres informations sur la conférence internationale du sida réunie à Amsterdam.

## Les gerbes présidentielles du 11 novembre

## L'Élysée dément M. Klarsfeld persiste

Le service de presse de l'Élysée a démenti, mercredi 22 juillet, au terme du conseil des ministres, que la présidence de la République soit à l'origine de l'information donnée la veille par le président de l'Association des filles et fils des déportés juifs de France, M. Serge Klarsfeld, qui avait affirmé que M. François Mitterrand avait désormais renoncé à faire déposer une gerbe, le 11 novembre, sur la tombe de Philippe Pétain (nos dernières éditions).

Il a fait savoir que « contrairement aux déclarations de Serge Klarsfeld, la présidence de la République n'est en aucune manière à l'origine de l'information diffusée par celui-ci ».

A la question de savoir si le président de la République avait pris

une décision en ce sens, le service de presse s'est toutefois refusé à tout commentaire.

Apparemment surpris lui-même par la déclaration de M. Klarsfeld, M. Mitterrand aurait demandé à ses collaborateurs de déterminer l'origine de cette annonce.

M. Klarsfeld, pour sa part, a maintenu ses propos : « Je maintiens avoir reçu, d'une source sûre à l'Élysée, l'information que j'ai rendue publique, a-t-il déclaré. Le démenti de la présidence de la République ne concerne que l'origine de l'information et non son contenu. Il appartient donc maintenant au président lui-même de faire connaître sa décision d'interrompre ou non le dépôt de gerbe en hommage à Pétain ».

## EUROPÉENS AVANT L'HEURE

## Couples et union de cadres

METZ

de notre envoyée spéciale

Président en nous papillon la CGC de Lorraine, Pierre Lahelle-Gravier taquine son bouc gris en évoquant son « Eurorégionale des cadres ». Quelle émotion pour ce juriste d'entreprise, à Longwy, le 25 juin, quand le nouveau fut lancé... Longwy, reine déchue de la sidérurgie, choisie par la CEE pour le premier de ses pôles de développement, sur recevoir les pairs du Luxembourg, de Belgique, de Sarre et de Rhénanie-Palatinat.

« D'Europe sociale, point ! La Commission plane trop haut pour la faire ». Certes, la Confédération des syndicats européens fonctionne utilement. « Nous gommons les frontières sociales, entre nous d'abord. » Entre gens qui ont des problèmes analogues et se retrouvent chez eux en amis. A cette organisation interrégionale peut adhérer directement tout salarié, syndiqué ou non. C'est l'originalité. La « nivellement par la base » n'y est pas une référence admise, pas davantage la « lutte de classes ». « De toute façon, la CGT est hostile à Maastricht », assène le Lorrain en fronçant le sourcil. L'Eurorégionale des cadres, pressée, conclura des expériences dans l'année. « Bruxelles devra la généraliser, si déjà l'expérimentation marche entre nous. » Voilà une version inconnue du lobbying coûteux.

## Dénominateur

Mutuelles complémentaires de ces régions, retrouvez vos manches. « Nous demanderons à chacune de pratiquer un ticket modérateur commun », pour faciliter la vie des salariés empiétrés dans les mailles des différents règlements. Pierre



Lahelle-Gravier étire ses longues jambes, rêvant « d'égalité de tous les jours simple à régler ». L'équité fiscale, « des bus de ramassage enfin à Mannheim, comme il en existe à Metz à la charge de l'employeur ». Des disparités criantes persistent d'une région à l'autre ? « Nous refusons d'être ravalés au plus petit commun dénominateur. Cinquante mille travailleurs transfrontaliers ont un destin de Mousquetaires. » Eux vont construire l'Europe sociale des six millions d'habitants de cette aire !

Sous d'autres cieux, plus discrets, de nombreux réseaux se tissent. A Valence, la fédération FO de Drôme-Ardèche collabore depuis des années avec ses voisins du Piémont et du Val d'Aoste. Leurs réunions s'ouvrent aux unions départementales de la CGT et de la CFDT. Ces compagnons de misère d'un même secteur, voire de la même holding, se serrent les coudes sous le choc brutal des redéploiements industriels encouragés par la CEE. Une foule d'autres, les « jetés » selon leur expression, ont compris que « l'Europe les foutrait dehors » et la trouvent « simplement abjectes ».

Plus conviviales, de multiples associations de défense s'invitent d'une ville à l'autre, pimentant leur lutte d'un zeste touristique. « Parfois, c'est un empiètre sur une jambe de bois. » En ce moment se lance l'« Association des couples France-Europe ». Dans un couple mixte, chaque partenaire n'a « aucune envie de devenir un citoyen déraciné. N'en déplaise à ceux qui veulent bouter hors des décisions locales tout Européen qu'ils traitent en étranger ».

DANIELLE ROUARD

JUL 24 1992